

Régions

La loi de décentralisation entre peu à peu dans les faits. Mais les esprits sont encore loin d'en avoir mesuré la portée, et Robert Schwint souligne la nécessité, à ce propos, d'un grand effort d'éducation. Encore faut-il que les communautés nouvelles ne se sentent pas abandonnées, comme c'est le cas pour la Lorraine, dont Gustave-Nicolas Fischer évoque le « deuil ».

Les trois perceptions de la décentralisation

par ROBERT SCHWINT (*)

L'ÉDIFICE de la décentralisation engagée par la loi du 2 mars 1982 ne fait encore que sortir de terre, ce qui explique que chacun ne perçoive pas la réforme de la même façon. Trois niveaux peuvent donc être distingués.

En ce qui concerne les parlementaires, les universitaires, les responsables administratifs directement impliqués, ceux qui sont restés depuis deux ans au cœur des débats théoriques, en un mot les « initiés », il est frappant de constater qu'une partie d'entre eux ont modifié radicalement leur comportement lors du débat, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi. Jacques Toubon expliquait l'opposition du RPR en récusant à la fois les objectifs et les méthodes. Il s'opposait au transfert de l'exécutif départemental au président du conseil général... comme au système de responsabilité des élus locaux.

De même, Charles Millon montrait l'hostilité de l'UDF par le risque de voir s'instaurer des féodalités et le désordre.

Ces jugements sont aujourd'hui dépassés. Les plus ardents défenseurs de la décentralisation, ceux qui « poussaient à la roue » pour les transferts de compétences, sont paradoxalement ceux-là mêmes qui s'opposaient hier au projet de loi.

Au Sénat, où les divergences sont traditionnellement plus estompées, une proposition de loi présentée par

Jean-Marie Rausch, sénateur et maire UDF de Metz, est même allée jusqu'à réclamer la création d'un « haut conseil de la décentralisation et de comités régionaux de la décentralisation » pour assurer un contrôle de l'exécution des lois.

Cette volonté de protéger, de chaperonner la décentralisation est tout à fait remarquable.

On pourrait, de ce point de vue, esquisser une comparaison hardie entre la décentralisation et la Constitution de 1958 pour constater que, de la même façon, notre président de la République s'est parfaitement glissé dans l'habit de la Constitution de 1958 : de la même façon l'opposition nationale aujourd'hui se glisse avec une satisfaction non dissimulée dans le nouvel habit du pouvoir local.

Quelle conclusion en tirer sinon que la décentralisation comme la Constitution ont obtenu leur label de qualité en sortant grandes de l'épreuve de l'alternance politique ?

Toujours dans ce sens, une complète objectivité oblige à dire aussi que le report des élections au suffrage universel pour la région peut apparaître comme un frein dans le déroulement des opérations.

Tout cela montre bien à quel point le contexte politique joue sur l'application du principe de libre administration des collectivités locales.

On observe également que beaucoup de craintes exprimées par les parlementaires, et peut-être surtout par les universitaires, se sont avérées sans fondement. Quelques exemples.

La crainte de voir la loi du 2 mars porter atteinte à l'unité nationale se trouvait au cœur des débats parlementaires de 1982. Chacun peut vérifier à présent que décentralisation ne signifie en aucune manière effacement de l'Etat.

Le renforcement des pouvoirs des commissaires de la République, seuls représentants de l'Etat dans les départements et les régions, en témoigne largement.

Décentralisation et déconcentration ne s'opposent pas, elles vont de pair.

C'est d'ailleurs là où la déconcentration était la plus avancée en 1982 que la décentralisation a pu s'opérer au plus vite, comme en témoigne le domaine de la formation professionnelle, par exemple.

Les craintes touchant à la constitutionnalité des différents textes ont elles aussi été dissipées par le biais de quelques aménagements. La hantise de voir se développer ce que le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation appelle une « juridictionnalisation » excessive, cette crainte s'est avérée sans fondement. L'activité des tribunaux administratifs et des chambres régionales des comptes en atteste.

La dernière crainte, et la plus actuelle, a trait aux transferts de ressources liés aux transferts de compétences. Dans ce domaine, le scepticisme de certains est largement relayé par les médias. Pour s'en tenir cependant aux réalités, le seul avis qui ne puisse pas être contesté est certainement celui de la Commission d'évaluation des charges, installée le 31 mai 1982 sous la présidence d'un magistrat de la Cour des comptes. C'est à l'unanimité que cette instance a estimé conformes les transferts de ressources réalisées au titre de la formation professionnelle, seul champ d'analyse ouvert actuellement aux observateurs. Les promesses sont donc tenues.

(*) Sénateur PS et maire de Besançon.

Disons, pour conclure, qu'une bonne partie des initiés pourraient se reconnaître dans la célèbre formule « oui, mais ». Le scepticisme, qu'on rencontre encore aujourd'hui ici ou là, doit être dépassé. Il faut que chacun joue le jeu de la décentralisation, sans arrière-pensées politiciennes.

A l'opposé de ces initiés, il y a les profanes : pour l'homme de la rue, il faut bien le dire, la décentralisation ne signifie rien. Jusqu'à présent pas grand-chose. Que l'exécutif départemental change de mains, que le contrôle a posteriori succède au contrôle a priori, ou que le maire puisse réquisitionner le comptable, sa vie de tous les jours ne s'en trouve en rien modifiée. Il ne se sent concerné qu'au moment où les transferts de compétences se réalisent pleinement domaine après domaine. Aussi n'est-ce que maintenant qu'une prise de conscience apparaît au niveau de l'opinion publique.

Avec l'augmentation du prix de la vignette, désormais fixé par le conseil général, la décentralisation devient quelque chose de concret, puisque dorénavant le prix de la vignette pourra changer d'un département à l'autre. Dans une moindre mesure, le fait que le permis de construire soit maintenant délivré par le maire frappe aussi les imaginations.

C'est donc maintenant qu'un effort d'information doit être fait auprès d'une opinion devenue plus réceptive. Disons que l'on pourrait résumer les réactions des profanes par une formule : « de l'indifférence à l'étonnement ».

Les craintes des « néophytes »

Restent la grande majorité des élus locaux, et en particulier les conseillers municipaux des communes petites et moyennes, les néophytes. Ils découvrent depuis deux ans la réforme, submergés qu'ils sont d'informations venant de toutes parts, sans avoir été préparés à assumer leurs nouvelles responsabilités.

La aussi, tout a été dit sur le poids de l'habitude prise depuis un siècle d'être assisté, protégé, chaperonné. Or ne change pas du jour au lendemain le réflexe qui consistait à s'abriter sous un parapluie tenu par le préfet, celui de la tutelle.

Les conditions de succès de cette entreprise sont d'ores et déjà réunies, puisque, malgré les pesanteurs de tous ordres, un large consensus s'est réalisé, finalement très vite, autour de la nécessité de décentraliser. Les élus locaux sont passés d'une très nette appréhension à la soif de savoir et de connaître.

Il est urgent qu'une loi et que des règlements viennent préciser clairement les conditions dans lesquelles pourra s'organiser dans la diversité et la pluralité la formation des élus.

« Il n'y a pas de démocratie sans éducation », écrivait, il y a cent vingt ans, le Bisontin Proudhon, ce qui signifie qu'il n'y a pas de démocratie sans éducation du peuple, sans formation.

En s'appuyant sur cette affirmation, on peut construire le syllogisme suivant : il n'y a pas de réelle démocratie sans éducation ; or il n'y a pas de démocratie sans éducation ; il n'y a donc pas de décentralisation sans éducation.

C'est dans ce sens-là qu'il est indispensable de mener à bien la décentralisation de manière que les Français accèdent à « une nouvelle citoyenneté » fondée sur la responsabilité.

Le signe brisé

par GUSTAVE-NICOLAS FISCHER (*)

LES Lorrains sont encore en état de choc : ils cherchent désespérément à comprendre, mais ont du mal à réaliser ce qui leur arrive.

Au-delà de tous les débats et controverses suscités par les décisions de restructuration, une question reste intacte : celle des hommes et de leur amertume. On aurait pu espérer que les mesures exceptionnelles d'accompagnement, décidées pour prendre en considération l'aspect humain et social du problème, effaceraient ou atténueraient les réactions d'hostilité, ou du moins susciteraient des attitudes de « compréhension » mitigées.

En réalité, il n'en est rien : le fait paradoxal, c'est que les mesures d'accompagnement ne semblent guère toucher les principaux intéressés, car ils les rangent dans la longue liste des promesses non tenues. Leur tête et leur cœur sont ailleurs : ils réalisent que c'est une part de leur vie qui est en train de s'effondrer ; ils disent que l'on ne peut pas remplacer ce que l'on a perdu.

Ces dernières années, on a lu et entendu beaucoup de considérations sur les aspects économiques et politiques de la situation. Peu se sont réellement arrêtés à la situation humaine de tous ces travailleurs, anonymes ou connus, concernés par des orientations qui viennent bouleverser radicalement leur existence.

C'est pourtant ce drame social qui est incontournable et sur lequel il importe de s'interroger. Pourquoi déclare-t-il avec une telle pesanteur ? D'abord, parce qu'en Lorraine la sidérurgie n'est pas seulement une industrie comme les autres, c'est un vaste système social qui, depuis un siècle, a façonné toute une région, créé des modes de vie et une tradition, né des entreprises de l'entreprise des esprits de la région, de l'être et de la culture. Ensuite, parce que la Lorraine industrielle a attiré beaucoup d'étrangers ; elle est devenue une terre d'immigrés. Or ces hommes ont recréé des racines autour de leur travail ; ils se sont peut-être plus que d'autres attachés à l'usine ; c'est pourquoi la perte du travail équivaut pour eux surtout à un vide social.

Aujourd'hui, on brise le signe le plus fort de leur existence sociale. Toute une population se sent touchée, et pas seulement les sidérurgistes comme tels. Les manifestations à Metz et à Paris ont été à cet égard le vecteur d'une puissante mobilisation sociale. Elles ont créé un courant qui a imposé un mouvement unitaire, où la « base » a entraîné les différentes organisations syndicales à leurs oppositions partielles.

Mais la réelle nouveauté de ces manifestations, c'est qu'elles n'étaient plus réellement revendicatives : la gravité des différences contenait en vérité une grande violence, car tout le monde savait plus ou moins qu'on ne venait plus là pour obtenir une concession, s'agissait d'une révision du plan schéma, mais que, au contraire, on était là parce qu'on n'avait plus rien à perdre.

Un sentiment d'abandon

Ces ouvriers de Lorraine vont donc partir de leur usine, quitter un monde qui était leur raison de vivre ; ils se trouvent dépossédés, non seulement d'un salaire, mais encore d'un ensemble d'éléments insérés dans leurs habitudes, dans leur quotidien, dans leur personnalité, et qui ont habité leur existence sociale. En perdant leur travail, ils se sentent perdus eux-mêmes. Bien plus, ils ont le sentiment d'avoir été abandonnés.

Ainsi donc, après avoir été vides jusqu'au bout, ils n'intéressent plus personne. Les notables cherchent quel profit tirer de la situation : les uns démissionnent sans démissionner, dans un acte sans conséquence ; d'autres chauffent des dossiers locaux pour améliorer l'ordinaire de leur boutique. Mais pour eux il n'y a pas de place.

Les erreurs passées, pas plus que les dernières décisions politiques, ne peuvent les consoler ; au contraire, elles les crucifient dans l'impuissance et l'amertume. Désespérés, ils s'interrogent : n'y avait-il pas d'autre solution possible ? Ils se rendent compte que même les experts ne sont pas d'accord entre eux ; les uns pensent que seul le train universel de Gandrange peut assurer l'avenir, les autres voient dans la construction comme une quasi-irrésistible, une opération inévitable.

A travers les décisions, la seule chose dont ils sont sûrs, c'est qu'une part d'eux-mêmes est en train de mourir. Car ils savent que lorsqu'on perd son travail, on perd un peu de son existence. C'est pourquoi toute une région est plongée dans une sorte de deuil social.

On oublie si vite que le travail est une part tellement importante de la vie de nous-mêmes. Nos maîtres en politique voudraient que les hommes s'adaptent aux nouvelles restructurations comme une bonne pâte à un moule. Mais on ne s'adapte que lorsqu'il y a de nouveaux horizons possibles, lorsque les gens savent qu'il y a un avenir devant eux.

Or aujourd'hui, pour beaucoup, il n'y a plus d'avenir, car le fin du travail est la mort de leur existence sociale. Alors, ils se sont habitués à l'idée de mourir ; ils font aujourd'hui le deuil de la « sidérurgie », ils font le deuil de leur travail. Aucune politique sociale, aucun discours de solidarité, ne pourra changer ces réactions viscérales qui paraissent à première vue si irrationnelles. Elles sont en fait le résultat d'une loi profonde de la vie de l'être, la loi, quand on vient à perdre un attachement qui est sa raison de vivre. D'autres découvriront seulement après coup que le travail a rythmé leur vie et structuré leur identité.

Ainsi, en guise de pied de nez à l'histoire, faut-il chanter une dernière fois : Vous n'avez plus l'Alsace et la Lorraine ? Faut-il se cramponner et se battre pour garder ce qui peut être sauvé des usines abandonnées ? Ou faut-il leur ce petit bout de papier qui leur porte dans les bras pour inventer un autre avenir ?

D'une certaine façon, la question est déjà tranchée. La seule chose incertaine, c'est le coût humain de cette conversion. En Lorraine, les hauts fourneaux s'éteignent ; seuls restent des hommes démunis qui gardent encore de l'espoir, malgré tout. Mais au fond d'eux-mêmes ils savent que rien ne sera plus comme avant : simplement, avec « des mains et un cerveau », ils sont là pour recommencer, ailleurs peut-être, un autre travail. Alors, ils attendent une fois de plus les emplois nouveaux promis pour que cette région continue à vivre demain. Mais cela est déjà une autre histoire.

(*) Professeur de psychologie sociale, université de Metz.

Auteur de *Espace industriel et libéral, l'industrialisme clandestin*, PUF, 1980, et *Le Travail et son espace*, Dunod, 1983.

LU Gerald Durrell, zoologiste et conteur

PENDANT longtemps, Gerald Durrell fut connu outre-Manche comme le frère de Lawrence. Aujourd'hui sa célébrité tend à dépasser celle de son frère. Car non seulement Gerald continue à publier des livres sur ses expéditions zoologiques, mais il écrit aussi des romans et des nouvelles.

Les deux ouvrages parus récemment en France illustrent bien ces deux facettes de Gerald Durrell. Dans *Pigeons roses et chauves-souris dorées*, celui-ci nous fait revivre ses séjours mouvementés à l'île Maurice. Cette île attirait l'auteur en raison de sa faune extraordinaire. Le dodo, le dodo, ce gros oiseau disparu de l'île Maurice, est l'emblème de Gerald Durrell : il porte même des cravates ornées d'un dodo !

Si le dodo a disparu, d'autres espèces étranges de la faune mauricienne sont aujourd'hui très menacées. La but de Durrell était de capturer des spécimens de ces espèces pour ensuite les élever dans son zoo de Jersey et obtenir leur reproduction. Tâche apparemment louable, mais très difficile. Ce n'est pas tout, en effet, de faire se reproduire une espèce en captivité, il faut ensuite parvenir à la réintroduire dans son milieu naturel.

L'argument a été longtemps avancé par les responsables de zoos pour justifier leur activité, mais, aujourd'hui, on n'y croit plus. Certes, la compétence de Gerald Durrell est indiscutable, et il a obtenu des succès dans ce

domaine. Il est néanmoins pénible de lire le récit de la capture, au filet ou au piège, de pigeons, de roussettes, de lézards et d'autres animaux de l'île Maurice, qui ont dû passer de bien mauvais moments.

Dans le passé, Durrell parcourait le monde dans le dessin d'approuver les zoos en espèces rares. Il essaie aujourd'hui de concilier sa passion de la « collection » d'animaux vivants avec la protection de la nature. Le fait qu'il expose au public les espèces qu'il veut sauver laisse un certain malaise.

Ces réserves faites, le livre de Gerald Durrell demeure un intéressant document sur la faune des Mascareignes, l'une des plus bizarres du globe.

L'autre ouvrage de Durrell, *Pique-nique et autres charivaris*, est tout différent : c'est un recueil de nouvelles où l'auteur donne libre cours à son humour. La dernière cependant — une histoire de miroir maléfique dans un château des gorges du Tarn — nous fait bécoter en plein fantaisie. On ne s'étonnera pas que les animaux y jouent un grand rôle.

JEAN-JACQUES BARLOY.

* *Pigeons roses et chauves-souris dorées*, traduit de l'anglais par Florence Herbulot. Buchet-Chastel, 230 pages, 75 F.

* *Pique-nique et autres charivaris*, traduit de l'anglais par Françoise Carasso. Buchet-Chastel, 260 pages, 75 F.

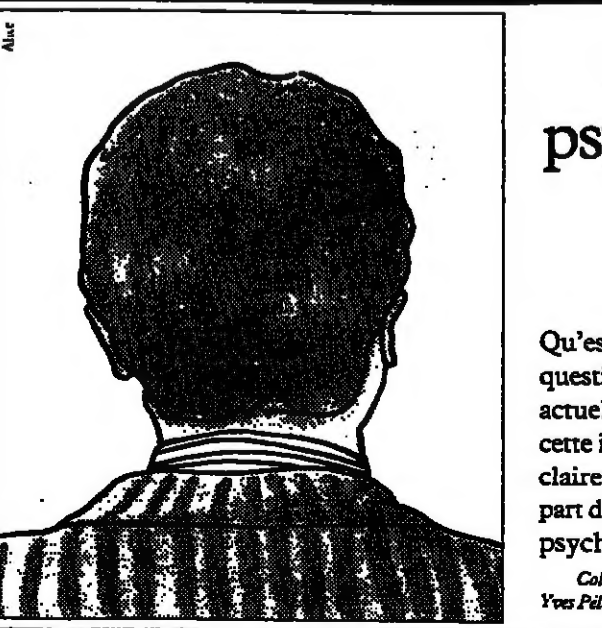
ERRATUM. — Des erreurs et des « coquilles » se sont glissées dans l'article de Jean-Éric Schoettl intitulé « La société, mode d'emploi », publié dans la page « Idées » de nos éditions du 4 mai.

Au dernier paragraphe, il fallait lire : « Concluons en relevant aux institutions de la III^e République. On voit que le projet défendu ici consiste à trans-

crire le leur dans les formes de la modernité... » et non pas « Concluons en relevant aux institutions de la III^e République... ».

D'autre part, le club Espace 89 a vocation à exprimer toutes les sensibilités de la gauche. Il ne peut être donc exclusivement qualifié de « socialiste ».

(*) Sénateur PS et maire de Besançon.



L'identité du psychothérapeute

Par Paul Gérin et Jean-Pierre Vignat

Qu'est-ce qu'un psychothérapeute ? Cette question est sans doute une des manières actuelles de formuler le « Qui suis-je ? », cette interrogation toujours plus ou moins clairement présente en nous. Ce livre fait part de l'expérience vécue par de nombreux psychothérapeutes à ce sujet.

Collection « Psychiatrie ouverte », dirigée par Yves Pelicier et Daniel Wülfcher, 192 pages, 120 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 087-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 36 c. ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 65 dr. ; Hongrie, 60 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 182 ml.	

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouvot-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)

Imprimé de la Presse, 5, rue de la Harpe, PARIS-2E

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 087-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 36 c. ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 65 dr. ; Hongrie, 60 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 182 ml.	

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouvot-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)

Imprimé de la Presse, 5, rue de la Harpe, PARIS-2E

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 087-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 36 c. ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 65 dr. ; Hongrie, 60 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 182 ml.	

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouvot-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)

Imprimé de la Presse, 5, rue de la Harpe, PARIS-2E

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

étranger

L'ÉLECTION DE M. NAPOLEON DUARTE A LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR

Le nouveau chef de l'Etat devra louveroyer entre des groupes de pression violents et contradictoires

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Napoleon Duarte l'emporte, mais se garde de tout triomphisme. Il s'est présenté, le lundi 7 mai, comme le président de tous les Salvadoriens. Il a lancé un appel à tous les partis en faveur du pluralisme. Il a demandé à l'ARENA (extrême droite) de faire preuve de responsabilité et de collaboration à la construction de la démocratie.

Le major d'Ambulacion, leader de l'ARENA, n'admet pas de défaite que du bout des lèvres: il demande à participer au prochain gouvernement. Quelques choses qui ressemblent à un débat démocratique moderne s'esquissent au Salvador, déchiré par la guerre et la violence depuis quatre ans, mais dont le peuple a de nouveau manifesté, le 6 mai, un remarquable sens civique.

Bien des obstacles restent pourtant à surmonter sur ce long chemin de la paix et de la réconciliation nationale.

Le leader de la démocratie chrétienne n'a pas obtenu le pourcentage de voix qu'il espérait. Sa marge est raisonnable, mais un peu faible dans le contexte salvadorien. M. Duarte a justement fait valoir, lundi, qu'une seule voix de plus que l'adversaire suffirait pour se prévaloir de la majorité. Mais son pays, fragile et blessé, n'est pas encore une démocratie à l'europpéenne. D'autant plus que le prochain président — il doit prendre ses fonctions le 1^{er} juin — devra naviguer au plus près et louveroyer entre des groupes de pression violents et contradictoires.

La démocratie chrétienne salvadorienne est un parti populaire, c'est évident. Mais il a été durement frappé et il manque de cadres. Les couches populaires attendent de M. Duarte qu'il remplisse sa promesse de faire un « gouvernement pour le peuple ». Qu'il lutte contre le chômage (le taux moyen est de 35 %), qu'il poursuive et reprenne une réforme agraire très discutée, qu'il s'intéresse au sort des plus humbles. M. Napoleon Duarte a été notamment soutenu par M. Camacho, le leader des associations de coopératives agricoles (ACOPAS). Les organisations syndicales, qui ont esquivé un retour notable, malgré la violence et les menaces de mort, n'ont certainement pas l'intention d'être complaisantes avec le nouvel élu.

M. Duarte est habile et pragmatique. Mais il aura du mal à répondre aux attentes de la population sans

trop heurter les milieux d'affaires, les commerçants et une petite bourgeoisie effrayée par les réformes de la démocratie chrétienne, en qui elle voit le cheval de Troie du communisme. M. Napoleon Duarte a aussi fait appel lundi au secteur privé, puissant et entreprenant dans ce petit pays surpeuplé et combattu. Mais il y a une frontière — particulièrement avec la réforme agraire — au-delà de laquelle le nouvel élu risque de déclencher des vagues de violence. Il le sait et son souci majeur, à court terme, est de rétablir ce qu'il appelle les « bases de la sécurité pour tous ».

L'impartialité de l'armée

L'Alliance républicaine nationale (ARENA) est, elle, un parti neuf dont les progrès sont spectaculaires. Son leader charismatique, le major d'Ambulacion, un officier de réserve, est un violent peu enclin à la conciliation. Mais il a beaucoup appris en quelques semaines. Son entourage l'a bien conseillé et il a fait une bonne campagne. Dimanche, il a pris une initiative de politicien professionnel: il a visité en hélicoptère la plupart des capitales départementales. Le forgeron de dernière minute de ses partisans, dans la capitale et en province, leur savoir-faire et leur dévouement à la cause expliquent en partie la réussite de l'ARENA par rapport aux sondages des derniers jours.

La clientèle de ce parti est hétérogène: milieux d'affaires, bourgeoisie, moyenne et petite, grands propriétaires terriens — mais aussi un secteur de sous-prolétaires et beaucoup de petits paysans sans terre. M. Duarte triomphe dans la capitale et dans les centres urbains en général. Mais l'ARENA l'emporte dans beaucoup de zones rurales et dans les régions les plus touchées par la guérilla: Chalatenango, Cuscatlan, Cabanas, Morazan, Usulután. Partout où la guérilla est présente, l'ARENA apparaît comme un rattrapage. Le parti de d'Ambulacion gagne même à San-Vicente et à San-Miguel (dans cette dernière ville, la troisième du pays, les actions armées lancées dimanche par l'ERP (armée révolutionnaire du peuple, de Joaquín Villalobos) ont favorisé l'ARENA.

Il y a sans aucun doute dans l'ARENA des tendances fasci-

santes; mais il n'y a pas que cela. Ultrarationaliste, anticommuniste, l'ARENA n'est plus seulement, depuis le 6 mai, un parti d'extrême droite. C'est une formation puissante qui peut jouer un rôle politique important si elle accepte, comme le souhaite M. Napoleon Duarte, de respecter les règles du jeu démocratique; et si certains de ses leaders ne font pas obstacle à une éparation des groupes armés plus ou moins clandestins, partisans des méthodes expéditives...

L'armée demeure un élément essentiel de toute évolution. Elle a assuré la sécurité des élections, le 25 mars comme le 6 mai, au prix de lourds sacrifices en hommes, et elle a été réellement impartiale. Ses chefs — en particulier les colonels qui commandent les unités en opération — ne tarissent pas d'éloges sur la façon dont le « peuple s'est comporté pendant les élections ». C'est une armée qui manque manifestement de moyens (ses bataillons d'intervention rapide n'ont pas assez d'hélicoptères et se déplacent en camion); mais elle a progressé. Toutes les troupes ne sont pas de même qualité. Une visite de différentes casernes est, de ce point de vue, très instructive. La discipline, les méthodes de combat laissent parfois à désirer. Mais c'est une armée qui a aussi maintenant des officiers de premier ordre (le lieutenant-colonel Monterrosa, commandant de la troisième brigade de San-Miguel est de ceux-là; mais il n'est pas le seul) qui donnent l'exemple.

« Non aux troupes étrangères »

L'armée dispose de bataillons d'élite, formés en partie dans la zone du canal de Panama, et, depuis 1983, au centre d'entraînement de Puerto-Castilla, au Honduras. Certains des meilleurs officiers suivent des cours aux Etats-Unis et à Taiwan, à l'école Ft. Hsing Can.

Les hommes et les officiers des bataillons d'élite sont capables d'affronter la guérilla, de jour comme de nuit, et de rester en opération pendant des semaines. Ceux du bataillon Arce, basé à San-Miguel, sont rentrés vendredi après dix jours et dix nuits de marche dans le Morazan, pour repartir deux heures plus

tard pour les villages isolés au nord de l'Union.

L'armée, dans sa majorité, accepte Napoleon Duarte et entend respecter la légalité et la « volonté du peuple ». Certains colonels sympathisent avec la démocratie chrétienne; d'autres se méfient de son programme de réformes. Presque tous souhaitent que le pouvoir civil ne s'immisce pas dans les affaires militaires, en tout cas pas dans les promotions. Or, aux termes de la Constitution, M. Duarte devient le commandant en chef des forces armées. C'est là une situation délicate.

Autre problème épineux: l'armée accepte M. Napoleon Duarte car il est la garantie du maintien — et de l'accroissement — de l'aide militaire américaine. Il y a donc là un test qui sera rapidement passé par le nouvel élu. M. Duarte va entreprendre rapidement un voyage à Washington. Qu'en résultera-t-il? Les bases de la démocratie chrétienne sont manifestement contre une présence militaire américaine excessive. « Non aux troupes étrangères », a dit lundi Napoleon Duarte; « qu'elles soient américaines, nicaraguayennes ou cubaines ». Il a dit non aussi aux troupes étrangères « dans la région ». C'est une affirmation qui ravit les bases de la DC mais qui peut être l'amorce d'un conflit avec les chefs de l'armée.

Reste la guérilla. Elle demeure puissante, bien organisée (sur le modèle pyramidal d'une armée). Elle a, elle aussi, ses unités d'élite comme le bataillon Briz (bataillon révolutionnaire Arce Zabala) envoyé la semaine dernière dans la région d'Ilo-Ilo, dans le Cabanas, et qui occupe encore Tejuapetec. Mais son comportement depuis la mi-mars est un peu cabotique. Elle agit en ordre dispersé et sa radio (Venceremos) présente des actions de « desperado » — comme celles de San-Miguel, dimanche — comme de « grandes victoires ». Mais elle conserve une capacité opérationnelle solide et peut à tout moment frapper un coup vraiment spectaculaire et efficace. Elle veut le « partage du pouvoir » — une revendication évidemment irréaliste. M. Duarte lui offre de s'intégrer au jeu politique légal. Il y a encore un abîme entre les deux positions. Ce n'est pas le moindre défi que doit affronter le nouvel élu.

MARCEL NIEDERGANG.

Un succès majeur pour M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — La victoire de M. Duarte représente un succès majeur pour M. Reagan. Vivement espérée à Washington, elle va permettre au président américain de défendre de façon plus convaincante qu'auparavant sa politique centraliste; d'autres se méfient de son programme de réformes. Presque tous souhaitent que le pouvoir civil ne s'immisce pas dans les affaires militaires, en tout cas pas dans les promotions. Or, aux termes de la Constitution, M. Duarte devient le commandant en chef des forces armées. C'est là une situation délicate.

Les bonnes conditions dans lesquelles s'est déroulé le scrutin, le fait surtout que ce soit à un partisan de la démocratie qu'il ait permis de l'emporter, viennent donner une justification morale à l'aide militaire que les Etats-Unis apportent au Salvador. « Le plus satisfaisant, a aussitôt déclaré, lundi 7 mai, M. Reagan, est qu'il y ait eu des élections libres, et cela a prouvé à nouveau que des progrès vers la démocratie avaient été faits (dans ce pays) ».

Le Washington Post, qui ne ménage habituellement pas ses critiques contre l'engagement en Amérique centrale, se montre ce mardi matin presque plus enthousiaste encore et ne tarissant pas d'éloges sur le « courage », « l'intégrité », la « volonté de « réforme sociale », de « réconciliation » nationale et de respect des droits de l'homme de M. Duarte, qu'il faut maintenant aider, estime le quotidien libéral, à résister à la guérilla, à contrôler les militaires et à ouvrir le dialogue. Le principal candidat à l'investiture démocrate, M. Mondale, a abondé dans le même sens en se déclarant « heureux » de la victoire de M. Duarte et en faisant entendre qu'il serait maintenant favorable à l'octroi de crédits supplémentaires au Salvador.

Continuer l'aide aux « contras »

M. Reagan a donc maintenant de bonnes chances d'obtenir de la Chambre des représentants, à majorité démocrate, qu'elle débloque, si ce n'est les 93 millions de dollars d'aide d'urgence qu'il réclame pour l'armée salvadorienne, à tout le moins les 62 millions que le Sénat, à majorité républicaine, a déjà votés le 5 mai.

Compte tenu de la tempête qu'avaient suscitée au Congrès, juste après le vote du Sénat, les révélations sur le rôle de la CIA dans le minage des ports nicaraguayens, ce

serait déjà là une belle réussite pour M. Reagan. Il compte d'ailleurs, en appelant mercredi soir, dans un discours télévisé, les parlementaires à ne plus marchander les crédits pour l'Amérique centrale, s'engager personnellement dans cette bataille et tenter ainsi devant le pays, à six mois des élections présidentielles, une démonstration d'autorité politique sur un terrain considéré comme dangereux pour lui.

Conforter

la politique centre-américaine

L'avantage que représente l'élection de M. Duarte pour le président et le candidat Reagan ne se limite pourtant pas à cela. En refusant par deux fois, ces derniers mois, un visa d'entrée aux Etats-Unis à M. d'Ambulacion, en dénonçant officieusement aussi ses liens avec les « escadrons de la mort », le gouvernement de M. Reagan a largement contribué à la défaite du candidat de l'extrême droite salvadorienne. Les dirigeants américains se sont ainsi acquis l'avantage de pouvoir dire que ce n'est pas le renforcement des dictatures sanguinaires, mais le développement d'évolutions démocratiques qu'ils défendent en Amérique centrale face aux mouvements de guérilla et aux menaces pesant sur les intérêts géopolitiques des Etats-Unis.

Cet argument, que M. Reagan ne manquera sans doute pas de développer mercredi soir, sera fort utile pour justifier la poursuite de l'aide plus du tout secrète apportée aux mouvements de guérilla antisandinistes et essayer d'obtenir de la Chambre des représentants qu'elle vote — comme l'a déjà fait le Sénat — les 21 millions d'aide supplémentaire que l'administration voudrait leur octroyer.

Il est déjà prévu que M. Duarte vienne aux Etats-Unis d'ici à la fin du mois, donc avant même d'être officiellement investi. C'est pour son seul pays, et certainement pas pour la politique nicaraguayenne de M. Reagan, qu'il plaidera devant la presse et le Congrès américain; mais sa seule présence à Washington ne pourra que conforter l'ensemble de la politique centre-américaine du président.

BERNARD GUETTA.

Une longue patience récompensée

M. Napoleon Duarte, aussi loin qu'on remonte dans la pensée connue de sa vie, a toujours été président de son pays. C'est aujourd'hui un rêve réalisé. Fondateur, en 1980, avec un minuscule groupe de représentants de la petite bourgeoisie salvadorienne, du Parti démocrate-chrétien, il en est rapidement devenu le leader incontesté.

Né en 1928, cet ingénieur est un redoutable orateur, et un « animal politique » — n'en a-t-il pas perdu l'espérance d'accomplir ses hautes ambitions, même durant les années les plus difficiles de son existence, où il vivait en exil à Caracas après les événements confus de 1972. Il avait alors échoué à faire reconnaître, même au prix d'un début de soulèvement militaire, sa victoire à l'élection présidentielle. Arrivé, tourmenté par les militaires, il est allé chercher pour sept ans de cette ville de San-Salvador, dont il avait été maire dans les années 60, et où il est visiblement « chez lui ».

La démocratie chrétienne internationale (et d'abord celle du Venezuela) n'abandonne jamais cet homme dont il était évident, à la rencontre une seule fois, qu'il avait « de l'avenir ». Prudent, réfléchi, flegme noir, José Napoleon Duarte rayonne de conviction tout en sachant habilement considérer ce qu'il faut à l'interlocuteur pour ne point paraître sectaire.

Revenu au Salvador presque aussitôt après le coup d'Etat des jeunes officiers qui avaient renversé le général Romero, incapable et corrompu, le 15 octobre 1979, il devint après l'éclatement du gouvernement d'unité nationale, président de la junte de gouvernement qui se constituait alors. On ne sait trop si l'éclatement forcé, à la fin de 1980, du colonel Mejano, représentant le secteur progressiste des forces armées, a précipité M. Duarte, comme on le laissait, certes, en tête

à tête avec les militaires les plus réactionnaires, mais il échoit aussi à un homme dont le « profil » aurait pu fournir une solution de rechange à la sieste — solution qui aurait, elle, sans doute eu l'aval des milieux de gauche, et peut-être de la guérilla...

M. Duarte dit, comme chef de la junte, endosser les crimes qui se perpétuaient alors au Salvador: non seulement ceux des Escadrons de la mort d'extrême droite — ce qui l'expliquait, comme tenu de leurs liens étroits avec certaines forces de l'ordre, mais aussi, ce qui était plus paradoxal, ceux — infiniment moins nombreux, il est vrai — commis par l'extrême gauche. De fait, ce fut l'une des périodes les plus sanglantes de l'histoire d'un pays qui, pourtant, n'en a pas manqué. Le leader de la DC n'est défendu en faisant observer qu'il se devait de préserver l'avenir et que, pour le présent, ses sympathisants n'étaient pas épargnés par la violence des deux bords, ce qui était parfaitement exact.

Lors des élections à l'assemblée constituante, en 1982, son parti, quoique arrivé en tête, n'en dut pas moins céder la place à la coalition de la droite et de l'extrême droite. On évita certes de porter à la présidence le major d'Ambulacion qualifié de « tueur psychopathe » par l'ancien ambassadeur américain à San-Salvador, M. White, pour son rôle présumé dans l'action des Escadrons de la mort et l'assassinat de Mgr Romero, en mars 1980. Mais M. Duarte n'en dut pas moins rentrer dans le rang, tout en pratiquant une opposition « constructive » au sein de l'assemblée constituante.

Sa longue patience, son intelligence politique, sa rouerie aussi, trouvent aujourd'hui leur récompense. Mais M. d'Ambulacion saura-t-il, à son tour, pratiquer l'opposition constructive?

J.-P. C.

quarante mille morts

— Mais les Etats-Unis ont refusé un visa d'entrée à d'Ambulacion ?

— Oui, mais c'était bien avant les élections. Moi aussi, on m'a refusé des visas, particulièrement en France. Cela dit, cette affaire de visa a peut-être joué un rôle. En tout cas, l'ARENA l'a exploitée de manière nationaliste, comme un affront au nationalisme salvadorien. Ils l'ont présenté comme une victoire. Il ne faut pas en tirer des conclusions générales. Ce qui est vrai, c'est que l'étranger intervient dans nos affaires. François Mitterrand aussi est intervenu dans les affaires du Salvador (4).

— Que pensez-vous de la mise en garde des militaires contre toute modification structurelle des forces armées ?

(Suite de la première page.)

Les guérilleros qui sont dans la montagne aussi sont habitués par la haine. C'est très grave, cette montée de la haine. C'est ce qu'il y a de plus grave en ce moment dans ce pays.

— Voulez-vous lancer un appel aux insurgés ?

— Il faut bien réfléchir. Si vous parlez de négociation sur la base des vingt et un points du Front Farabundo Martí (2), je dis catégoriquement: non. Il n'est pas question de négocier. Pas question de partager le pouvoir. Mais si vous songez à la recherche de possibilités permettant à la guérilla d'abandonner les armes et de se joindre à la lutte politique légale, je dis oui. Mais attention: il faut d'abord bien assurer ce que j'appelle les bases de la sécurité générale. Cela prend du temps. Et il faudra convaincre beaucoup de monde à l'idée de cette recherche de solution. C'est un grand défi.

— Est-ce que vous avez été aidés par les Etats-Unis ?

— Absolument pas. J'ai même entendu dire avant le premier tour que les Américains préféraient Chechi Guerrero (3).

« Ecraser la violence... »

— Je réponds que l'armée n'est pas un Etat dans l'Etat. La Constitution définit parfaitement le rôle de chacun et celui des forces armées. Un civil qui devient président de la nation devient, ipso facto, le chef suprême des forces armées. Il y a encore un abîme entre les deux positions. Ce n'est pas le moindre défi que doit affronter le nouvel élu.

— Est-ce que quatre ans de guerre ont changé le Salvador ?

— Certainement. Le plus grave, ce sont nos victimes, les quarante mille morts. Un désastre. Et aussi la dynamique de la haine et de la violence. Il est encore plus difficile de revenir en arrière avec un tel bilan. Mais je dirais aussi que le peuple a acquis une plus grande conscience politique.

— Qu'est-ce que vous entendez par « communisme » ?

— Ça vient du terme « communisme ». L'idée est d'instruire des relations qui ne soient pas seulement de voisinage entre les hommes, mais des relations comme celles qui existent dans une même famille.

— Il peut y avoir confusion entre communisme et communisme ?

— C'est l'ARENA qui s'est emparée de cette querelle sémantique pour faire campagne contre nous. D'après les sondages sérieux, 2 % seulement se sont laissés abuser.

(2) Le Front Farabundo Martí de libération nationale, ou FMLN, regroupe les cinq organisations de guérilla salvadoriennes.

(3) M. Francisco Guerrero était le leader du Parti de conciliation nationale (PCN, une formation de droite créée par le précédent régime militaire) lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 25 mars.

(4) Allusion à la déclaration franco-mexicaine du 28 août 1981 reconnaissant au Front Farabundo Martí et au Front démocratique révolutionnaire (FDR) la qualité de « forces politiques représentatives » des Salvadoriens.

LA MEMOIRE RELIGIEUSE DE L'HUMANITE A MAINTENANT SON MENSUEL: NOTRE HISTOIRE.

Notre Histoire se propose chaque mois d'interroger la mémoire religieuse de l'humanité, pour mieux éclairer le présent et imaginer l'avenir. Rédigée par des journalistes et des historiens, Notre Histoire alliera la rigueur professionnelle au plaisir de l'écriture et de l'image.

Si vous habitez l'une des villes suivantes, vous trouverez « Notre Histoire » chez la plupart des marchands de journaux: Aix-en-Provence, Amiens, Angers, Annecy, Annemasse, Bordeaux, Brest, Grenoble, Le Mans, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nice, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Sinon, profitez des conditions avantageuses offertes aux abonnés fondateurs: 5 numéros, 80 F*. Envoyez votre adresse et votre règlement à « Notre Histoire » 163 bd Malesherbes 75017 Paris.

N°1 de Notre Histoire le 5 Mai 1984
Mensuel de 68 pages toutes en couleurs, 20 F le numéro
*Pour l'étranger, demandez les tarifs spéciaux.



AMÉRIQUES

Équateur

Le nouveau président M. Febres Cordero entend mener une politique économique libérale

D'un tour à l'autre de l'élection présidentielle, la victoire a soudainement changé de camp en Équateur. Le 29 janvier, le candidat de la gauche modérée, M. Rodrigo Borja, avait déjoué les sondages en devenant d'un coup le principal adversaire conservateur, le dimanche 6 mai, c'est ce même prétendant de la droite, M. Leon Febres Cordero, qui, à son tour, créé la surprise en remportant le deuxième tour décisif.

Une fois de plus, le réflexe régionaliste aura pris le pas, en Équateur, sur les considérations purement politiques. Le duel entre la gauche et la droite se double en effet d'une traditionnelle rivalité entre la sierra (la montagne) et la côte. Au bout du compte, c'est Guayaquil, principale ville du pays et grand port sur le Pacifique, qui fait la différence. Identifiée à tort ou à raison aux intérêts de la droite, la capitale et sa ville d'origine, M. Borja, a eu beau bénéficier du désistement de trois candidats du centre et de gauche, éliminant au premier tour, il n'est pas parvenu à vaincre les réserves des gens de Guayaquil et de sa puissante communauté d'affaires.

Berceau du populisme qui a nagué fortamment marqué la vie politique équatorienne, Guayaquil a toujours été une ville imprévisible. « Que voulez-vous, nous disaient récemment M. Borja, Guayaquil change selon l'humeur du moment. » Avec les transformations apportées par le boom pétrolier des années 70, le port du Pacifique et son secteur d'exportation avaient quelque peu pâli du renforcement de l'administration publique et du nouvel essor industriel de Quito. Depuis l'indépendance, le cacao, le café puis la banane avaient, tour à tour, assuré la prééminence économique du Guayaquil. Mais, avec l'apparition de l'or noir, une partie de ce pouvoir avait commencé à lui échapper.

Lé de près au groupe Noboa, l'une des principales sociétés d'import-export de Guayaquil, M. Febres Cordero s'est affirmé comme le porte-parole, à la fois, des milieux d'affaires traditionnels et de sa ville. Né en 1931, le futur président a bâti toute sa carrière, d'abord professionnelle, puis politique, sur la côte. Après avoir achevé ses études d'ingénieur aux États-Unis, il est entré au service de plusieurs grandes entreprises de sa ville natale. Depuis 1965, il était directeur de la chambre d'industrie de Guayaquil, et il a été élu président de la chambre des industriels latino-américains. Membre de l'Assemblée constituante de 1968, il a ensuite été sénateur jusqu'en 1970.

Après l'éloignement des militaires en 1979, M. Febres Cordero est élu député du petit Parti social-chrétien. Au Parlement, il se montre l'un des

adversaires les plus acharnés et les plus remuants de la politique timide réformiste des présidents Roldós, puis Osvaldo Hurtado. Avec les encouragements des milieux d'affaires et de l'ancienne oligarchie, qui se sentent menacés dans leurs intérêts, il deviendra tout naturellement le candidat du Front de reconstruction nationale. Dès le premier tour, il avait rallié autour de lui les principales formations de droite, des conservateurs aux libéraux, en passant par les fidèles de l'ancien président populiste Velasco Ibarra.

Aurolé de sa crinière blanche, le regard noisette derrière de fines lunettes, le sourcil broussailleux et la moustache polve et sal, M. Febres Cordero n'a pas lésiné sur les moyens pour se donner une image de meneur d'hommes. Tantôt à cheval jouant les cow-boys, tantôt sous l'apparence plus rassurante d'un père tranquille, il a inlassablement parcouru le pays. Partout, il a répété qu'il était possible de sortir l'Équateur de la grave crise économique et sociale qu'il traverse. Soigneusement orchestrée par un bureau de relations publiques colombien, sa campagne aura sans doute été l'une des plus coûteuses de l'histoire électorale du pays.

« L'ordre et la morale »

Plutôt que de s'étendre sur son programme, M. Febres Cordero a préféré s'en tenir à des généralités aux relents populistes. « L'Équateur est mon parti », ou encore : « L'ordre et la morale seront notre bannière. » Afin d'encourager l'honnêteté, il s'est engagé à combattre la corruption et la spéculation. Sous le slogan « Pain, toit et emploi », il a promis, pêle-mêle, d'arrêter la hausse des prix, de fournir un logement à tous et de donner du travail aux chômeurs. Sa recette est d'en revenir aux règles classiques du libéralisme, en limitant au minimum les interventions de l'État. Pour relancer la production, il propose de redonner confiance aux investisseurs et d'ouvrir les portes du pays au capital étranger. Pour restreindre les dépenses publiques, il entend aussi mettre un terme « au paternalisme de l'État » et limiter la bureaucratie.

Ces remèdes néolibéraux donneront-ils de meilleurs résultats en Équateur que dans d'autres pays de la région ? En tout cas, avec une majorité parlementaire hostile et une effervescence sociale latente, M. Febres Cordero aura fort à faire pour naviguer entre les écueils en prenant, le 10 août, la succession du président sortant, le démocrate-chrétien, M. Osvaldo Hurtado.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

Etats-Unis

180 millions de dollars d'indemnités pour les anciens combattants du Vietnam victimes de « l'agent orange »

New-York (AFP). — Un accord de principe portant sur l'indemnisation de quinze mille anciens combattants du Vietnam qui auraient été contaminés par « l'agent orange », un défoliant à base de dioxine utilisé massivement pendant la guerre par les États-Unis, a été conclu, lundi 7 mai, à New-York entre les plaignants et sept sociétés de produits chimiques américaines. Ce règlement à l'amiable est intervenu alors que le procès devait s'ouvrir lundi devant un tribunal fédéral de New-York après cinq ans de batailles juridiques.

Selon les avocats des deux parties, les compagnies chimiques ont accepté de verser 180 millions de dollars qui seront répartis entre les anciens combattants ayant réclamé des indemnités. Cependant, les compagnies chimiques n'ont pas reconnu leur responsabilité. Le juge chargé de l'affaire, M. Jack Weinstein, doit en-

core donner son accord à cet arrangement, qui s'est entériné, mettra fin au procès avant même qu'il ait commencé.

Plusieurs vétérans de la guerre du Vietnam ont porté plainte au nom de quelque quinze mille anciens combattants américains, australiens et néo-zélandais, qui ont servi au Vietnam entre 1961 et 1972 : cinquante mille autres anciens combattants affirment également avoir été exposés à l'« agent orange » et pourraient ultérieurement réclamer des indemnités.

Les anciens combattants affirment que, après avoir été exposés à des doses importantes de « l'agent orange », ils ont souffert de cancers, de troubles nerveux, de maladies du foie et de la peau. Leurs épouses auraient fait des fausses couches et

certaines de leurs enfants seraient nés avec des malformations congénitales.

Les sept compagnies chimiques incriminées, dont les plus importantes sont Dow Chemical et Monsanto, ont toujours réitéré ces accusations. Elles soutiennent que les recherches scientifiques ont prouvé qu'une faible exposition à la dioxine est sans danger et que les anciens combattants n'ont pas été soumis à des doses suffisamment fortes au Vietnam pour en subir les effets.

Le procès aurait pu durer plusieurs mois tant le dossier est complexe. Le gouvernement américain est, lui aussi, poursuivi dans cette affaire : une loi interdit aux militaires de se retourner contre l'État, mais le juge avait décidé que cette loi ne s'appliquait pas aux femmes et aux enfants des anciens combattants.

Panama

GOVERNEMENT ET OPPOSITION REVENDIQUENT LA VICTOIRE AUX ÉLECTIONS Des affrontements ont fait quatre morts

De notre envoyée spéciale

Panama. — Sans attendre la publication des résultats officiels, gouvernement et opposition ont revendiqué, lundi, la victoire aux élections générales du dimanche 6 mai. L'Union nationale démocratique (UNADE), coalition des six partis au pouvoir, dirigée par M. Nicolas Ardito Barletta, et l'Alliance d'opposition (ADO) de M. Arnulfo Arias avaient l'une et l'autre organisé des « caravanes de la victoire » qui ont défilé toute la journée de lundi dans les rues de Panama, brandissant leurs emblèmes respectifs et rivalisant dans un vacarme de pétards, d'avertisseurs et de roulements de tambours. Cette effervescence a dégénéré, et de violents incidents se sont produits dans la soirée aux abords du Parlement, où siège le tribunal chargé du dépouillement des votes. Dans la soirée, les forces armées annonçaient que quatre personnes avaient été tuées par des franc-tireurs et trente autres blessées au cours des affrontements.

Les élections s'étaient pourtant déroulées dans un climat très serein. Les observateurs internationaux dépechés dans tout le pays s'étaient accordés à juger cette consultation exemplaire, même dans les provinces de Chiriqui et de Colon, où le duel promettait d'être particulièrement dur. Le dépouillement, en revanche, a donné lieu à tant de conflits que trente-six heures après la clôture du scrutin aucun résultat partiel n'avait encore été annoncé.

Le président du tribunal s'est plaint de cette lenteur : « Nous travaillons dans un tel climat de méfiance que je me demande vraiment quand nous pourrions donner des résultats définitifs, d'autant plus de graves erreurs mathématiques ont été faites dans certains bureaux de vote. Nous devons donc reprendre à zéro le dépouillement de chacune des urnes. » Selon l'ADO, les autorités sont responsables de tous les contretemps : « Cette lenteur est orchestrée par le camp gouvernemental pour gagner du temps afin d'organiser une fraude monumentale. Nous sommes dans l'opposition, et donc nous n'avons pas la possibilité de falsifier les résultats. »

La coalition de droite que préside M. Arias avait appelé lundi ses partisans à « défendre leur vote dans la rue, pour obliger le gouvernement à reconnaître sa défaite ». Elle affirmait avoir remporté les élections avec 45 000 voix d'avance. Face aux menaces de l'opposition, M. Barletta, de l'UNADE, exhortait la population à la sérénité en attendant le verdict du tribunal. Il affirmait avoir remporté les élections avec un

avantage de 10 000 voix sur son rival et avait même sa déception en reconnaissant qu'il avait capoté un meilleur score.

Le général Manuel Antonio Noriega, commandant en chef des forces armées (autrefois garde nationale), a estimé pour sa part que les menaces proférées par l'Alliance d'opposition témoignaient de son « désespoir » devant l'échec. Les forces armées, a-t-il souligné dans un message à la nation, respectent le verdict des urnes : « Elles sont une institution du peuple... qui se porte garante de la liberté des citoyens. »

NICOLE BONNET.

République Dominicaine

UNE CENTAINE DE DIRIGEANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

Saint-Domingue (AFP). — Une centaine de dirigeants politiques, syndicaux et paysans, ont été arrêtés au cours des dernières vingt-quatre heures dans plusieurs villes de la République Dominicaine, a-t-on appris, le lundi 7 mai, de plusieurs sources syndicales et politiques concordantes.

Ces arrestations, non confirmées officiellement, auraient été menées par des membres des services de renseignements dominicains, dans la capitale et dans les villes de Higüey, Santiago, Bonao et Barahona.

Il s'agit sans doute d'une opération préventive, face à la possibilité de nouvelles manifestations contre le coût de la vie et les exigences du Fonds monétaire international les jours prochains.

Le Sénat a approuvé, le 5 mai, un projet de loi faisant passer de l'équivalent de 1 000 francs à 1 500 francs par mois le salaire minimum. Mais cette augmentation a été jugée insuffisante par les syndicats.

Parmi les personnes arrêtées, figurent, selon les mêmes sources, le secrétaire général du Parti de libération dominicain (PLD, gauche nationaliste), M. Lido Codet, arrêté à Higüey (150 kilomètres à l'est de Saint-Domingue), ainsi que le dirigeant du Front de la gauche dominicaine (FID, proche du Parti communiste), M. Rafael Taveras, arrêté dans la capitale, et le député, M. Luis Dominguez, arrêté à Santiago, seconde ville du pays.

A la fin d'avril, de violentes manifestations contre la hausse des produits de base et les exigences du FMI avaient fait quarante-cinq morts, selon un bilan officiel, et deux cents morts selon le comité dominicain des droits de l'homme.

DIPLOMATIE

LES RELATIONS EST-OUEST

Le pacte de Varsovie demande des « consultations multilatérales » sur un pacte de non-recours à la force

Au moment où le pacte de Varsovie renouvelle sa proposition de pacte sur le non-recours à la force, la conférence sur le désarmement en Europe, ouverte en janvier à Stockholm, et suspendue le 16 mars pour les fêtes de Pâques, a commencé, ce mardi 8 mai, sa seconde session. Cependant, rien n'indique que les travaux sortiront bientôt du stade exploratoire où ils sont restés confinés jusqu'à présent. L'URSS, qui n'a présenté aucun document de travail, a réaffirmé dimanche, par un communiqué de l'Agence Tass, « refuse toujours d'adopter une position constructive » et reproche au projet d'accord déposé par les Occidentaux d'être « dicté par les intérêts des services spéciaux américains, dont le but est de découvrir la structure et les activités des forces armées des pays socialistes ».

Cependant, M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a déclaré, à l'issue d'un entretien avec M. Reagan à la Maison Blanche, que le gouvernement américain est prêt à « entendre, dès maintenant, des discussions avec l'URSS sur la question des armements dans l'espace ». Le chef de la diplomatie de Bonn avait insisté en ce sens, faisant valoir que les armements spatiaux « affectent des intérêts vitaux de sécurité en Europe ». Un porte-parole de la Maison Blanche a confirmé que Washington est prêt à en discuter, mais le président n'a évoqué, selon lui, « aucune nouvelle initiative » au cours de son entretien avec M. Genscher. — (AFP, Tass.)

De notre correspondant

Moscou. — Dans un texte remis lundi 7 mai aux ambassadeurs occidentaux à Budapest, les États membres du pacte de Varsovie proposent aux pays de l'OTAN « de prendre sur une base de réciprocité, et sous forme de traité, l'engagement de ne pas recourir en premier, les uns contre les autres, ni aux armes nucléaires ni aux armes conventionnelles, et par conséquent de ne pas recourir en premier, les uns contre les autres, à la force militaire. Cet engagement concernerait le territoire de tous les États signataires du traité, ainsi que leurs personnels civils et militaires, les navires maritimes, aériens et spatiaux, ainsi que les autres engins qui leur appartiennent, où qu'ils se trouvent ».

Le projet avait été présenté pour la première fois le 5 janvier 1983, à Prague, lors d'une réunion au sommet des pays du pacte de Varsovie. La formulation est plus précise cette fois-ci, puisque le texte publié lundi, prenant en compte d'hypothétiques progrès dans les conversations bilatérales qui ont eu lieu depuis quinze mois sur la proposition soviétique, appelle à des « consultations sur une base multilatérale ». Les Soviétiques estiment donc que la période d'approche pays par pays est terminée, et que les deux alliances militaires en tant que telle, peuvent s'asseoir autour d'une table de conférences.

Cette opinion est loin d'être partagée par la plupart des États occidentaux, qui ont accueilli fraîchement le document qui a été remis lundi à Budapest, au ministère hongrois des affaires étrangères. Dans les milieux diplomatiques à Moscou, les commentaires insistent sur le désir soviétique de fournir un matériel de propagande renouvelé aux mouvements pacifistes d'Europe de l'Ouest, alors que ceux-ci cherchent un second souffle.

Le document, rendu public lundi, n'est pas pour autant un outil de pro-

pagande idéal. Le goût marqué des Soviétiques pour les formules juridiques redondantes ne favorise ni la clarté ni la concision. Il s'agit toujours de prouver que l'URSS a, de toute éternité, eu quelque sorte, avancé la meilleure proposition qui soit en matière de réduction des risques de guerre. Ces a priori ne sont pas compatibles avec le désir de présenter chaque démarche comme une « nouveauté », ou un « pas en avant ». On notera cependant la souplesse de la formulation concernant le terme de « consultations multilatérales » souhaitées. « Pour ce qui est des modalités de celles-ci, y compris le lieu où elles se tiendront, les États signataires du traité de Varsovie sont d'avis qu'on pourrait s'entendre sans difficulté particulière », peut-on lire dans le document.

Il est enfin indiqué que ces « consultations multilatérales » ne devraient pas porter ombrage à la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe. Les États membres du pacte de Varsovie se disent en effet « prêts à poursuivre les échanges d'opinions sur leur proposition à la conférence de Stockholm, ainsi que sur une base bilatérale, avec tous les États intéressés ».

Bref, les pays de l'Est vont mettre à nouveau l'accent, dans les semaines qui viennent, sur leur projet de traité de non-recours à la force, mais ils ne vont pas pour autant y consacrer l'intégralité de leur activité diplomatique. La place accordée lundi soir à l'événement, lors du journal télévisé, était d'ailleurs modeste puisque celui-ci n'était traité qu'en troisième position, après le message adressé aux dirigeants de la RDA, à l'occasion du trente-neuvième anniversaire de la victoire sur le nazisme, et après la visite à Moscou du ministre hongrois de la défense.

DOMINIQUE DHOMBRES.

AFRIQUE

Nigeria

Le général Buhari a présenté un budget d'austérité

Lagos (Reuters). — Le général Buhari a présenté lundi 7 mai un budget d'austérité pour 1984, caractérisé par d'importantes coupes dans les dépenses gouvernementales et dans les crédits et par une hausse des taux d'intérêt. Dans un discours à la nation, le chef de l'État a indiqué que les dépenses publiques seraient cette année inférieures de 15 % à celles prévues par le budget de l'administration civile de l'ex-président Shethi Shagari, présenté

deux jours avant le coup d'État militaire de la Saint-Sylvestre.

Le gouvernement continuera de freiner les importations, afin de réduire le déficit de la balance des paiements.

Le général Buhari a également annoncé la suppression du dépôt obligatoire préalable à toute autorisation d'importation qui, estime-t-on dans les milieux bancaires, bloquait près de 2 milliards de naira (2,7 milliards de dollars) de la trésorerie des entreprises. Le chef de l'État a promis en outre des facilités de crédit pour les petits agriculteurs.

Le Nigeria devra trouver 2,5 milliards de naira (3,3 milliards de dollars) annuellement jusqu'en 1987 pour rembourser les intérêts et le principal d'une dette extérieure évaluée à 15 milliards de dollars. L'administration fera tout son possible pour maintenir la production pétrolière à 1,3 million de barils par jour, quota alloué par l'OPEP. L'or noir représente pour plus de 9 % des rentrées en devises de Lagos.

Les négociations engagées avec le Fonds monétaire international (FMI) pour l'octroi d'un prêt de 2 milliards de dollars se poursuivent. Ces pourparlers accablent sur la récession manifestée par Lagos à dévaluer le « naira » et à réduire ses subventions sur les carburants. Mais le budget présenté lundi apparaît de nature à satisfaire le FMI.

Cameroun

L'ÉTAT D'URGENCE A ÉTÉ DÉCRÉTÉ DANS LA RÉGION DE YAOUNDÉ

Yaoundé (AFP). — L'état d'urgence a été instauré pour six mois dans la capitale du Cameroun et dans le département du Mfou (région de Yaoundé) par un décret présidentiel publié dans le Journal officiel du mois de mai, qui vient de paraître.

L'instauration de l'état d'urgence, entré en vigueur « à compter de la date de signature du décret », le 18 avril dernier, soit deux jours après la tentative de putsch, n'avait jamais été annoncée publiquement jusqu'à présent.

En vertu de l'état d'urgence, les autorités civiles et militaires disposent de pouvoirs spéciaux importants mais rigoureusement définis.

L'article 8 de l'ordonnance fixe la compétence de la juridiction militaire. Selon cet article, celle-ci « est applicable selon les règles fixées par la loi ». Le tribunal militaire peut alors appliquer « la loi pénale, et les règles de procédure spéciales à l'état d'urgence ». Ce pourrait être dans ce cadre juridique qu'un tribunal militaire a condamné à mort et fait exécuter mardi, à Mbalmayo (48 kilomètres au sud de la capitale), trente-cinq personnes accusées d'avoir participé au récent soulèvement d'éléments de la garde républicaine.

A TRAVERS LE MONDE

Gabon

• ACHAT DE SIX MIRAGE-5 A LA FRANCE. — M. Charles Herve a annoncé, lundi 7 mai, avant de regagner Paris à l'issue d'une visite de quarante-huit heures au Gabon, que la France avait vendu à Libreville six bombardiers de type Mirage-5. L'aviation militaire gabonaise disposait déjà de trois Mirage. Le ministre de la défense a évoqué la possibilité d'une médiation gabonaise au Tchad au cours d'une audience de deux heures que lui a accordée le président Bongo. — (AFP.)

République Sud-Africaine

• QUINZE MORTS LORS D'UNE RIXE ENTRE ZOULOUS. — Un affrontement entre deux clans rivaux zoulous a fait quinze morts et de nombreux blessés au cours du week-end dans la province du Natal, a annoncé lundi 7 mai la police sud-africaine, qui a procédé à une centaine d'arrestations. L'incident est le dernier en date d'une série de véritables batailles rangées ayant fait près de cent morts entre impi (combattants) de différents clans zoulous.

RFA

• RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ POUR LE TERRORISTE PETER JÜRGEN BOOCK. — Peter Jürgen Boock, trente-deux ans, impliqué dans les assassinats du banquier Ponto, du chef du patronat Hans Martin Schleyer, du procureur fédéral Buback, et dans le détournement d'un Boeing de la Lufthansa en octobre 1977, a été condamné, au terme d'un procès de quinze mois, à trois fois la réclusion à perpétuité plus une peine supplétoire de quinze ans de prison. — (AFP.)

Turquie

• MANIFESTATIONS TURCS. — Quelque deux cents opposants turcs, qui avaient participé à trois marches parties de Paris, Genève et Düsseldorf, ont manifesté, le 7 mai à Strasbourg, à proximité du siège du Conseil de l'Europe. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe devait voter, ce mardi 8 mai, en faveur de la réintégration des parlementaires turcs exclus de l'Assemblée après le coup d'État militaire de 1981. D'autres manifestations hostiles à cette réintégration ont été organisées par des Kurdes de Turquie lundi en Suisse. — (AFP.)

EUROPE

Le socialisme grec à l'épreuve

II. - Les États-Unis, alliés nécessaires et maudits

De notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN

Le parti de M. Papandréou, le PASOK, tiendra le 10 au 13 mai son premier congrès. Quelques semaines plus tard, les élections européennes seront l'occasion de mesurer la popularité du premier ministre, dont l'opposition affirme qu'elle s'est fortement érodée en deux ans et demi d'exercice du pouvoir. M. Papandréou dispose cependant encore d'une forte couronne de sympathie, notamment grâce à ses prises de position en matière de politique étrangère (le Monde du 8 mai).

Athènes - Quelques milliers de personnes manifestent dans les rues d'Athènes fin mai, lors de la visite du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger. La réception d'un tel hôte, dans la capitale, aurait fait descendre dans la rue un demi-million de Grecs il y a quelques années, lorsque le parti socialiste (PASOK) était encore dans l'opposition. Les troupes, incontestablement, se lassent. Est-ce à dire qu'elles ont été désabusées par le double langage du premier ministre, M. Papandréou, virulent verbalement et assez conciliant en fait? Ou bien, au contraire, que, se rendant à l'évidence, elles ont parfaitement compris le réalisme de sa politique à l'égard des États-Unis?

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir en octobre 1981, M. Papandréou tenait un discours résolument émancipateur. « La Grèce aux Grecs », disait-il à un pays qui se souvenait encore de l'époque où la Grèce était la « république » républicaine d'Athènes sous couvert d'une très formelle indépendance, et qui avait quelque raison — qu'il fût de gauche ou de droite — d'en vouloir particulièrement à l'« ami américain » à qui les Anglais avaient passé le flambeau en 1947. Le soutien des États-Unis au régime des colonels, leur attitude dans l'affaire de Chypre, tout cela n'était pas si ancien et leur complaisance à l'égard de l'ennemi héréditaire — la Turquie — restait et reste encore tout à fait d'actualité.

Cette blessure dans la conscience grecque, M. Papandréou l'a soignée beaucoup mieux qu'une droite qui en son temps avait profité du soutien des Américains. Son langage était radical et se relatait des accords généraux du pacifisme ou du tiers-mondisme, de la solidarité avec tous les peuples qui entendent être maîtres de leur propre destin et le soustraire au contrôle des deux super-puissances. Si l'on ajoute dans l'inconscient collectif des Grecs, la grande menace de l'est, c'est, depuis des siècles, celle de la Turquie et aucune autre, on comprend le succès rencontré par le « nationalisme » de M. Papandréou. Les slogans électoraux du PASOK étaient donc, en 1981, « la Grèce hors de l'OTAN », le retrait des bases américaines installées dans le pays et, secondairement, la remise en cause de l'appartenance à la CEE.

Deux ans et demi plus tard, qu'en est-il? Non seulement la Grèce n'est pas sortie de l'OTAN, c'est-à-dire que M. Papandréou n'est même pas

allé aussi loin qu'il était allé la droite (la Grèce s'était retirée du commandement militaire de l'OTAN en 1974 à 1980), mais les bases militaires américaines, régies par un accord qui arrivait à échéance en juillet 1983, sont toujours là. Fait significatif du « style Papandréou » : le jour même où le premier ministre signait avec les Américains un accord prorogant de fait pour cinq ans leur présence militaire, son parti, le PASOK, avec les communistes, appelait les Athéniens à descendre dans la rue aux cris de « US go home ». M. Papandréou, bien sûr, sut présenter l'accord comme une grande victoire grecque, insistant sur le fait qu'il pourra dans cinq ans être dénoncé par l'une des deux parties. Mais nul n'était dupe : rien d'essentiel — hormis certains avantages matériels obtenus des Américains — n'était changé sur le fond et personne — en dehors des communistes — n'y trouvait à redire.

L'erreur du capitaine

Si les Grecs ont besoin de régler leurs comptes sentimentalement, moralement, verbalement, ils savent très bien que M. Papandréou n'a pas les moyens de ses aïeux et que toute politique d'émancipation et de non-alignement rencontre très vite ce butoir : un désengagement américain en Grèce se ferait au profit de la Turquie. Cette quadrature du cercle rend d'autant plus nécessaires les compensations symboliques, la fuite en avant rhétorique dans l'anti-américanisme et la dramatisation de tout incident ou pseudo-incident avec la Turquie. Ainsi en mars, lorsque des navires turcs en manœuvre en mer Égée, s'approchèrent un peu trop d'un contre-torpilleur grec, Athènes réagit au quart de tour : mise en alerte de toutes les forces, convocation d'urgence du Conseil de sécurité, rappel de l'ambassadeur à Ankara, virulentes attaques de M. Papandréou contre les Américains pour leur politique de soutien à l'agresseur. Dès le lendemain, tout était rentré dans l'ordre, et l'incident était clos : le gouvernement d'Athènes, officiellement, « acceptait les explications » de la Turquie, en réalité, il reconnaissait l'erreur du capitaine de vaisseau qui s'était cru agressé et qui s'était d'ailleurs été malade depuis.

C'est un peu selon les mêmes ressorts que fonctionnent les relations du gouvernement grec avec ses partenaires européens. Le PASOK avait fait campagne contre l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, œuvre de M. Caramanlis, ancien chef du gouvernement devenu président de la République. Mais outre que la remise en cause de cette appartenance supposait une rupture majeure au niveau des institutions, il n'est pas dit que le gouvernement socialiste, en dépit de ses déclarations, « regrette » tellement l'adhésion à la CEE. Dans les discours officiels, les choses sont toujours présentées comme si la Grèce, en adhérant, avait fait un cadeau aux autres Européens, aux investisseurs, aux exportateurs étrangers. « Le bilan est pour nous

globalement négatif », dit M. Pengalos, secrétaire d'État aux affaires européennes.

Or s'il est vrai que les courants d'échanges ont été profondément perturbés par l'entrée dans la CEE, il n'est pas moins certain que la Grèce a obtenu des conditions qui sembleraient d'un favoritisme exorbitant, n'était la petitesse du pays. Les revendications que le gouvernement d'Athènes avait présentées dans son memorandum de 1982 faisaient valoir légitimement les structures particulières de l'économie grecque : elles ont été largement exaucées. Les aides et subventions ont été nombreuses, de même que les exceptions au bénéfice de la Grèce qu'il s'agisse des mesures transitoires concernant les réglementations douanières, du fait, ou du prélevement sur la TVA qui doit financer les ressources propres de la Communauté. Le gouvernement grec n'en continue pas moins à jouer les éternels insatisfaits à l'extérieur, tout en se flattant à l'intérieur des succès remportés.

Le front des pauvres

L'échec du sommet d'Athènes avait été ressenti comme une atteinte à l'orgueil national, ou du moins à celui de M. Papandréou (à qui personne pourtant ne reprochait rien en la circonstance) et avait déclenché une nouvelle vague d'attaques du premier ministre grec contre la CEE. A l'approche des élections européennes, M. Papandréou reprend un autre type de critique : celle-ci porte sur le « front des pauvres ». Il s'agit de la « concurrence » de la CEE (France, Grande-Bretagne, RFA), « incapable de faire face à la crise internationale du capitalisme » : il accuse ces pays de prendre « des mesures restrictives, réactionnaires et poussant à une compétition acharnée » au détriment des plus faibles. La CEE est présentée comme un « champ de bataille » où se livre le conflit Nord-Sud (le « Sud » comprenant la Grèce, l'Italie et l'Irlande), et l'on voit un PASOK qui avait fait campagne contre l'adhésion à la CEE prôner, au mépris des risques de concurrence, l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté pour « élargir le front des pauvres ».

Mais si tout cela est mal vécu par les partenaires européens d'Athènes, rien n'a été aussi irritant que les positions « dissidentes » prises par M. Papandréou sur certains sujets internationaux où l'avis de l'Europe n'a de poids que s'il est unanime. Qu'il se soit agi de la Pologne, de l'installation des missiles de l'OTAN ou de l'affaire du Boeing sud-coréen, la façon dont M. Papandréou a joué les mauvais garçons dans le cercle européen ne pouvait que satisfaire Moscou. « Nous avons été dans toutes ces affaires », dit l'un des conseillers du premier ministre, M. Nektarios, « les seuls vrais Européens, les autres se contentant d'un alignement pur et simple sur les positions américaines » ; et de reprendre l'argument bien connu de tous les partis communistes

d'Europe « contre tout ce qui risque d'aggraver la tension Est-Ouest ».

En fait, le prétendu « rapprochement » d'Athènes avec l'Union soviétique paraît être de même nature que le refroidissement des relations avec les États-Unis : plus verbal que concret. La coopération avec l'URSS, même après la visite à Athènes de M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, reste assez limitée. La Grèce s'en fermera, après l'entrée dans le Marché commun, à certains produits traditionnellement importés des pays d'Europe de l'Est. Ces derniers constituent en revanche un débouché important pour des produits agricoles, notamment les agrumes. Le projet de coopération le plus ambitieux est la construction, avec l'aide de Moscou, d'une importante usine d'aluminium (de 450 millions de dollars), dont la production ira pour l'essentiel en URSS. Mais ce projet — qui s'est traduit par un accord récent — avait été conçu il y a plus de six ans, alors que la Nouvelle Démocratie était au pouvoir à Athènes. C'est elle d'ailleurs qui a renoué avec l'URSS en 1978, avec la visite à Moscou de M. Rallis et, l'année suivante, avec celle de M. Caramanlis.

Sur le plan diplomatique, les positions dites « prosoviétiques » de M. Papandréou semblent correspondre davantage au souci de se démarquer systématiquement des États-Unis plutôt qu'à une complaisance vis-à-vis du grand voisin du Nord. Le souci de ménager Moscou, s'il existait, n'a d'ailleurs pas été payé de retour : le président du Conseil soviétique s'était bien gardé, lors de sa visite à Athènes, de se prononcer clairement au sujet de la querelle gréco-turque dans la mer Égée. Sur tout, le peu d'empressement mis par Moscou en novembre dernier à condamner la proclamation unilatérale d'indépendance de la « République » du nord de Chypre a été très mal vécu à Athènes.

Démobilisation

Les pays arabes ne se sont guère montrés plus empressés en cette occasion. La politique d'ouverture vers le monde arabe lancée à l'arrivée au pouvoir du PASOK, pour contrebalancer elle aussi des relations jugées étouffantes avec les États-Unis, n'a guère porté de fruits diplomatiques. Sur le plan économique, la Grèce a perdu ces dernières années, au profit de la Turquie, plusieurs marchés importants dans les pays musulmans. Du coup, le débouché d'Athènes vis-à-vis d'Israël commence à faiblir.

La Grèce a donc fait, ces dernières années, l'expérience d'un non-alignement purement sentimental. Elle a appris que si elle n'a pas grand-chose à attendre de l'Occident dans le conflit qui l'oppose à la Turquie, elle n'a rien à espérer du tout d'autres régions du monde.

Il reste qu'on est frappé par l'absence totale d'inquiétude dans les milieux politiques (y compris ceux de droite) et à plus forte raison dans l'opinion à propos du voisinage avec le bloc de l'Est. Cette sérénité, alors que la Bulgarie, en certains points de sa frontière, n'est qu'à une trentaine de kilomètres de la mer Égée, est sans doute explicable par l'histoire : ce pays n'a jamais eu à souffrir de la Russie. En participant à certaines des manœuvres de l'OTAN, la Grèce se prépare ainsi contre une menace dont elle ne reconnaît pas officiellement l'existence.

Cette démobilisation morale, assez exceptionnelle en Europe occidentale, n'est pas l'œuvre du PASOK, même s'il y contribue. Du moins, peut-on penser que M. Papandréou canalise un anti-américanisme dont on ne sait trop comment il évoluerait sans lui et que, dans une certaine mesure, il le désamorce.

FIN

PROCHE-ORIENT

Egypte

Les extrémistes islamistes ont repris leurs attentats contre les coptes

Correspondance

Le Caire. - Moins de trois ans après le vaste coup de filet qui avait suivi l'assassinat du président Sadate, et de soixante-quatre policiers, en octobre 1981, les extrémistes islamistes ont repris à l'action. Atteintes, actes de vandalisme et, durant les fêtes de Pâques, dans la province de Fayoum (100 kilomètres à l'ouest du Caire), jusqu'à présent épargnée par le « virus de la sédition confessionnelle ».

En effet, une nouvelle organisation extrémiste islamiste, Al Taouq Wal Tabayon (Réplique et Méditation), a pris pour cible des personnalités et des commerçants coptes de la ville de Fayoum, ont révisé les services égyptiens de sécurité et des images religieuses chrétiennes, ainsi que trois véhicules dont deux appartenant à des personnalités coptes.

On indique de même source que les membres de l'organisation ont échoué à incendier dans un attentat visant un avocat copte, auquel ils avaient tendu une embuscade. Pour les membres de l'organisation, les chrétiens sont des « impies », et « il est licite d'occuper de leurs biens ainsi que de ceux des musulmans renégats qui trahissent avec eux ». Selon le ministre de l'Intérieur, l'organisation a été fondée par Mohamed Abdel Baqi, un ancien Frère musulman, en 1980, et cherchait à provoquer des troubles confessionnels en s'attaquant aux chrétiens.

On note au Caire que la reprise des activités des extrémistes islamistes ne s'est pas limitée au Fayoum, mais a largement débordé la province natale de l'ancien président de l'Assemblée du peuple (Parlement), M. Soufi Abou Taleb, qui s'était fait le champion de l'application de la Charia (légalisation islamique).

LA GUERRE DU GOLFE

Bagdad annonce qu'une nouvelle offensive irannienne en direction de Bassorah est imminente

Un porte-parole du gouvernement irakien a affirmé lundi 7 mai que l'Irak était sur le point de lancer une nouvelle offensive en direction du port de Bassorah. Faisant état de « nouvelles et importantes concentrations militaires iranniennes » à l'est de Bassorah, il a ajouté : « Nous ignorons la date exacte de l'offensive irannienne. Tout ce que nous savons, c'est qu'elle est imminente et pourrait être déclenchée demain ou dans quelques semaines ».

A Téhéran, le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Moussefi, a indiqué pour sa part qu'une route de 14 kilomètres de long et 7 mètres de large avait été construite à travers les marais d'Al-Hawize et reliait désormais l'Irak aux îles Majnoun, au sud de l'Irak.

Les deux îlots artificiels de Majnoun, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Bassorah, ont été occupés par les forces iranniennes au cours de leur offensive du 22 février dernier. Un pont flottant de 13 kilomètres avait été installé aussitôt, mais ne permettait pas le passage de chars et de véhicules lourds. La nouvelle digue, construite dans des marais peu profonds, assure une liaison stable et permet d'acheminer sans problèmes sur ces deux îlots dont la superficie totale est de 150 kilomètres carrés, tout le matériel souhaité.

Les troupes irakiennes, après plusieurs contre-attaques infructueuses début mars, semblent avoir renoncé à récupérer ces îlots où se trouvent une cinquantaine de puits de pétrole, et ont inondé la partie méridionale de l'îlot sud, très proche de la terre ferme irakienne. — (AFP.)

ment un aspect policier. Au niveau politique, le Parti national démocratique (PND) au pouvoir du président Mubarak a pris une certaine distance en ce qui concerne l'application de la Charia depuis que les Frères musulmans — avec qui le président Sadate s'était allié pour combattre la gauche — ont rejoint les rangs du PND. Pour le PND, la législation islamique est déjà appliquée sauf en ce qui concerne certains détails du droit commercial et criminel (intérêts et châtiments corporels). D'ailleurs, ajoutent-ils, la Charia sera appliquée à ces articles « dès que les commissions parlementaires ad hoc auront terminé leur étude approfondie de tous les aspects législatifs de ces questions ».

Enfin le gouvernement a battu l'appel des cheikhs « modérés » ou « loyalistes » pour condamner les « extrémistes religieux » tant au cours des prières du vendredi que dans les médias. A la télévision, un programme hebdomadaire est consacré depuis deux ans aux joutes oratoires entre Ulémas et islamistes. Au cours de ces débats les télespectateurs égyptiens consternés ont entendu un « herbe » affirmer qu'il a reçu des révélations du prophète Mahomet malgré tous les démentis des savants théologues de l'université El Azhar.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Soudan

PLUS DE MILLE PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES DEPUIS LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT D'URGENCE

Khartoum (AFP, Reuters). - Plus de mille personnes ont été arrêtées depuis la proclamation de l'état d'urgence au Soudan la semaine dernière. Selon le quotidien Al Sahafa, les personnes emprisonnées, qualifiées par les autorités de « trafiquants », seront jugées par les tribunaux d'exception créés mercredi dernier et présidés par des magistrats civils aidés de deux officiers de l'armée ou de la police. Leur verdict sera exécuté immédiatement, sauf en cas de la peine capitale, qui doit être confirmée par le chef de l'Etat.

Une campagne similaire avait été menée il y a deux ans et demi et s'était traduite par l'expulsion de plusieurs milliers de personnes de la capitale soudanaise. D'autre part, le nombre de Soudanais qui traversent la frontière pour se réfugier en Éthiopie pour fuir la répression ne cesse de croître : 15 000 en janvier, 21 000 en février... Depuis le début de mai, ils arrivent au rythme quotidien de plusieurs centaines. De tous les témoignages recueillis par l'envoyé spécial de l'AFP dans un camp de haut-début-mars, semblent avoir renoncé à récupérer ces îlots où se trouvent une cinquantaine de puits de pétrole, et ont inondé la partie méridionale de l'îlot sud, très proche de la terre ferme irakienne. — (AFP.)

POUR LE RESPECT

DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Après les élections législatives de 1983, le gouvernement d'Ankara ayant demandé que ses parlementaires siègent à nouveau au Conseil de l'Europe, celui-ci, avant de statuer, va examiner, le 9 mai 1984, la situation des droits de l'homme en Turquie.

Le gouvernement civil issu de ces élections devait rétablir les libertés démocratiques. Malheureusement, il n'en est rien. En dépit de la propagande largement répandue par les médias occidentaux, le régime reste non démocratique et fortement répressif : n'étaient autorisés à présenter des candidatures que les partis officiellement investis par les généraux. L'Assemblée nouvellement élue n'a aucun pouvoir de décision sans l'approbation du président de la République, le général Evren, et des membres du Conseil national de sécurité — c'est-à-dire de la junte militaire. Les libertés fondamentales ne sont nullement rétablies : liberté d'expression et d'association restent étroitement surveillées. La presse, les arts et, plus particulièrement, le cinéma sont soumis à une censure pesante.

Ces graves atteintes au droit des gens doivent être dénoncées. Voilà pourquoi, aujourd'hui, et de façon pressante, nous faisons appel à tous les intellectuels, à tous les artistes, à tous les démocrates :

- pour, avec eux, exiger l'arrêt des tortures et des pendaisons dans toutes les prisons de Turquie ;
- pour le respect des droits élémentaires de l'homme aux plans économique et politique ;
- pour qu'un terme soit mis à la politique de répression et d'assimilation forcée des Kurdes de Turquie ;
- pour l'amnistie générale de tous les condamnés et détenus politiques ;
- pour l'établissement de la démocratie.

Première liste des signataires :

Bibi Andersson ; René Andrieu ; Paul Balmigère, député ; J.-M. Belorgey, député de l'Allier ; Georges Bustin ; Guy Chanfrault, député de la Haute-Marne ; Robert Chapuis, député, membre du bureau exécutif du Parti socialiste ; Paul Chaumat, député de la Loire ; Raymond Dumont, sénateur du Pas-de-Calais ; Guy Durbec, député du Var ; Claude Evin, député de la Loire-Atlantique, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale ; Michel de la Fournière, Parti socialiste, secrétaire national aux droits de l'homme et aux libertés ; Jacqueline Frayse-Cazalis ; Edmond Garcin ; Marcel Garrouste, député du Lot-et-Garonne ; José Agustín Goytisolo, Espagne ; Yilmaz Güney, cinéaste ; Jérôme Kanape, cinéaste ; Jean Lacombe, député ; Louis Maignan ; Georges Marchais ; B.S. Maristini, directeur du Centre dramatique national de Genève ; Paul Merceica, député du Val-de-Marne ; Robert Moutard ; Kendal Nezan, historien ; Louis Odru ; Vincent Porelli ; Jean Provoux, député ; Emile Roger ; Michel Sainte-Marie, député de la Gironde ; P. Santini, comédien ; F. Sérusclat, sénateur ; Jean-Daniel Simon ; Michel Simon, professeur à l'université de Lille ; Bernard Stasi, député de la Marne, maire d'Épernay ; Théo Vial-Massar ; Marcel Vidal, sénateur de l'Hérault ; Claude Vinci.

Signatures à envoyer à :

Yilmaz GÜNEY, B.P. 592, 75830 PARIS CEDEX 17

هنا من الامم المتحدة

EUROPE ASIE

Espagne

ARRESTATION DU CHEF PRÉSUMÉ DES GRAPO

Madrid (AP). - Le chef présumé des GRAPO (Groupes de résistance antifasciste du 1^{er} octobre), une organisation extrémiste de gauche, rendue responsable d'une trentaine d'assassinats politiques, a été arrêté la semaine dernière dans la banlieue de Barcelone, à 400 km de son domicile.

M. José Balboa Castañ, quarante ans, avait été libéré l'an dernier, après avoir purgé une peine de prison pour le meurtre d'un capitaine. Il serait, à présent, impliqué dans l'assassinat de deux policiers abattus en janvier dernier, ainsi que dans l'enlèvement en avril d'un homme d'affaires libéré en échange d'une rançon de 800 000 francs.

Les GRAPO, constitués après l'assassinat de quatre policiers le 1^{er} octobre 1975, sont rendus responsables, depuis, du meurtre de dix-neuf militaires et policiers, ainsi que d'un moins neuf civils.

Tchécoslovaquie

L'HISTORIEN KAREL BARTOSEK DÉCHU DE SA NATIONALITÉ

L'historien Karel Bartosek, émigré en France depuis décembre 1982, a été « déchu » de la nationalité tchécoslovaque. La décision, datée du 23 mars, a été portée à sa connaissance le 1^{er} mai, par une lettre qui fait référence à « l'engagement actif » de l'historien, « en particulier au travers de publications, dans des actions hostiles à la République socialiste tchécoslovaque ». La lettre du ministère tchécoslovaque de l'intérieur cite à l'appui de ses accusations un article publié dans le Monde du 28 juin 1983, sous le titre « Territoire de choix pour la répression » (le Monde a publié le 22 avril dernier un autre article de K. Bartosek, consacré au dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M. Gustav Husak).

K. Bartosek avait été condamné à six mois de prison en 1972, pour « subversion », et il avait été brièvement détenu en décembre 1981 pour avoir dit à haute voix, dans un taxi, ce qu'il pensait de la proclamation de l'état de guerre en Pologne. Marié à une Française et père de trois enfants, M. Bartosek avait été autorisé à émigrer en France à la fin de 1982 pour des raisons familiales. La mesure qui l'affecte à présent lui a été signifiée trois jours avant la visite officielle à Paris du ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Bohuslav Choupek.

Roumanie

Un prêtre catholique de la minorité hongroise de Transylvanie, le Père Geza Palfi, est mort récemment des suites de violents sévices que lui aurait infligés la police politique roumaine pour le punir d'un sermon prononcé le jour de Noël, annonçant-on dans les milieux de l'émigration hongroise à Paris.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
387 25 00
30, rue des Dames, Paris 17^{ème}

J'❤️ LA PAIX SOVIÉTIQUES HORS D'AFGHANISTAN

• L'AM.A.F.A.F., association française Les Amis des Afghans et de l'Afghanistan, créée en septembre 79, AVANT l'invasion soviétique en Afghanistan.

AIDEZ-LES

- Je commande des affiches : 1° la paix, Soviétiques hors d'Afghanistan (format 72 x 25 cm, 3 couleurs), 5 F pièce + 7 F pour frais d'envoi.
 - J'envoie un chèque de _____ à l'Association AM.A.F.A.F., B.P. 1303, 21000 DIJON - Tél. 16 (80) 31.51.26.
- Facultatif : désire recevoir des documents sur les activités de l'AM.A.F.A.F.
- NOM : _____ Prénom : _____
- Adresse : _____
- Code postal : _____
- Vos dons sont déductibles du revenu imposable dans les limites définies par la loi.

LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN MÉLANÉSIE

Chants et danses traditionnels ont salué le pape dans les montagnes de Papouasie-Nouvelle-Guinée

De notre envoyé spécial

site papale en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans une aimable confusion, tenu par le bras comme un vieil ami par le gouverneur général, Sir Kingsford, épée au côté, et dont le teint d'ébène tranchait sur le blanc et les dorures de sa grande tenue, le pape a serré des mains, pris des enfants dans les bras, embrassé de jeunes Mélanésien en costume traditionnel et au visage peinturluré, qui lui ont passé un collier de dents de chien autour du cou.

Dans son discours d'arrivée, Jean-Paul II a rappelé qu'il était déjà venu en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1977, alors qu'il était évêque de Cracovie. Lorsqu'il prononce quelques phrases en motu et en pidgin (anglais modifié) - les deux dialectes les plus répandus dans le pays, - ses propos furent scandés par les applaudissements et les rythmes de ces longs tambours en forme de sabliers, battus par un groupe de la tribu des Mekos, danseurs et danseuses emplumés, pratiquement nus, que le pape est ensuite allé saluer. Une atmosphère presque familiale, un peu comme celle d'une sous-préfecture recevant son évêque, donnait à la cérémonie un caractère un peu irréel. Ces hommes vêtus de blanc de mousseline, ces hauts personnages de la curie un peu lointains, prenaient leur bain de foule, bousculés par les reporters souriants, un peu surpris peut-être par la tofanance d'un service d'ordre, dont les

représentants étaient apparemment hésitants entre l'utilisation de la matraque et de leurs propres appareils photographiques. Le protocole s'était évanoui. Le pape avançait, bénissant et souriant, tout à fait à l'aise, avant de monter dans une voiture blanche exceptionnellement découverte.

« Vous êtes

un très gentil peuple »

« Pape, we love you », entonna la foule, dans une ovation frénétique rappelant celle d'un concert de rock des années 60, lorsque Jean-Paul II apparut sur le stade de Port-Moresby pour y célébrer sa première messe. Sur le terrain de rugby où avait été élevé l'autel, vingt mille personnes l'attendaient. Extravagantes coiffures de plumes en corolles autour du crâne, fantasmatiques maquillages de poudre jaune, tatouages bleutés, et poitrine nue pour les femmes, quelque deux cents Mélanésien des tribus Mekos et Roro saluèrent le pape à leur manière : en dansant. Un peu plus tard, avant que commence la messe, ils se signèrent puis ramassèrent à leurs pieds un petit livre pour suivre la liturgie. La folk music, le tempo rapide de certains chants, le moineau de la nuit, cette foule pressée, les femmes allaitant leurs bébés, la captivante nonchalance gestuelle des habitants des pays tropicaux, don-

naient à cette messe un caractère d'altérité serene, de joie partagée. « Vous êtes un très, très gentil peuple », ne put s'empêcher de dire le pape avant de partir.

Dans ses discours et homélies, Jean-Paul II a repris comme un leitmotiv le thème de l'action missionnaire. Il a salué le courage et la foi des premiers missionnaires qui apportèrent le message du Christ à ces contrées et le payèrent souvent de leur vie. Le pape est venu en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour fêter le centenaire d'une évangélisation difficile. Après plusieurs tentatives, celle-ci ne commença vraiment qu'en 1882. Le premier carmel créé par des sœurs d'Australie date de 1935 et c'est deux ans plus tard que fut ordonné le premier prêtre. En 1970 fut nommé le premier évêque. Jusqu'en 1966, l'Eglise était ici le statut d'Eglise de mission. Elle dépendait encore aujourd'hui de la Congrégation pour la diffusion de la foi. La Papouasie-Nouvelle-Guinée demeure, en effet, une terre de mission : le clergé local ne compte qu'à 89 prêtres, mais il y a 429 missionnaires et 993 sœurs (dont 398 sont du pays). Les catholiques, animateurs de communautés, en l'attente du prêtre, ont un rôle très important. D'une manière particulière, se pose en Papouasie-Nouvelle-Guinée le problème de l'entraide des églises locales et étrangères, c'est-à-dire d'un nouveau missionarisme.

PHILIPPE PONS.

Vietnam

Trente ans après Dien-Bien-Phu

(Suite de la première page.)

Sans doute, ce choix traduisait-il les propres hésitations, les contradictions même, de l'homme du 18 juin devant une explosion nationale si subite qu'elle le prenait de court. Brazzaville, en janvier 1944, si son discours témoignait qu'il avait bien pressenti l'aveil des nationalités, il n'avait qu'insuffisamment mesuré l'ampleur.

Sans doute, aussi, le libérateur de sa patrie, jaloux de lui conserver l'intégrité de son empire, craignait-il, s'il n'en perdait même qu'une fraction, que l'histoire lui reproche, un jour, d'en avoir été le brasseur.

En désignant d'Argenlieu et Leclerc, dont il ne pouvait ignorer les oppositions fondamentales de nature, ne mettait-il pas deux fers au feu ? Balançant sur le choix d'une politique coloniale, il laissait à ces deux hommes, si possible conjointement, chacun de son côté et à sa manière si nécessaire, le soin d'en élaborer une à partir des contacts pris, sur place, avec les chefs nationalistes. La suite des événements devait démontrer que ce fut la politique préconisée par l'amiral qui celle de Gaule appliquée par ce dernier ?... L'histoire, à l'heure de la paix, est un peu, beaucoup, mais pas l'essentiel : l'indépendance. Tout autre était, on l'a vu, celle du libérateur de Strasbourg.

L'amiral était convaincu que, sur tout ou partie, la force pouvait arrêter le cours des choses et mater cette rébellion formée par une révolutionnaire communiste. Que Leclerc commandait le corps expéditionnaire, certes, mais lui était subordonné et se trouvait là pour l'aider à rétablir la souveraineté de la France sur sa colonie. Par la force si nécessaire. Par la conquête au besoin.

La France hésite

entre guerre et paix

A ses côtés, lui faisant face, pour ne pas dire front, Leclerc, qui n'avait jamais transigé, était une nouvelle fois résolu à ne pas composer, ni avec l'ennemi, ni avec le destin. Avec Gaule, tout homme-fort qu'il en fût depuis juin 1940, Leclerc, qui n'avait cessé de forcer le destin, refusait, cette fois-ci, de le violer encore en affrontant ce nationalisme naissant, présentant qu'il ne pourrait le réduire par les armes ; que la recon-

CÉRÉMONIES A PAU

Le trentième anniversaire de la fin de la bataille de Dien-Bien-Phu a été célébré à Pau le 7 mai. Prés de cinq cents anciens de la garnison française, qui succomba après cinquante-sept jours de siège aux assauts des divisions du Vietnam assistaient aux cérémonies qui se sont déroulées dans l'enceinte de l'Ecole des troupes aéroportées. Parmi eux, le général de Castries qui commandait le camp retranché et qui s'est déclaré très ému d'être, trente ans après, « parmi ses amis et camarades de combat ».

quête, en particulier celle du Tonkin, cette Prusse du Nord, serait une folle entreprise où les armées s'engloutiraient comme celles de Napoléon en Espagne. Et lui qui, sans relâche, avait recherché tous les combats avant de les gagner, tous - du Koufra à Berchtesgaden, - repugnait à engager celui-là, sachant la vanité d'un combat contre une idée.

Pour lui, il n'y avait de solution que politique. Il fallait reconnaître l'indépendance du Vietnam en concordant la fédération des trois Ky, pierre d'achoppement d'un accord avec Ho Chi Minh. Leclerc allait engager tout son prestige pour appuyer la réserve la politique courageuse et éclairée de Jean Sainteny, haut commissaire de la République au Tonkin, qui devait aboutir aux accords du 6 mars 1946 avec Ho Chi Minh. Ceux-ci, pourtant, seraient aussitôt contredits, sinon dévalués, dès, par la rencontre, le 24, d'Ho Chi Minh et de l'amiral sur un croiseur de bataille. Ainsi, en mars, tout était en train de se nouer. La France haïssait encore entre guerre et paix. Rien n'est joué, mais, désormais, l'action de Sainteny et de Leclerc conjuguée sera puissante à contrebalancer l'influence de l'amiral au profit de Gaule, demeuré maître à penser dans sa retraite, et des gouvernements éphémères qui se succèdent.

Se sentant isolé, sans appui, critiqué même, Leclerc se fit rappeler en juillet 1946, au moment où s'ouvrait la conférence de Fontainebleau, l'incohérence de la politique coloniale française devant s'y étaler : le gouvernement recevait Ho Chi Minh avec les honneurs réservés aux chefs d'Etat mais refusait d'entériner les accords Sainteny. Les événements allaient, d'un coup, se précipiter. En août, Ho Chi Minh reprenait le Vietnam, déçu, amer, sans le soutien français dont il avait, pourtant, tellement besoin pour affronter ses extrémistes de tous bords et l'ennemi millénaire chinois, occupant encore le Tonkin, soutien qui aurait pu faire de lui le « Tito de l'Asie ». Au climat de confiance, voire d'amitié, qui avait existé entre Leclerc et lui devait succéder une tension qui aboutirait aux événements irréversibles de novembre.

En décembre, le Tonkin soulevé, Léon Blum, brièvement au pouvoir et pour la dernière fois, rappellera Leclerc, qui n'a en haute estime. Si celui-ci acceptait une mission qui lui fera recommander, une nouvelle fois, de « traiter à tout prix », il refusera de remplacer l'amiral, après avoir beaucoup balancé et consulté de Gaule, à « la Boissière », fortement opposé à l'opération. Le ton monta. Les deux hommes se quittèrent en froid, pour ne plus se revoir, semble-t-il. Leclerc devait disparaître à l'automne suivant. Quand l'amiral sera relevé, en mars 1947, par Emile Bollaert, il est trop tard. L'heure de la paix est passée. Le Vietnam est en flammes. La guerre a commencé. Elle va durer trente ans. C'est ce que l'on sait. A qui l'on sait.

C'était une grande querelle qui l'avait provoquée. Celle, ardue, qui

divise l'homme contre lui-même avant de l'opposer aux autres. Qui met aux prises, en chacun de nous, colombe ou faucon, deux parts dont aucune n'a complètement raison ni tout à fait tort. Le parti prêtre à offrir et celle décidée à retenir, celle qui facilite l'évolution et celle qui la contrarie, celle qui ne croit pas que les guerres de libération et celle qui accepte la violence pour conquérir ou maintenir. Cette querelle-là, que l'homme ne cesse de soutenir, elle dut diviser aussi, assurément, Charles de Gaulle contre lui-même, avant de déchirer entre elles ces hautes figures de la France libre qu'étaient d'Argenlieu et Leclerc. Avant de déchirer les gouvernements, les assemblées et le pays tout entier. Avant de provoquer, plus tard, en d'autres circonstances, un changement de République, en France, et de contribuer à la chute de deux présidents, aux Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, cette indépendance que la France n'avait pas laissée Sainteny et Leclerc accorder au Vietnam, en 1946, qui aurait évité tant de sang versé, en vain, et fait d'elle la première puissance à affronter une de ses colonies, l'Angleterre, sa vieille rivale coloniale, allait la faire concéder, en 1947, au fleuron de son empire, l'Inde, par son dernier vice-roi, un amiral aussi : Lord Mountbatten. Entre-temps, elle avait fait évacuer l'Egypte par ses troupes, sans combat. A la France, il aura fallu la capitulation de Dien-Bien-Phu, en 1954, et y a eu trente ans le 7 mai, pour que Pierre Mendès France puisse faire admettre l'indépendance à une opinion publique, cette fois unanime. Il aura fallu, aussi, sans doute, ce désastre militaire pour que des hommes comme Edgar Faure et Georges Izard, soutenus par François Mauriac mais dévalués par de Gaule, fassent accepter, dans la foule, en 1955, à une opinion, à un gouvernement et à un Parlement à nouveau divisés, l'indépendance de la Tunisie et, après avoir remis sur son trône, le sultan déporté, celle du Maroc, évitant ainsi l'embarras général du Maghreb au moment où venait d'éclater l'insurrection algérienne.

C'est, sans doute, aussi, le souvenir de ce désastre de Dien-Bien-Phu qui vaudra, en 1958, à l'Union française, muée en Communauté, de reconnaître le droit à l'indépendance des Etats qui la constituent. Si la phase asiatique de la décolonisation avait échoué tragiquement, celle de l'Afrique noire eût réussi, après celle de la Tunisie et du Maroc, l'Algérie n'étant pas, délibérément, mentionnée ici. L'une de nos plus anciennes colonies, remontant au règne de Louis XIII, le Sénégal, pour ne parler que de lui, allait accéder à l'indépendance totale sans qu'une belle ait eu à être trépassée.

C'est l'honneur de notre pays que l'Académie Française vienne d'accueillir son premier Africain en la personne de l'inventeur de la négritude, du poète, de l'ancien condisciple de Georges Pompidou (avec le Tonkinois Pham-Duy-Kiem, futur ambassadeur du Vietnam à Paris, celui-là, aussi, dont Edgar Faure avait fait un secré-

taire d'Etat en 1955, avant de le recevoir sous le Coupole, il y a quelques semaines à peine, le premier président de la République du Sénégal : Léopold Sédar Senghor.

Ainsi, les hasards du calendrier de l'histoire font que, dans le même temps où sont évoqués, dans ces lignes, une face meurtrie de la France à Dien-Bien-Phu et les origines du conflit qui aboutit à cette capitulation du meilleur de nos forces d'alors, la lumière peut être projetée sur l'autre face, rayonnante celle-là, du pays qui a donné la liberté à l'Europe, proclamé les droits de l'homme et y a bien tenté deux siècles et aboli l'esclavage. Ce pays, aussi, qui, en formant des états dans ce qui fut son empire colonial - quel autre ancien colonisateur peut-il s'enorgueillir d'un Léopold Sédar Senghor ? - a accepté le risque que certaines se retournent contre lui, par la force des choses le plus souvent. (Gaul et Ho Chi Minh s'étaient-ils pas amis de la France en 1946, avant l'éclatement du conflit ?)

Mais, pour servir de point final à ces lignes sur l'immense problème de la décolonisation française et sur le drame de Dien-Bien-Phu qui fut une étape décisive, rendons à un juste hommage à ceux qui y moururent héroïquement après cinquante-sept jours de siège au lieu des quinze qui leur étaient assignés. Leur sacrifice, au bout du compte, n'aura pas été inutile. Il aura évité d'autres conflits - pas tous, hélas ! - aussi vains, aussi sanglants, sous d'autres drapeaux. Car les idées, décidément, ont le vie plus dure que les balles. Si elles vont mieux vite, elles vont plus loin.

C. CHEVALLIER-APPERT.

Afghanistan

LA MAIN COUPÉE POUR TRENTE FAUX-RÉSISTANTS

Islamabad (AFP). - Trente Afghans, accusés d'avoir commis plusieurs vols et de s'être fait passer pour des Moudjaheddine, ont eu la main droite coupée le mois dernier après avoir été jugés par un tribunal islamique de la résistance, à Peshawar, le 1^{er} mai. L'agence de presse islamique afghane, proche des insurgés.

Selon l'agence, un groupe d'Afghans se présentant comme des Moudjaheddine a commis plusieurs vols et hold-up dans la province de Baghlan, au nord de Kaboul, au cours des derniers mois, ainsi jusqu'à lever des impôts et extorquer de vrais Moudjaheddine pour leur dérober leurs biens. Mais les résistants ont capturé les trente membres de la bande, qui ont été jugés par un tribunal islamique à Peshawar.

Un tribunal islamique avait déjà appliqué la loi islamique à cinq hommes accusés de vol fin dernier dans la même province. Trois autres avaient été exécutés et deux autres avaient eu la main coupée.

Le Monde

Charles Hernu remplace
la messe solennelle de Saint

Le Monde
DE MAI
EST PARU

pape
luinée

M. JOSPIN :

la gauche s'est succédée
à elle-même

Interrogé lundi 7 mai lors de l'« émission Face au public » de France Inter sur le comportement du Parti communiste, M. Lionel Jospin a déclaré : « Pour une bonne part, j'en prends effectivement mon parti. Je considère que les débats existent, qu'il faut en réduire l'ampleur et que, pour le reste, chacun s'engage essentiellement par ses actes ».

A propos des critiques émises par M. Jean-Pierre Chevènement sur la politique économique du gouvernement, le premier secrétaire du Parti socialiste remarque qu'il y a accord entre socialistes sur la nécessité de la modernisation du pays, sur les restrictions, sur la recherche de la croissance. « Au fond, sur le plan économique, où est la différence ? Elle est sur certains moyens », a ajouté M. Jospin.

« J'entends Jean-Pierre Chevènement critiquer Jacques Delors mais approuver hautement l'action de François Mitterrand, a-t-il déclaré. Or Jacques Delors et François Mitterrand ne paraissent pas si éloignés l'un de l'autre. (...) Cela veut dire que Jean-Pierre Chevènement est moins pris qu'il ne le croit de François Mitterrand, soit qu'il est beaucoup plus près de Jacques Delors. A moins qu'il ne s'agisse d'une petite habileté politique, mais si on en est encore au temps de l'habileté, c'est que la situation n'est pas grave et que les divergences peuvent être réduites ».

Interrogé sur l'évolution de la politique économique de la gauche, M. Jospin a affirmé : « Nous n'avons pas le choix. Nous étions obligés d'appliquer notre politique. Je l'ai déjà expliqué, nous sommes depuis trois ans au pouvoir et il s'est produit pour la gauche quelque chose de nouveau : elle s'est succédée à elle-même. Elle a dépassé la simple phase des réformes de structures et des réformes sociales ; elle a donc eu à gérer la réalité de l'économie tout entière, les données internationales et y compris, dans une certaine mesure, le résultat de sa propre gestion. Il faut donc que nous assumions cela. C'est une révolution culturelle dans la gauche qui, d'ailleurs, surprend aussi la droite. (...) J'espère bien que nous gagnerons les élections de 1986. Nul ne peut établir que nous les ayons perdues en ce moment, ni les élections de 1986, ni encore moins les élections de 1988. Mais nous n'avons pas le choix, et le problème était de faire notre devoir, de redresser la situation là où elle devait l'être et, maintenant, il est de se redonner progressivement des marges. Si nous pouvions y arriver dans la perspective de 1986, tant mieux ».

Le premier secrétaire du PS considère, à ce propos, que « la grande nouveauté économique de la période, c'est la reprise des investissements en France ».

LA CÉLÉBRATION DU 8 MAI 1945

M. Charles Hernu remplaçait M. Pierre Mauroy à la messe solennelle de Saint-Louis des Invalides

La célébration de l'armistice de 1945, signé à Reims - où la France était représentée par le général de Lattre de Tassigny - a débuté, lundi 7 mai, par un hommage rendu, au mémorial du Mont-Valérien, aux martyrs de la Résistance par M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

Des torchères ont été déposées en l'église Saint-Louis des Invalides, au-dessus de la crypte où ont été inhumés les maréchaux Lescroart, Hautecloque, Juin et de Lattre de Tassigny, tandis qu'une veillée était organisée au Panthéon devant la crypte où repose le corps de Jean Moulin, organisateur et premier président du conseil national de la Résistance, torturé par les Allemands et mort en 1943 sur le chemin de la déportation.

La messe solennelle célébrée, mardi matin 8 mai, à Saint-Louis-des-Invalides par Mgr Fiebig, évêque aux armées, s'est déroulée en présence de M. Charles Hernu, ministre de la défense, remplaçant M. Pierre Mauroy. La cérémonie suivante a eu lieu, à partir de 10 h 45, à l'arc de triomphe de l'Etoile, où, par un froid assez vif, le président de la République est venu déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, signé le Livre d'or et

Au nom de la Corse française
La résistance aux « séparatistes »

De notre envoyée spéciale

Gargèse. — Ici est née la CFR, l'Association pour la Corse française et républicaine, dans ce village perché au-dessus des plages de sable fin et au maquis qu'embaument les céstres. La bourgade est d'origine grecque. Le buste de Pâques, le rite orthodoxe déploie une longue procession. La tradition est vivace. Les ancêtres des mille habitants actuels arrivèrent il y a trois siècles, chassés par les Turcs. Ce sont eux, disent les moins leurs descendants, qui apprirent aux Corsais à griffer l'olivier.

Depuis, la bourgade est devenue prospère. De nombreux hôtels et commerces accueillent les touristes. Mais dix-sept plastiques, revendiqués par l'ex-FILNC, ont été posés en 1983-84, ont mis le feu aux poudres. Ils compromettent les affaires. « Résistons ! » fut le cri du cœur.

Le 2 septembre 1983 sonna l'appel à la mobilisation... Sur la place, les touristes terminent leur partie, quand surgissent au village Canto un peuple corsé, des chanteurs aux sympathies nationalistes connues. Le groupe doit participer à une fête organisée par leurs amis. Les joueurs se dressent : « Ils ne passeront pas ». Finalement, les chanteurs doivent repartir.

Trois vite, Emile Dragacci, propriétaire d'un petit supermarché, prend la tête d'un « comité de défense ». Cet homme, la soixantaine, débrouillé, a une conviction de fer : non à la violence, oui à la France. N'aurait-il pas refusé de baisser son rideau, alors que tous les commerçants de Corte participaient à l'opération « Ils morts », pour protester contre les emprisonnements à la suite des événements d'Aléria en 1974 ? Son supermarché a été plastiqué.

Le comité de défense regroupe rapidement plus de neuf cents signatures parmi les villageois. S'y retrouvent pêle-mêle des électeurs de tous bords. L'union sacrée contre l'anti-France s'est animée par MM. Dragacci, qui vote RPR, Xavier Rossi, retraité des ponts et chaussées, qui vote radical, et le colon Villanova, dont les sympathies vont à l'UDF.

La moyenne d'âge des contestataires est respectable. Ils passent leur temps libre discutant à contre au pacifique. Le village devient rapidement un cadre trop étroit. Le 11 novembre - un symbole - le comité de Gargèse lance l'appel à la création de la CFR et de comités locaux.

Ces derniers seraient quelques dizaines, dont des Sardes, des Italiens, selon la CFR. On surveille leurs allées et venues. On en informe les autorités. On intervient également dans la presse insulaire pour occuper le terrain à chaque intervention de l'ex-FILNC. Les fusils restent couchés. Il est hors de question d'utiliser des moyens autres que pacifiques. Le village devient rapidement un cadre trop étroit.

Le 11 novembre - un symbole - le comité de Gargèse lance l'appel à la création de la CFR et de comités locaux.

salut les emblèmes des régiments dissous.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

salut les emblèmes des régiments dissous.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

La flamme devait être ravivée, mardi en fin d'après-midi, par l'association Rhin-et-Danube, en présence de M. Jean Laurain, qui offrait ensuite une réception aux invalides.

De notre envoyée spéciale

Aux accents de la Marseillaise et sous la bannière tricolore, la première manifestation de la CFR à Calvi réunit, le 14 janvier, près de deux mille personnes. « Enfin la majorité silencieuse sort de sa peur pour clamer son refus du terrorisme et son attachement à la France », concluent les organisateurs. Deux mois plus tard, l'association réunit sept mille personnes à Porto Vecchio, le fief de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR), devenu adhérent CFR dès novembre. M. François Giacobbi, leader MRG, en avait fait autant, suivi par de nombreux hommes politiques du mouvement radical et de l'opposition.

De ce fait, l'image « apolitique » de la CFR ressort quelque peu ternie. Le PS et le PCF ont préféré créer un autre pôle : le Mouvement

logistique de l'instance dirigeante, a été pris en flagrant délit.

La légalité est respectée. « On n'arrête plus pour délit d'opinion, comme avant mai 1981 », vous fait-on fréquemment remarquer. Sur l'île, la différence est appréciée. Personne n'est descendu, dans la rue pour protester contre l'interpellation de M. Luciani. Le comité CFR de Gargèse a rappelé dans un communiqué avoir été le premier à « interdire » N. Luciani, membre du groupe de chanteurs repoussés par le village en septembre dernier.

Certains à la CFR sont même impatientés d'aller plus vite. Le gouvernement ne serait pas « assez ferme dans sa lutte contre les séparatistes. La télévision insulaire est accusée de complaisance. Autisme 2 devient ces jours-ci la cible. Elle a en effet programmé pour le 13 mai une émission réunissant une famille

financière ont été faites à la Trésorerie générale et trois à la Chambre régionale des comptes. Enfin, cette dernière a été saisie pour dix-sept collectivités ou syndicats, dont treize pour vote tardif, deux pour déséquilibre et deux pour équilibre fictif.

La chasse aux abus et aux imperfections a touché des domaines aussi divers que les organismes sociaux, les centres hospitaliers, l'office départemental d'ILM de la Corse du Sud, l'aide sociale à travers la COTOREP de Corse du Sud, les soins de médecine gratuits aux anciens combattants et victimes de guerres. Ces actions de contrôle vont continuer.

Aléria, les Carliotti, à l'occasion d'un repas dominical. La « famille » au sein de laquelle, pense-t-on en Corse, beaucoup de choses peuvent encore s'arranger.

À la table des Carliotti, tout l'échiquier des sensibilités insulaires est représenté. Léo Battisti, porte-parole du MCA, proche de l'ex-FILNC, naguère condamné à neuf ans de prison par la Cour de sûreté de l'Etat, puis amnistié et aujourd'hui sous contrôle judiciaire, sera à la table familiale. « C'est un scandale », dénonce la CFR, qui entend demander l'interdiction de la diffusion de cette émission.

Pour sa part, M. Dragacci, fondateur de la CFR, souhaiterait que la garde à vue soit portée à six jours, comme avant. Certains ultras voudraient même en revenir aux lois d'exception. Nombreux sont les Corsais à refuser l'escalade. « Cela ne ferait que valoriser l'ex-FILNC et les victimes de la répression », vous explique-t-on.

Le mouvement clandestin lui-même se bat pour que soit reconnue l'atteinte à la sûreté de l'Etat. Dans une lettre adressée récemment au président de la République, M. Gladiou, « militant du FLNC, prisonnier politique corse », incarcéré à Paris, demande à être « comme les nationalistes guadeloupéens », pour suivre pour « crimes contre la sûreté de l'Etat ». Il réclame, au nom d'une « trentaine » de détenus, le régime politique, c'est-à-dire « le droit légitime à une défense collective ».

De son côté, l'UPC dénonce, dans une lettre à M. Badinter, « des abus regrettables tant du côté de l'appareil judiciaire que du côté des forces de police et de gendarmerie ». Evoquant un « genre de chasse aux sorcières », alimentée par quelques « boutefeux professionnels », l'UPC précise que « ce n'est pas ainsi que sera établie une paix civile que nous souhaitons tous ». La CFR paraît inquiète. Elle réclame la paix civile à sa façon. Mais elle est loin d'avoir convaincu une jeunesse plus prompt à s'enflammer pour l'ex-FILNC que pour les « vieux de la CFR ». À la sortie des lycées, on ne cache pas son drapeau. C'est bien là le problème de fond. La CFR a aussi ses jeunes, mais les idées nationalistes font apparemment plus recette que l'attachement à la France dans la jeunesse de l'île.

DANIELLE ROUARD.

Une délégation d'anciens combattants d'Afrique du Nord reçue à l'Elysée. — Conduisant une délégation de l'UNCAF, M. Portes de La Morandière, président de cette association, a été reçu mercredi 2 mai à l'Elysée. Il a exprimé au président de la République son étonnement devant la participation de l'armée aux cérémonies commémoratives du 19 mars dernier. M. Mitterrand a donné des instructions au secrétaire aux anciens combattants, a-t-il précisé à sa sortie de l'Elysée, pour que toutes les associations de combattants puissent célébrer, le 16 octobre prochain, le retour en France, en 1977, du corps du « soldat inconnu d'Algérie », inhumé au cimetière Notre-Dame-de-Lorette (Pas-de-Calais).

Heurts entre la police et des contre-manifestants : Sept blessés et une dizaine d'interpellations

De notre correspondant

Reims. — Près de deux mille personnes ont manifesté à Reims, lundi 7 mai en fin d'après-midi, pour protester contre la tenue d'une réunion publique organisée par le Front national et présidée par M. Jean-Marie Le Pen. Pendant deux heures, elles ont défilé dans les rues de la métropole champenoise à l'appel des partis de gauche (PS, PC, PSU, LCR), et de syndicats (CGT, CFDT, FEN) et d'organisations telles que le MRAP ou le Collectif local des travailleurs étrangers, qui regroupe quatorze associations.

Le cortège, après avoir marqué une halte devant l'ancien quartier général de la Gestapo s'est dissolu dans le calme. Cependant, plusieurs centaines de personnes, échappant au contrôle des responsables, ont tenté, dans la soirée, de se rendre sur les lieux du meeting. A une centaine de mètres du chapiteau sous lequel avaient pris place un millier de militants du Front national, elles ont scandé des slogans hostiles au parti de M. Le Pen et peu amènes à l'endroit de M. Falala, député, maire (RPR) de Reims, à qui il avait été demandé, en vain, d'interdire le rassemblement.

DIPIER LOUIS.

APRÈS L'ÉLECTION DE NOISY-LE-GRAND

Qui va diriger la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ?

L'élection de M^{me} Françoise Richard (RPR) à la mairie de Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis (le Monde du 8 mai), donne arithmétiquement à l'opposition la présidence de l'Etablissement public d'aménagement (EPA) de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, dont Noisy-le-Grand forme le premier secteur. Arithmétiquement seulement, car le conseil d'administration de l'EPA, constitué pour trois ans après les élections de mars 1983, ne devrait pas être modifié avant 1986.

Ce conseil est composé de quatorze membres dont sept représentants de l'Etat, lesquels ne prennent pas part à l'élection du président. Les sept autres membres sont désignés pour trois d'entre eux par le conseil régional et les conseils généraux de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne, et pour les quatre restants par une assemblée spéciale de cinquante-six membres désignés par toutes les communes formant la ville nouvelle.

Compte tenu de la situation politique en mars 1983, cette assemblée spéciale était composée de vingt et un membres de l'opposition et de trente-cinq membres de la majorité, dont huit désignés par la ville de Noisy-le-Grand avant l'invalidation de M^{me} Marie-Thérèse Goutman (PCF). Ce sont donc quatre conseil-

lers de la majorité (deux communistes et deux socialistes) qui ont été nommés au conseil d'administration de l'EPA en 1983 pour représenter les communes de la ville nouvelle. La convocation d'une nouvelle assemblée spéciale aujourd'hui, après l'élection de la liste de M^{me} Richard, compte tenu qu'elle serait formée cette fois de vingt-sept représentants de la majorité et de vingt-neuf représentants de l'opposition, permettrait à cette dernière de disposer de quatre représentants supplémentaires au conseil d'administration de l'EPA.

Le représentant du conseil régional d'Île-de-France appartenant à l'opposition, tout comme celui du conseil général de Seine-et-Marne, la majorité ne disposerait plus que d'un représentant au conseil, en la personne de M^{me} Adam (PCF), désignée par le conseil général de Seine-Saint-Denis, et perdrait donc la présidence de l'établissement public.

Malgré le résultat de l'élection de Noisy-le-Grand, rien n'empêche juridiquement les quatre conseillers représentant les communes de se maintenir à leur poste pour les deux années du mandat qu'il leur reste à accomplir sous la présidence de M. Daniel Guillaume, maire-adjoint communiste de Champs-sur-Marne.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Chirac en Gironde : il ne faut pas voter avec ses tripes mais avec son cerveau

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Il aura donc fallu attendre exactement dix ans après la mort de Georges Pompidou pour que cessent officiellement les batailles fratricides dans le camp gaulliste et que les rancunes soient spectaculairement « jetées à la rivière ».

Les deux porte-parole du mouvement gaulliste, qui s'étaient si rudement opposés à la mort de l'ancien chef de l'Etat (1), se sont publiquement réconciliés lundi soir 7 mai. Dans le palais du cardinal de Rohan devant le Tout-Bordeaux politique et municipal, se donnant ostensiblement du « cher ami », à défaut de « cher Jacques ». Les deux anciens premiers ministres ont porté un toast aux victoires futures et escomptées de l'opposition non seulement en Aquitaine mais partout ailleurs.

M. Jacques Chaban-Delmas avait même supervisé, consacrant deux heures de son temps à participer aux côtés de M. Jacques Chirac à un débat avec les responsables économiques du département et de la ville, placé sous l'égide de l'Union patronale de la Gironde.

Cette manifestation d'écumenisme de l'opposition sous les auspices du « chabanisme » et du « chiracisme » confondus a surtout permis aux deux chefs de file de s'affirmer avec autant de force l'un que l'autre dans le camp des adversaires de la majorité actuelle.

« Vous et moi », a affirmé M. Chaban-Delmas, « avons de solides raisons de penser que l'alternance politique se reproduira », pour s'entendre répondre : « L'opposition doit être unie et déterminée en vue des prochaines élections européennes et surtout des cantonales ».

M. Chirac, tout au long de l'après-midi, avait en effet lancé cette double campagne ou plutôt souligné la nature continue de la campagne électorale qui durera jusqu'à l'alternance souhaitée. S'il a présenté l'élection européenne du 17 juin un peu comme un prélude aux consultations ultérieures, c'est que, pour les Girondins de l'opposition, les élections cantonales de mars 1985 apparaissent comme déterminantes. A trois sièges près, le conseil général de ce département peut en effet passer des socialistes aux gaullistes.

L'enjeu est d'autant plus important qu'une telle victoire entraînerait aussi pour l'opposition actuelle la conquête du conseil régional d'Aquitaine. Or, après leurs succès aux cantonales de 1982 et surtout aux municipales de 1983, les opposants du Sud-Ouest se sentent le vent en poupe et ne cachent plus leur soif de victoires avec comme perspective les législatures de 1986 au moins !

Au cours de sa tournée du 7 mai, M. Chirac a visité les communes de l'agglomération bordelaise « coquelottes », l'année dernière sur la gauche : Le Bouscat, dont le maire est désormais M. Jean Valleix, député RPR ; Talence, qui dirige le docteur Castagnera (RPR), et où il a inauguré une rue Georges-Pompidou ; Bouliac, village de la rive droite de la Garonne, dans le fief socialiste de M. Madrelle, président du conseil général et du conseil régional, et Pessac, reconquis par le docteur Jean-Claude Dalbos, ancien député UDR.

C'est là, devant près de trois mille personnes, que le maire de Paris a parlé avec force des élections européennes « qui constituent aussi un enjeu national pour la préparation des échéances qui suivront, les cantonales de 1985 et les législatives de 1986 », ajoutant : « Il est donc capital que la liste unique de l'opposition républicaine conduite par Simone Veil recueille la plus grande majorité possible. Un résultat substantiel de l'opposition démontrera que le pouvoir actuel est largement minoritaire et que, à ce titre, il n'a pas le droit de faire l'impasse sur les raisons idéologiques d'un certain nombre de réformes de la société qu'il n'a pas été mandaté pour transformer en 1981 ».

A propos de l'aspect international du scrutin il a affirmé : « Jamais la relance de la construction européenne n'aura été aussi essentielle. Il faut redonner aux Européens leur fierté, car la voix de l'Europe se fait de moins en moins entendre dans le monde. Du résultat du scrutin du 17 juin, l'étranger retirera un préjugé sur les prochaines élections législatives et il pourra de ce fait reprendre confiance ou pas en la France de demain. » Pour la première fois, le président du RPR a condamné les « petites » listes qui « se constituent ici ou là et qui, en définitive, ne font que diviser et désorienter les socialistes et des communistes en limitant l'impact de l'opposition », et il a lancé : « Il ne faut pas voter avec ses tripes mais avec son cerveau ».

ANDRÉ PASSERON.

(1) Dès le lendemain de la mort, le 2 avril 1974, de Georges Pompidou, président de la République, M. Chaban-Delmas a déclaré sa candidature à l'Elysée et obtenu le soutien officiel du comité central de l'UDR. Toutefois, M. Jacques Chirac, alors ministre de l'Intérieur, estimant que M. Valéry Giscard d'Estaing avait davantage de chances de battre M. Mitterrand, avait constitué un groupe dit des « 43 », comprenant essentiellement des députés UDR, pour soutenir la candidature du ministre de l'Economie et des Finances qui devait être élu chef de l'Etat le 19 mai.

Le Monde

documentaire et documents

DE MAI

EST PARU

OISE

OXFORD INTENSIVE

SCHOOL OF ENGLISH

Scolaire par le British Council

21, rue Théophraste Renaudot

75002 PARIS (7) 533 12 02

du 10 h 30 à 18 h - A 719

L'ANGLAIS

EN

ANGLETERRE

Collégiens - Lycéens :

• matin : 15 h de cours

par semaine - groupes

de 8 élèves maximum -

professeurs britanniques

• après-midi : tennis,

équitation, golf, natation,

vol, planche à

voile

553 12 02

CHRONOLOGIE

Avril 1984 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masuraux paraît chaque mois dans le Monde daté du mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. - **FRANCE-GABON** : M. Pierre Mauroy achève au Gabon une visite officielle de quarante-huit heures : plusieurs entretiens avec le président Bongo ont permis de sceller la réconciliation entre Paris et Libreville. M. Mauroy fait escale au Tchad avant de regagner Paris le 2 (31/III, 3 et 4/IV).
3. - **ÉTATS-UNIS** : M. Walter Mondale remporte une victoire décisive sur M. Gary Hart en gagnant l'élection primaire démocrate de l'Etat de New-York. M. Jesse Jackson obtient plus de 25 % des voix, dont 89 % des suffrages noirs (3, 5, 6, 10, 12, 17, 20, 26 et 29-30).
3. - **GUINÉE** : Un comité militaire de redressement national prend le pouvoir, en dénonçant la « dictature sanglante » du président Sekou Touré, une semaine après sa mort. Le colonel Lansana Conté, nommé chef de l'Etat, annonce l'instauration d'un régime « libéral » et « démocratique » qui est bien accueillie par la population (du 4 au 13).
5. - **INDE** : Le gouvernement de Mme Gandhi renforce ses pouvoirs spéciaux pour combattre le terrorisme sikh dans l'Etat du Pendjab où des attentats, des assassinats ainsi que des affrontements entre sikhs et hindous ont repris depuis la fin mars (du 3 au 7, 10, 17, 19, 25 et 29-30).
6. - **CAMEROUN** : Une tentative de coup d'Etat est suivie de violents affrontements à Yaoundé : le bilan officiel de 70 morts semble sous-évalué. La garde républicaine, à laquelle appartenaient les putschistes, est dissoute, le 11, par le président Biya tandis que l'ancien président Ahidjo est mis en cause par des proches du chef de l'Etat (du 7 au 17 et 20/IV, 2/IV).
6. - **ÉTATS-UNIS** : Le taux d'escompte de la Réserve fédérale, inchangé depuis décembre 1982, est porté de 8,5 % à 9 %, tandis que le taux de base bancaire, maintenu à 11 % depuis août 1983, a été relevé d'un point en trois semaines (8-9).
7. - **TCHAD** : Neuf soldats français sont tués par l'explosion accidentelle d'un obus, près d'Oum-Chalouba (du 8 au 13).
9. - **VATICAN** : Jean-Paul II nomme un curial africain, Mgr Bernardin Gantin (Bénin), à la tête de la congrégation des évêques et confie à son secrétaire d'Etat, Mgr Agostino Casaroli, la gestion de l'Etat du Vatican (11).
- 9-11. - **SRI-LANKA** : De nouveaux affrontements entre séparatistes tamouls et forces de l'ordre font des dizaines de victimes à Jaffna, la principale ville tamoule au nord de l'île (11, 12, 13 et 21).
10. - **BOLIVIE** : Le président Siles Zuazo réussit à former un nouveau gouvernement qui reconstruit la coalition d'Unité populaire rompue en janvier 1983. Des mesures draconiennes d'austérité sont prises le 13 (12, 14, 15-16 et 18/IV, 2/IV).
10. - **ÉTATS-UNIS-NICARAGUA** : Le Sénat américain, à majorité républicaine, condamne, par 84 voix contre 12, la participation de la CIA au minage des ports nicaraguayens qui suscite une vive réprobation internationale. La CIA fait savoir qu'avant même ce vote, elle a mis fin à ces opérations, commencées en février. Le 25, le Nicaragua porte plainte contre les Etats-Unis devant la Cour internationale de justice de La Haye (4, du 8 au 14, 24, 27 et 28).
10. - **PÉROU** : Un nouveau gouvernement est mis en place par le chef de l'Etat, M. Fernando Belaunde, à moins d'un an des élections générales. Avec à sa tête M. Sandro Mariategui, qui succède à M. Fernando Schwalb, il devrait tenter d'atténuer les effets de la politique d'austérité engagée à la demande du FMI (11 et 12).
- 11-12. - **URSS** : M. Constantin Tchernenko est élu président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'Etat. M. Mikhail Gorbachev est confirmé dans sa position de « numéro deux » en devenant président de la commis-
- sion des affaires étrangères du Soviet de l'Union. La direction du conseil des ministres est reconduite sans changement (4, 10, 12, 13 et 14).
13. - **NICARAGUA** : Alors que le gouvernement de Managua fait face à une offensive sans précédent des « contras », les guérilleros de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) de M. Eden Pastora prennent le contrôle de San-Juan-del-Norte, petit port de la côte atlantique proche du Costa-Rica. La ville est reprise le 17 par les forces sandinistes (du 14 au 21, 14 et 28).
15. - **IRAN** : Les Iraniens votent pour élire les 270 députés de leur Parlement parmi les 1 203 candidats agréés par la justice islamique. Les résultats de ces secondes élections législatives depuis l'instauration de la République islamique ne sont pas connus en avril (14, 15-16 et 17).
- 16-18. - **FRANCE-ZAIRE** : Le président Mobutu effectue une « visite officielle de travail » en France (14, 19 et 20).
17. - **GRANDE-BRETAGNE-LIBYE** : Au cours d'une manifestation d'opposants libyens, des coups de feu sont tirés d'une des fenêtres de l'ambassade de Libye à Londres. Une jeune femme policière est tuée et dix autres personnes blessées. La police britannique encercle l'ambassade et Londres décide, le 22, de rompre ses relations diplomatiques avec Tripoli. Le 27, les troupes occupées des locaux diplomatiques quittent Londres sans être inquiétées tandis que les diplomates britanniques et leurs familles sont rapatriés de Tripoli (à partir du 18).
18. - **EST-OUEST** : M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, présente à la conférence de Genève sur le désarmement un projet de traité interdisant les armes chimiques. M. Andreï Gromyko qualifie ces propositions de « manœuvres sordides », en raison des mesures d'inspection qu'elles prévoient (6, 7, 18, 19 et 20).
19. - **ANGOLA** : Un attentat revendiqué par l'UNITA (opposition au régime de Luanda) détruit un immeuble occupé par des experts cubains à Huambo. Selon un bilan officiel, vingt-quatre personnes, dont quatorze Cubains, sont tués (3, 24 et 25).
19. - **ÉTATS-UNIS** : Le Tribunal fédéral de Chicago juge la compagnie pétrolière américaine Standard Oil of Indiana responsable de la marée noire provoquée en mars 1978 par le naufrage près des côtes bretonnes de l'Amoco-Cadiz, un navire dont elle était propriétaire, par filiales interposées (21 et 22-23).
20. - **AFGHANISTAN** : Les forces soviéto-afghanes lancent

La question du Proche-Orient

2. - **ISRAËL** : Trois terroristes ouvrent le feu à la mitrailleuse et lancent des grenades sur la foule en plein centre de Jérusalem. Une personne est tuée et quarante-sept autres blessées : l'un des agresseurs est aussi tué et les deux autres arrêtés. L'attentat est revendiqué par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh (du 3 au 9).
13. - **ISRAËL** : Quatre terroristes qui avaient détourné la veille l'autobus Tel-Aviv-Ashdod ont été tués par l'armée israélienne. Une soldate israélienne est également tuée. Le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habbache revendique la responsabilité de cette attaque. Une commission d'enquête est créée le 27 sur les circonstances de la mort d'un des membres du commando, photographié vivant après sa capture (du 14 au 20, 24, 26 et 29-30/IV, 2/IV).
19. - **LIBAN** : M. Amine Gemayel s'entretient à Damas avec M. Hafez el-Assad pour la deuxième fois en moins de deux
- mois, alors que, depuis le 15, le cessez-le-feu prévu par la conférence de Lausanne est à peu près respecté à Beyrouth et dans la montagne. Le 25, le désengagement des forces de la ligne de front est achevé : mille deux cents policiers libanais et cent cinquante observateurs dont quatre-vingts Français se sont interposés entre les belligérants (du 6 au 29).
27. - **ISRAËL** : La police réussit à démanteler un réseau d'extrémistes juifs : une vingtaine de personnes sont arrêtées et des bombes, placées dans six autobus, sont désarmées (2/IV).
30. - **LIBAN** : M. Rachid Karame, musulman sunnite membre du Front de salut national (opposition) nommé premier ministre le 26 par le président Gemayel, forme un gouvernement d'union nationale de dix membres : MM. Camille Chamoun et Pierre Gemayel (chrétiens maronites), ainsi que M. Nabih Berri (musulman chiite) et M. Walid Joumblatt (druze) en font partie, mais M. Berri, à peine nommé, refuse son poste (à partir du 21).

FRANCE

6. - **Mort d'André Wormser**, écrivain, éditeur, journaliste à l'Humanité (7, 8-9 et 12).
18. - **Le conseil des ministres** adopte le projet de loi sur l'enseignement privé qui mécontente aussi bien les laïques que les responsables catholiques. Mais c'est surtout contre le projet de décret prévoyant la titularisation des maîtres du privé que ces derniers protestent. Mgr Lustiger, archevêque de Paris, avait affirmé dans une déclaration diffusée le 17 : « Je dis non à un processus de fonctionnarisation des enseignants qui mettrait en péril l'identité de l'école catholique » (6, 7, 10, 11, du 15 au 26 et 28/IV, 2/IV).
18. - **Le Conseil d'Etat** annule les élections municipales de Fort-de-France (Martinique), Thionville (Moselle) et Houilles (Yvelines). A propos de l'invalidation des maires communistes de ces deux dernières villes, M. Marchais affirme qu'il s'agit d'une « profonde entorse à la démocratie » (du 20 au 27).
20. - **Un commando** d'une centaine de personnes attaque et incendie le centre Leclerc de Carcassonne. Plusieurs comités d'action viticole condamnent la « violence de cette action ». Le 26, six viticulteurs de l'Aude sont inculpés et emprisonnés (du 24 au 28).
24. - **Le tribunal correctionnel** de Paris rend un jugement modéré dans l'affaire des transferts illégaux de capitaux vers la Suisse, organisés par la banque

La sidérurgie, les communistes et le pouvoir

- Le 2, M. Georges Marchais, inséparable de l'homme de « l'Etat », sur l'Antenne 2, déclare que « si l'esprit n'est la lettre », des accords PS-PC ne sont respectés et estime que si le président de la République maintient ses décisions concernant les restructurations industrielles, il doit admettre qu'il s'agit d'une « tromperie » en 1981.
- Le 4, M. François Mitterrand réunit la troisième conférence de presse de son septennat. Alors que la Lorraine est paralysée par une grève générale, le chef de l'Etat « s'engage à transférer ou à créer dans les régions sinistrées assez d'entreprises nouvelles pour que les créations d'emplois se multiplient ». Des « pouvoirs exceptionnels » sont confiés à M. Laurent Fabius, « à la tête d'un ministère qui doit désormais devenir celui du redéploiement industriel ». Au sujet des relations avec le PC, M. Mitterrand, constatant qu'« une situation nouvelle se crée à partir d'une lecture et d'une pratique différentes des engagements souscrits », déclare que « le temps est venu de mettre les choses au net ».
- Le 13, les sidérurgistes lorrains organisent une « marche » dans Paris, qui rassemble 35 000 personnes. M. Marchais ainsi que plusieurs élus du PCF participent à la manifestation.
- Le 15, M. Pierre Mauroy, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, indique qu'une « clarification doit avoir lieu » avec le Parti communiste.
- Le 18, M. Mauroy engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur une déclaration de politique générale qui est approuvée par 329 voix contre 156. Les députés communistes votent la confiance tout en réaffirmant leurs « inquiétudes sur les grands problèmes du chômage, du pouvoir d'achat, de la politique industrielle ».
- Le 26, M. Fabius se rend en Lorraine, où il annonce la création de 4 000 emplois en trois ans (du 1 au 28).

- Paribas. M. Pierre Moussa, ancien PDG de Paribas, est relaxé (26).
25. - **Le conseil des ministres** adopte un projet de loi instituant une carte unique de séjour, valable dix ans et renouvelable, pour les étrangers séjournant en France (6 et 27).
25. - **M. Robert Badinter** présente devant le conseil des ministres le projet de réforme de la détention provisoire (26 et 27).
25. - **Plus d'un million** de personnes, dont environ cent cinquante mille à Paris, manifestent dans toute la France pour la défense de l'école publique à l'appel du Comité national d'action laïque. Le PS, le PC, la CGT et la CFDT participent à ces manifestations, tandis que M. Mauroy déclare que « le gouvernement comprend et partage l'émotion et les préoccupations qui s'expriment aujourd'hui » (6, 13, 18, 25, 26, 27 et 28).
25. - **Mort de Jacques Maréchal**, député RPR de Paris, ancien ministre (27).
27. - **Le Haute Autorité** rend public un texte de réflexion qui relance la polémique sur le financement et la gestion du service public de l'audiovisuel (29-30/IV et 3/IV).
29. - **M. Raymond Barre**, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, indique que, « s'il advenait qu'il doive être candidat à l'élection présidentielle », il chercherait un « contrat de confiance » direct avec les Français (2/IV).
30. - **M. Lionel Jospin**, clôture la sixième conférence nationale « Entreprises », réunie par le PS depuis le 28, et dont les travaux ont fait apparaître le malaise de nombreux militants socialistes, invite le PS à « assumer la modernité » (29-30/IV, 2 et 3/IV).

Économie

2. - **LOGEMENT** : M. Paul Quilès annonce dix mesures pour relancer l'achat et la construction de logements (3 et 4).
9. - **AFFAIRES** : Le gouvernement autorise le groupe japonais Sumitomo à racheter la société Dunlop-France (10 et 11).
10. - **PATRONAT** : M. Yvon Gattaz demande une « réforme fiscale en profondeur » pour « relancer l'investissement productif » et propose la création d'emplois nouveaux à certaines allégées (11, 12, 13 et 24).
- 10-11. - **AFFAIRES** : L'Assemblée nationale adopte en première lecture deux projets de loi réformant le droit des faillites : l'un transforme la procédure de règlement judiciaire, l'autre supprime la profession de syndic et modifie le statut des administrateurs judiciaires (du 6 au 13).
19. - **SOCIAL** : La direction de Michelini annonce son intention de supprimer 4 920 emplois en favorisant les départs volontaires (19, 20 et 21).
28. - **TRAVAILLEURS ÉTRANGERS** : Le décret créant une aide publique à la réinsertion dans leur pays d'origine de certains travailleurs étrangers est publié au Journal officiel. En dehors des allocations de l'Etat, l'aide au retour comprendra la contribution des entreprises et celle de l'UNEDIC (6 et 29-30/IV, 2/IV).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- IRAK** : Le piège de la guerre (4, 5 et 6).
- FRANCE** : Le commandant Prouteau mis en cause dans l'affaire des Yrlandais de Vincennes (10, 11, 13, 15-16, 21, 27 et 28).
- ÉCONOMIE** : Le culte et les nouveaux développements de l'industrie des métaux (10 et 17).
- ZIMBABWE** : Le Zimbabwe en mal de parti unique (12, 13 et 14).
- Le 26, M. Fabius se rend en Lorraine**, où il annonce la création de 4 000 emplois en trois ans (du 1 au 28).
- NOUVELLE-CALÉDONIE** : L'épreuve de l'autodétermination (13 et 14).

CULTURE

4. - **M. Mitterrand** déclare au cours de sa conférence de presse qu'il est favorable à l'introduction de la publicité sur les radios locales privées (6, 7, 8-9, 12, 13, 14, 18, 22-23 et 24).
13. - **Mort de Ralph Kirkpatrick**, claviériste et musicologue américain (18).
18. - **Un choix d'œuvres** de la collection Meail, une famille franco-américaine d'amateurs d'art et de mécènes, est exposé au Grand Palais (12 et 21).
22. - **Mort d'Ansel Adams**, photographe américain (25).
25. - **Création** en France de « Boulevard Solitude », opéra de Hans Werner Henze, mis en scène par Antoine Bonnelier au Grand Théâtre de Nancy (27).
26. - **« Aida »**, de Verdi, est donnée au Palais omnisports de Bercy (treize mille cinq cents spectateurs) dans une mise en scène à grand spectacle de Vittorio Rossi, sous la direction de Michel Plasson (28 et 29-30).
26. - **Les comédiens français** présentent à l'Odéon « le Suicidé », pièce écrite en 1928 par l'écrivain soviétique Nicolas Erdman, dans une mise en scène de Jean-Pierre Vincent (26/IV et 2/IV).
26. - **M. Jack Lang** annonce de nouvelles mesures en faveur de la danse, pour améliorer l'enseignement et développer la création et la diffusion (27).
26. - **Mort de Count Basie**, figure de légende de jazz américain (28).

SCIENCES ET FUTUR

- 3-11. - **Trois cosmonautes**, dont un Indien, rejoignent à bord du vaisseau spatial soviétique Soyuz-T-11, la station orbitale Saliout-7, à bord de laquelle trois autres cosmonautes séjournent depuis le 8 février (3, 5, 6, 8-9, 12, 17, 20, 25 et 28/IV, 2/IV).
- 6-13. - **Les cinq astronautes** qui participent à la deuxième mission de la navette spatiale américaine réussissent à réparer et à remettre en orbite le satellite d'observation astronomique Solar Max, en panne depuis près de quatre ans (du 7 au 17).
8. - **La Chine populaire** réussit, pour la première fois, à mettre en orbite géostationnaire un satellite de télécommunications (12 et 20).
9. - **La reine Elizabeth et le président François Mitterrand** inaugurent à Calham (Grand-Bretagne), le JET (Joint European Torus), le plus puissant appareil au monde pour l'étude de la fusion thermonucléaire (11-12/III, 4 et 11/IV).
11. - **Une équipe médicale** australienne annonce la naissance, à Melbourne, d'un bébé-éprouvette qui avait, au stade d'embryon, été conservé par congélation (13 et 19).
23. - **Le secrétaire américain** à la santé confirme que le virus du SIDA a été identifié, en France et aux Etats-Unis (25 et 26).

Le Monde

culture

NOTES

Théâtre

« ANCIENNEMENT CHEZ LOUISE »

Un parfum froid

On pourrait, pour vivre l'aventure, « improviser » la vie, comme on aime, naguère, décider un beau jour d'aller au bout de sa ligne d'autobus, là où on n'est jamais descendu. On trouverait un café fermé, « Anciennement chez Louise », et l'on rencontrerait un enfant qui lit Zola dans le métro, à cent pas de son arrêt, comme s'il n'attendait pas le bus.

L'homme tenait maladroitement d'engager le dialogue, de sortir du carcan de ses habitudes. L'enfant est un rien opaque, renfermé dans ses images et ses secrets, fier. Pourtant, entre eux, le mystère du café fermé les entraîne peu à peu vers une vraie rencontre et une exploration de l'autre côté du mur avec ses verres poussiéreux — quel fut le dernier verre ? — ses bouteilles colorées et le sort de Louise : est-elle en Amérique ?

C'est une situation, et comme l'ébauche d'un sujet qu'a choisi pour son dernier spectacle François Pilet, de la Pomme Verte.

Ce spectacle, peut-être un peu court, souffre d'un excès de pudeur, de retenue : il exhale un parfum un peu froid, en dépit de la promesse certaine de Bernard Montiel (l'homme) et de Barthélemy Robin (l'enfant). Le sujet, pour être très fort, manque de chair.

BERNARD RAFFALLI

* La Pomme Verte, Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse, rue Louise-Michel, 75500 Sartrouville. Tél. : 16.3.914-33-51.

Art

Couleurs à La Villette

Des « journées de la couleur » auront lieu, mercredi 9 et jeudi 10 mai, dans le cadre du Musée national des sciences et des techniques, à La Villette. La couleur, phénomène biologique, outil publicitaire, élément de composition architecturale, ou matière première de la peinture et de l'image cinématographique, fera l'objet de conférences données par des spécialistes du monde scientifique, des universitaires ou des artistes. Une vingtaine de courts métrages réalisés par des « praticiens de la couleur » et des documentaires à caractère scientifique sont prévus en soirée (21), avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 240-27-28).

INSTITUT

Mort de l'historien Pierre-Maxime Schuhl

Pierre-Maxime Schuhl, membre de l'Institut, est mort dans la nuit du 6 au 7 mai. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Ses funérailles auront lieu le 10 mai après-midi, à Saint-Denis, dans l'intimité. La levée du corps se fera le 10 mai, à 8 heures du matin, 7, avenue de Suffren, à Paris.

Né le 28 juin 1902 à Paris, Pierre-Maxime Schuhl avait été reçu à l'Ecole normale supérieure à l'âge de dix-neuf ans. Il était licencié et docteur en lettres, licencié en sciences (physiologie générale, botanique, minéralogie), agrégé de philosophie. Sa carrière universitaire a commencé à Poitiers et s'est achevée à la faculté des lettres de Paris, devenue université de Paris-IV-Sorbonne, où il enseigna l'his-

toire de la philosophie antique de 1945 à 1972. Il avait été élu, le 13 avril 1970, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, qu'il présida en 1978.

Son essai, *Formation de la pensée grecque, à partir d'un renouvellement de la connaissance de la philosophie antique* qui ses ouvrages suivants ont fortement enrichi (Platon et l'art de son temps, l'Œuvre de Platon, etc.). Mais Pierre-Maxime Schuhl était ouvert à tous les domaines de l'intelligence, de l'Essai de Montaigne, à la pensée de Lord Bacon comme aux problèmes posés par le machinisme, voire au saut-silmonisme. Sa curiosité s'étendait à la littérature et à l'art. Il peignait lui-même, et ses pastels furent exposés à Paris, à Toulouse et à Lausanne.

MUSIQUE

« LE MARIAGE SECRET », à l'Opéra-Comique

Tout va bien à bord

La grande question, à l'opéra, est de savoir si le ténor finira par épouser la soprano et comment ils viendront à bout des pièges du baryton, valant l'obstination de la basse et déjouant les intrigues menées par le contralto. Dans le *Mariage secret*, de Cimarra, le problème vient précisément de ce que les deux jeunes premiers sont déjà mariés clandestinement, et c'est ce qui les sauvera.

Créé à Vienne en 1792, commandé par l'empereur Léopold II qui en ordonna une seconde exécution après avoir offert une collation à tous les interprètes, le *Mariage secret* a été adapté d'une comédie anglaise de Colman et Garrick (qui s'inspiraient des gravures de Hogarth) par Giovanni Bertati, le rival et le successeur de Da Ponte, qui le tenait en piètre estime quoiqu'il lui ait emprunté toute la trame de *Don Giovanni*. Situé à la croisée de deux chemins, succédant de deux mois à la mort de Mozart et précédant de quelques jours la naissance de Rossini, cet opéra-bouffe dans la tradition napolitaine peut être considéré selon de multiples points de vue.

Déjà on y entend des effets de crescendo et des répétitions de mots dont Rossini fera son miel, tandis que la composition elle-même marque un recul par rapport à Mozart : les formules abondent, le rythme dramatique est moins serré, et à l'orchestre, on n'entend jamais qu'une seule idée à la fois, rarement exploitée : d'ailleurs, les meilleurs moments de la partition se trouvent dans les deux *finale* et dans le second acte. Le livret n'est pas fertile en rebondissements mais il sait ménager et même accroître l'intérêt jusqu'au dénouement. Il ne s'agit donc pas d'un ouvrage capital ou profondément original mais d'un divertissement intelligent et sans prétensions.

C'est dans cet esprit qu'a été conçu le spectacle présenté à la salle Favart depuis le 28 avril (1) dans une production de l'Opéra de Cologne, qui a déjà voyagé et joué en plusieurs autres scènes. Michael Harp, le prix Smet, 1983 au Stadler Wells Theater de Londres. Dans un décor de Jan Schlubach représentant, selon les indications du livret, un grand salon qui communique avec plusieurs appartements, dans les tons gris de la pierre nue, les personnages évoluent comme dans une comédie bourgeoise, avec juste ce qu'il faut de variété pour faire en une partie du public, mais en loin de ces excès qui défigurent *Tout Joli* et y a quelques années ou de ces vaines relectures dont la mode commence enfin à passer. Réglié dans ses moindres détails, c'est un spectacle qui fonctionne bien, selon

l'expression des gens du métier, et qui se laisse écouter.

La distribution, exempte de vedettes et qui varie légèrement selon les soirs, est homogène. On peut placer en tête Alida Ferrarini (Carolina), dont le timbre clair séduit dès l'abord, et regretter que Maria Szirmay (Fidalia) soit obligée de forcer une voix plus à l'aise dans la légèreté, sans être réellement exceptionnel. Vinson Cole possède cette voix de ténor mozartien qu'exige le rôle de Paolo; Michèle Lagrange (Elisetta), Carlos Feller (Geronimo) et Claudio Nicolai (le Comte) appellent le même commentaire.

L'équilibre entre la fosse et le plateau, toujours délicat à la salle Favart, empêche de juger impartia-

lement le travail du chef. Réduit à treize-cinq musiciens environ (qui peuvent changer d'une représentation à une autre), l'orchestre n'a pas pour autant les qualités qu'on attendrait d'une formation de chambre : l'exécution ne pêche pas par excès de raffinement dans les nuances, mais, en dépit de quelques accidents de parcours, tout va bien à bord sous la direction alerte de Cyrill Diebold. Il faut accorder une mention toute particulière à Dimitri Yakas, dont les interventions au clavier, pleines d'invention et d'à propos, contribuent à donner au récit un intérêt plus vif qu'à l'ordinaire.

GÉRARD CONDÉ

(1) Prochaines représentations les 8, 11, 14, 15 et 21 mai à 19 h 30.

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE TOKYO

Le lyrisme secret du Japon

En tournée pour la première fois à travers l'Europe, l'Orchestre philharmonique de Tokyo, comme l'écrit son président M. Akio Morita, « est en quelque sorte l'incarnation de la passion japonaise pour la musique classique ». Sa discipline, son honnêteté, son sérieux, son esprit d'équipe, son dévouement à la perfection, dans l'ouverture du *Carnaval*, de Dvorak, l'ensemble tourne à plein rendement, avec une raideur que peu militaire qui cède dans la partie médiane à une poésie de clair de lune, d'une infinie qualité.

La Cinquième symphonie de Chostakovitch, si impressionnante dans son écartèlement entre l'angoisse de l'homme irremédiablement solitaire et sa recherche d'une union dans un grand courant populaire, trouve une expression émouvante dans un travail de haute précision dont le jeune chef, Tadaaki Otaka, mime chaque détail, enchaîne les lignes, et calibre les sonorités. On s'attendrait parfois plus de liberté, plus de souffle et d'imagination autour des notes, un lyrisme plus tempétueux et slave. Pourtant il y a quelque chose de bouleversant dans cette construction

acharnée d'un monde visionnaire, qui aboutit dans le large, et surtout le beau thème russe si simple, comme une aurore de paix, du final, à une image très pure, une douceur pleine de tendresse, où l'ère qui s'est battu longtemps contre lui-même et contre le monde qui l'entoure rend les armes.

La poésie, le rêve, habitent le Concerto pour violon, de Tori Takemitsu, intitulé *Orion et les pléiades*, créé ce lundi par l'Orchestre philharmonique de Tokyo. Un merveilleux soliste, au jeu fin, net, trépidant, Tsuyoshi Tsutsumi, recrée de l'intérieur ce chant qui se déploie pensivement à travers les lignes les plus imprévues, les plus acrobatiques parfois, sur un beau décor de sonorités sidérales, de taches lumineuses. C'était tout le lyrisme secret du Japon qui s'inscrivait à l'intérieur de la tradition occidentale.

JACQUES LONCHAMPT. P.S. L'Orchestre philharmonique de Tokyo jouera ce mardi 8 mai au Théâtre des Champs-Élysées la même ouverture du *Carnaval* de Dvorak, avec la Symphonie poétique de Tchaïkovski, et le Concerto pour piano d'Akiyo Yashiki.

ROCK

JOE JACKSON AU ZENITH

Le génie de la synthèse

La scène vide, à peine éclairée, un instrumental sur bande magnétique et, dans la salle, c'est déjà le délire. Hurllements, ovations, avant même d'entrer en scène, Joe Jackson a gagné la partie. Cette partie, il l'a gagnée sans concession, sans jamais aller chercher son public, à son rythme, menant une carrière au gré de ses humeurs, changeant de style régulièrement en dehors des modes et des courants. Aujourd'hui, il est seul dans son domaine : enfant du rock émané, il se réfère à l'occasion pour les attaches et l'énergie, mais pour le reste — les influences, les attitudes, l'esprit — il est ailleurs.

Soutenu par une formation de choc, qu'il a présentée le lundi 7 mai au Zenith comme « le meilleur groupe qu'il ait jamais eu », Joe Jackson verse dans le latino-américain, mâtiné de funk pimenté de swing, avec des penchants de plus en plus sensibles pour le jazz. Mélodies capiteuses, pulsions chaotiques et rythmes torrides, les compositions privilégient claviers et cuivres qui en sont la trame essentielle, la pulvérisée, se réservant une fonction rythmique.

Quel que soit le genre abordé, ce qu'il y a de plus frappant dans la création de Joe Jackson, c'est son sens de l'assimilation. Musicien dans

l'âme, il a le génie de la synthèse, tirant le meilleur parti de ses influences multiples, éclatées, et les adaptant à son identité.

Son statut de star, il l'a obtenu à son insu, presque malgré lui, il suffit de le voir sur scène pour comprendre que c'est la dernière de ses préoccupations. Chaleureux, un brin pataud avec ses allures de benêt maladroit, cherchant le contact avec le public mais exigeant de lui le silence, et se prenant un peu trop au sérieux, il se croit obligé d'introduire chaque morceau (dans un français approximatif). Et quand il s'essaye à quelques plaisanteries, on frise la catastrophe.

Pourtant, c'est aussi cela qui le rend attachant, différent, cette façon de prendre à cœur la moindre intervention, d'être sur scène comme on reçoit des invités. Cette conviction forcée qu'il pose sur tout : quand il chante, habité, stimulé, la voix vibrante et le timbre noir gorgé de soul, ou quand il souffle dans son saxophone. Joe Jackson est l'un des musiciens les plus importants du moment sans qu'il cherche à nous le faire savoir. Rien n'est plus rafraîchissant.

ALAIN WAIS.

* Discographie chez CBS.

CINÉMA

GÉRARD PHILIPPE

Un séducteur et son temps

Une carrière commencée tôt, au théâtre et au cinéma : le rayonnement exceptionnel d'une personnalité en laquelle la jeunesse de l'immédiate après-guerre trouva son héros, son symbole : une mort prématurée, le 25 novembre 1959, quelques jours avant son 37^e anniversaire, ont fait de Gérard Philippe une légende. On a beaucoup écrit sur lui. Mis à part les souvenirs et témoignages recueillis par Anne, sa femme, et Claude Roy, l'essai de Georges Sadoul et ce récit discrètement émouvant qu'est le *Temps d'un soupir* d'Anne Philippe, ouvrages et articles, quel qu'ait été le talent de leurs auteurs, ont, d'une façon générale, contribué à placer cette légende sous les projecteurs bien réglés de l'émerveillement et de la nostalgie.

Le Gérard Philippe de Pierre Cadars ne dérange pas, avec une volonté iconoclaste, cette belle et pieuse ordonnance. Le livre cherche simplement à l'expliquer et à le dépasser, en reprenant le parcours de l'homme et de l'acteur.

Né pour sa part en 1944, Pierre Cadars n'a pas connu le phénomène TNP et les enchantements de la cour du palais des papes à Avignon, la fièvre du *Cid* et l'uniforme romantique du *Prince de Hambourg* : quant aux films, il les a découverts, pour la plupart, en dehors de l'époque où ils ont été tournés. On parlerait bien de « recul historique », si l'expression n'était un peu trop sèche. L'auteur a consulté les archives, s'est appuyé sur des témoignages tout en s'impliquant lui-même dans cette exploration du passé.

Avec lui, ce passé vivant, cohérent, retrouve l'atmosphère sociale et idéologique de 1942 (l'année où Philippe Gérard, comme il s'appelait alors, débuta, à Nice, dans un petit rôle d'une pièce de Roussin) à 1959, tournant radical de nos institutions. Fin de l'occupation allemande, les espoirs de la libération, la révolution culturelle de l'après-guerre, les retombées de la « guerre froide » sur les événements intérieurs de la IV^e République, tout cela appartient à l'histoire personnelle de Gérard Philippe.

Il y avait, chez Gérard Philippe, la séduction de la jeunesse et elle s'est conservée jusqu'au bout d'où la fascination qu'il a exercée dans *l'Idiot*, *le Diable au corps*, *la Chartreuse de Parme*, *Une si jolie petite plage*, *Juliette ou la clef des songes*, *Fanfan la Tulipe*, les *Belles de nuit*, les *Orgueilleux*, *Monsieur Ripois*, *le Rouge et le Noir*, les *Grandes Manœuvres*, *Montparnasse 19* et *Pot-Bouille*, pour ne citer que les interprétations dominantes, les meilleures, à notre sens.

Au cinéma comme au théâtre, Gérard Philippe a pleinement vécu son temps. L'originalité du livre, magnifiquement illustré par des photographies qui n'ont pas déjà été montrées partout et proviennent, en grande partie, des collections de Freddy Buache à la Cinémathèque de Lausanne, tient à ce ressurgissement des années 45-50, à leurs glissements, leurs secousses, leur effervescence, aux idéalisations durement balayées par la réalité, aux crises de conscience.

Ainsi, aujourd'hui, un cinéphile qui s'est donné le temps de connaître et de réfléchir, sans préjugé, peut-il écrire sur Gérard Philippe, non pas « un livre de plus » mais un livre nouveau. L'exigence de l'homme-acteur fut — le public le ressentait instinctivement — la constante d'une attitude humaniste. Avant biographie qu'étude psychologique, l'ouvrage de Cadars rend à Gérard Philippe, avec pudeur, la véritable image de lui-même.

JACQUES SICLIER.

* Gérard Philippe, Éditions Henri Veyrier, collection « Cinéma » dirigée par Claude Gauthier, 216 pages illustrées, 128 francs. Pierre Cadars avait déjà consacré à Gérard Philippe un chapitre de son précédent ouvrage chez Veyrier *Les Séducteurs du cinéma français (1928-1958)*.

■ « PRÉSENCE DE LA ROUMANIE ». — Un colloque international sur le thème « Présence de la Roumanie en France et en Italie » est organisé du 9 au 13 mai à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris III) (13, rue de Saintaut, Paris 5^e).

THÉÂTRE

« LES LINGES DU TEMPS », de Bruno Carlucci

Gauche toute : la bonne lessive

Les Linges du temps est une suite de tableaux reprenant des faits de l'histoire de la France, des Croisades du XI^e siècle jusqu'au jour d'aujourd'hui.

L'actualité, chemin faisant, est entendue, ressentie, commentée, dans une blanchisserie, ce qui est une bonne idée. Les draps, les chemises, il a fallu toujours les laver, selon des méthodes qui ont changé. Une blanchisserie, c'est une France en petit, il y a là le travail et le patronat, il y a tout de suite une question majeure puisque la main-d'œuvre fut surtout féminine, et il y a aussi les personnes dont le linge est bouilli, pressé : hommes politiques, professions libérales, clergé, mais aussi hommes du peuple lorsqu'ils sont aux armées, que les blanchisseuses essaient de récupérer les linges de corps ensanglantés.

Les auteurs de ce long spectacle ont vu grand (conception et mise en scène de Bruno Carlucci, dialogues de Jean-Pierre Léonardini, direction d'acteurs de Viviane Théophilides, décors et costumes d'André Acquart, musique de Anne-Marie Fijal et Jean-Louis Chautemps). Les décors, très étudiés, figurent aussi bien des champs de bataille que des bords de rivières, des avenues, et bien sûr, sans cesse, les

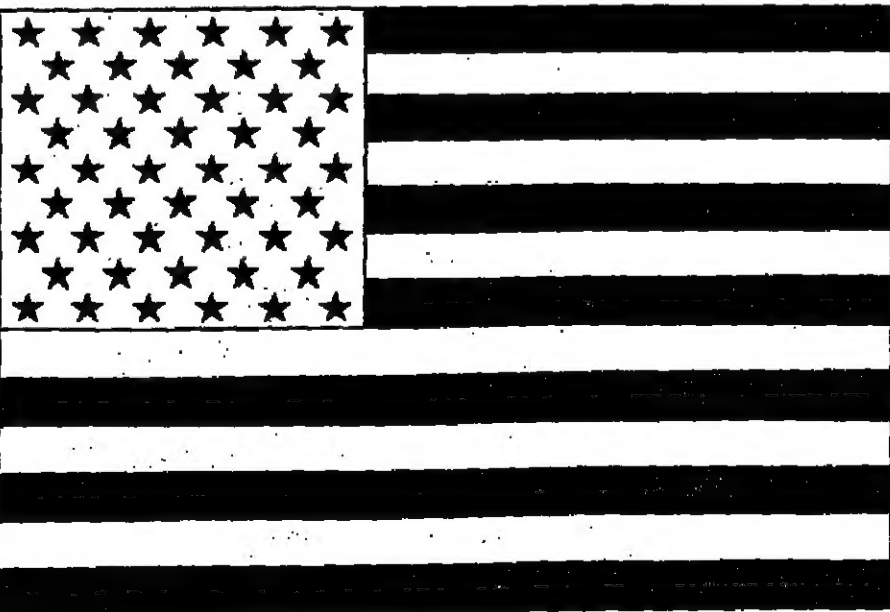
buanderies qui changent avec le temps. Une équipe importante d'acteurs a été très bien habillée : vêtements multiples, historiquement exacts, et aisés, naturels. Un orchestre sur le côté de la scène : musique, vieilles chansons françaises qui alternent avec des airs qui rappellent Brecht.

C'est comme si le public feuilletait un beau livre d'images sonores, claires, soignées, avec paroles fortes dans les bulles. Tout cela bien filé. Mais, même sur une durée de cinq heures (en deux sessions : *la Coule* et *la Saignée*), la saisie d'une infinité d'événements, d'idées très riches, devient nécessairement un peu plus résumée. Ces *Linges du temps* gagnent dès lors une allure « parole d'évangile » qui, dans l'ambiance des salles de théâtre habituées, avec tant d'auteurs, à des analyses plus raffinées, fait un peu trop « peinture naïve ».

A la belle étoile, aux mois d'été, les soirs de fête, dans un climat de détente bon enfant, les *Linges du temps* trouveraient un ton plus juste. C'est du beau théâtre de campagne, de plein air.

MICHEL COURNOT.

* Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 20 h 30.



Air Canada, c'est aussi les USA.

Grande nouvelle : les USA sont voisins du Canada. Du coup, Air Canada peut vous emmener facilement à New York, Boston, Cleveland, Chicago, Dallas, Houston, Miami et Tampa.

Le savez-vous ? Vers Los Angeles et San Francisco, c'est Air Canada qui assure, à des prix comparables et en Service Intercontinental, les liaisons parmi les plus rapides (départ 14 h 35 - arrivée 19 h 45). Et sans doute les plus commodes : une seule escale, Toronto, où vous passerez en même temps les douanes canadienne et américaine.

Pensez-y, USA n'est pas avec Air Canada.

Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Pont Service Tourisme, 20, rue des Capucines, 75009 Paris (11) 46.21.21. Ligne 55 pour le 147. Pour l'Air Canada, le service de renseignements des voyageurs est à votre disposition.



RECEIVED MAY 1

SPORTS

L'INAUGURATION DU BARRAGE « ANTI-CRUE » DE LA TAMISE

Arrêter la mer

Londres. — Arrêter la mer et sauver Londres. Telle est, ni plus ni moins, la fonction de l'étonnant ouvrage d'art qui devait être inauguré, le 8 mai, par la reine Elizabeth. De conception tout à fait originale et spectaculaire, le barrage « anti-crue » de la Tamise devait, accessoirement, devenir un lieu d'attraction plus connu que la tour de Londres, au dire des responsables de l'entreprise, qui n'hésitent pas à faire de ce nouveau monument la « huitième merveille du monde ».

L'Angleterre est en train de sombrer. Cette affirmation ne doit pas être prise au sens figuré. Ce n'est pas l'une de ces stupides mécaniques que l'on échange traditionnellement par « métaphore cordiale » de part et d'autre de la Manche. Ce naufrage est une réalité d'ordre strictement géographique. Tandis que le nord-ouest de la Grande-Bretagne se soulève, le sud-est s'enfonce dans la mer du Nord de 30 centimètres par siècle. A l'échelle de l'histoire de l'humanité, cette inclinaison est extrêmement rapide. L'Angleterre n'est une île que depuis peu. Il y a seulement huit mille ans, elle était encore rattachée au continent, et l'estuaire du Rhin, dont la Tamise était un affluent, se situait entre Dieppe et Brighton.

Flux et reflux

Au cours des cent dernières années, le niveau des marées enregistré au pont de Londres a augmenté d'environ 76 centimètres car, de surcroît, le sous-sol de la capitale britannique, constitué d'une couche d'argile tendre, a tendance à s'affaisser. Londres est doublement livrée aux périls de la mer. Sous certaines conditions météorologiques, indépendamment du mouvement prévisible des marées, des flux venus de l'autre bout de l'Atlantique et s'engouffrant dans le goulet d'étranglement qu'est la mer du Nord peuvent provoquer, dans la basse vallée de la Tamise, des inondations catastrophiques. Londres en a connu à

De notre correspondant

plusieurs reprises dans le passé, notamment au treizième et au dix-septième siècle, mais plus récemment aussi, en 1928 et 1953, quand des raz de marée ont causé la mort d'une centaine de personnes dans la seule région de Londres. En 1976 et en 1978, les quais de Westminster ont été presque submergés. Par chance, la vague est revenue au moment des basses eaux. Mais le danger et sa fréquence augmentent sans cesse.

On estime qu'une superficie de 116 kilomètres carrés, sur laquelle vivent plus d'un million d'habitants, était directement menacée. Le coût d'une nouvelle inondation a été évalué à plus de 3 milliards de livres (36 millions de francs). Il n'était plus possible et suffisant de continuer à surélever les berges comme on l'avait souvent fait auparavant. Aussi, en 1970, a été mis au point le projet de la construction, près de Greenwich, d'un barrage mobile entouré en aval de digues destinées à contenir le flot arrêté. Mobile, parce que le risque ne dure que quelques heures par an et parce que, en temps ordinaire, la circulation fluviale doit rester libre.

Même si le port de Londres a considérablement perdu de son importance et que ses principales installations se trouvent maintenant plus loin, à proximité de l'embouchure de la Tamise, trente-six mille navires passent encore chaque année à Woolwich, l'endroit précis où se dresse le barrage. Il est constitué, sur les 520 mètres qui séparent les deux rives, de dix énormes piliers de béton entre lesquels sont placées des portes métalliques qui, normalement, reposent à plat sur le lit du fleuve et peuvent, au moment voulu, se dresser à la verticale en un quart d'heure, sous la poussée de puissantes vérins. Chacune des quatre portes centrales est large de 65 mètres, haute de 20 et pèse environ 1 300 tonnes.

La solution était audacieuse et elle en donne immédiatement l'impression avec l'architecture étrange des piliers. Ceux-ci sont coiffés d'immenses coques recouvertes de feuilles d'acier inoxydable qui scintillent au soleil, si bien que l'on ne peut manquer d'apercevoir le barrage de très loin en arrivant à Londres par avion.

Double entreprise de sauvetage

Cette réalisation extraordinaire est l'œuvre et la fierté du Conseil du Grand Londres, qui a organisé de nombreuses festivités pour donner du relief à l'inauguration, d'autant que cette institution, contrôlée par l'opposition travailliste, est désormais menacée de dissolution par le gouvernement de Mme Thatcher. Double entreprise de sauvetage...

Il a fallu très exactement dix ans pour mener à bien les travaux qui viennent de s'achever et auront coûté près de 450 millions de livres (prix 1982) financés à 75 % par l'Etat. C'est évidemment très cher, mais cela représente à peine la sixième du montant des dégâts d'une seule des inondations redoutées. L'ouvrage était déjà prêt à fonctionner en cas d'urgence depuis le 31 octobre 1982, date à laquelle a eu lieu, avec succès, un premier essai. Une station d'alerte au nord de l'Ecosse permet de prévoir, douze heures à l'avance, une marée exceptionnelle justifiant la fermeture du barrage. Or les experts pensent que, d'ici à l'an 2000, il faudra procéder à cette opération en moyenne deux fois par an. Après la fin du millénaire, la fréquence pourrait aller jusqu'à dix fois. La durée de vie de cet ensemble est prévue pour soixante ans, mais on sait que bien avant cette limite, il faudra avoir envisagé une autre solution pour protéger Londres des effets de son inexorable enfouissement.

FRANCIS CORNU.

FOOTBALL

VINGT JOUEURS EN STAGE A FONT-ROMEU

Michel Hidalgo, directeur des équipes de France de football, a communiqué, lundi 7 mai, la liste des vingt joueurs qui prendront part, du 13 au 30 mai, à Font-Romeu, au stage de préparation, en vue du championnat d'Europe des Nations.

Cette sélection est la suivante :

- Gardiens de buts : Bata, Bergeron, Rust;
- Défenseurs : Amoros, Battiston, Bossis, Domergue, Le Roux, Tusseau;
- Milieux de terrain : Fernandez, Ferreri, Ghenghi, Girasse, Platini, Tigana;
- Attaquants : Belloc, Bravo, Lacombe, Rocheteau, Six.

La liste définitive des vingt joueurs qui prendront part au championnat d'Europe sera connue le 2 juin mais, sauf blessures, elle ne devrait pas être différente de celle annoncée le 7 mai.

LE CHAMPIONNAT EN DIRECT SUR « CANAL PLUS »

La future chaîne de télévision Canal Plus pourra retransmettre en direct un match par journée du championnat de France de football. La signature d'un protocole d'accord a été annoncée par M. Jean Sado, président de la Ligue nationale de football, à l'occasion de l'assemblée générale qui réunissait à Monaco les présidents des clubs de première et de deuxième division.

Cet accord devrait permettre aux clubs de percevoir dans un premier temps 6 à 7 millions de francs par an et de valoriser le tarif des publicités statiques sur les stades sans nuire pour autant aux affluences. Pour son lancement en novembre, Canal Plus ne devrait toucher que deux cent mille abonnés, principalement en région parisienne.

JUDO

La retraite de Thierry Rey

Thierry Rey ne tentera pas de gagner l'été prochain à Los Angeles une nouvelle médaille d'or olympique. Fini la compétition pour le petit phénomène des tatamis français. Au lendemain des championnats d'Europe de Liège, qui ont vu Marc Alexandre s'imposer brillamment chez les mi-légers, la Fédération française de judo (FFJDA) a annoncé que le judoka de Lagny raccrochait son kimono à vingt-quatre ans.

il lui a barré la route de la finale des championnats de France. Face à cet adversaire qu'il n'attendait pas, Rey ne put pas dans ses tréfonds de hargne pour s'imposer. Après avoir connu le judo des altitudes les plus élevées, il n'arriva plus à trouver la motivation suffisante pour les objectifs plus communs. Sans ce ressort psychologique, son judo habituellement tranché était amoindri.

Après avoir été six fois champion de France de 1978 à 1983, d'abord en super-légers puis en mi-légers, champion du monde en 1979, champion olympique en 1980 et champion d'Europe en 1983, il n'a pas accepté d'être à Los Angeles la doublure d'un gérain qui a sagement vécu dans son ombre depuis six ans en attendant sa chance.

Se déciait était prévisible depuis plusieurs semaines : « Je me sens vieux dans mon corps », avait l'habitude de dire, ces derniers mois, Thierry Rey. Depuis 1977, année où il monta pour la première fois sur la plus haute marche d'un podium en gagnant les sélections d'hiver, il s'était constamment fait violence pour être au poids dans sa catégorie.

C'est un jeune inconnu, Pascal Gilbert, qui s, en fait, mis un terme, le 24 mars, à sa carrière :

ALAIN GIRAUDO.

BOXE : Elbilia déchu de son titre européen. — Le boxeur français Gilles Elbilia a été déchu de son titre de champion d'Europe des poids welters pour ne pas l'avoir défendu dans les délais prescrits par l'Union européenne de boxe. Cet organisme lui a refusé le délai de trois mois qu'il avait demandé pour pouvoir disputer à Detroit un championnat du monde contre McCrory. Le Britannique Lloyd Honeyghan et

l'italien Gianfranco Rosi se rencontreront pour le titre européen.

TENNIS : Tulasne qualifié à Hambourg. — Le Français Thierry Tulasne s'est qualifié pour le deuxième tour du tournoi de tennis de Hambourg, doté de 250 000 dollars, en battant le Suédois Jan Gunnarsson, 1-6, 7-5, 6-1. En revanche, Christophe Frey a été éliminé par le Tchèque Libor Pimek, 6-0, 7-5.



Toshiba ouvre maintenant une usine pour semi-conducteurs en Europe, à Brunswick, RFA.

L'usine nouvellement ouverte à Brunswick fabrique maintenant des CI, LSI et VLS hautement qualifiés suivant une technologie des plus modernes et sur des installations entièrement automatisées. Les CI jouent un rôle décisif comme éléments « star » dans l'industrie électronique. Le développement de la technique des ordinateurs serait inimaginable sans eux. Ils sont nécessaires incessamment pour des appareils d'utilisation à domicile et dans les applications industrielles. Toshiba est universellement en tête dans le domaine de la production des semi-conducteurs. C'est la première entreprise du monde qui réussit à fabriquer en série des circuits complexes CMOS et LSI/VLSI. Avec le commencement de la production de la nouvelle usine à Brunswick, Toshiba est mainte-

nant à même d'offrir à ses clients des avantages importants :

Livraison plus rapide

Car Brunswick est situé 12.000 km plus près que le Japon.

Aide technique renforcée

Non seulement les bureaux de vente, mais aussi l'usine de Brunswick peuvent maintenant répondre à des désirs de clients pour un service technique dans les domaines de l'application, du développement et du contrôle de la qualité.

Service après-vente amélioré

Un laboratoire d'analyse des défauts complètement équipé est à disposition dans l'usine de Brunswick pour pouvoir traiter le plus rapidement possible les réclamations des clients.

Importation simplifiée

Les produits de Brunswick obtiennent le certificat d'origine CEE. C'est la raison pour laquelle les produits ne sont soumis à aucune restriction d'importation ou d'exportation en dehors des états membres de la CEE.

De vastes contrôles de la qualité et de la fiabilité vous garantissent la plus grande sécurité des produits. Ainsi que vous l'êtes habitués de Toshiba.

TOSHIBA

Toshiba Europa L.E. GmbH - Paris Liaison Office - Tour de bureaux de Remy 2 - Avenue de General de Gaulle - 92118 Rosny Sous Bois - Téléphone 101 855 56 56 - Tél. 231 245
Toshiba Sales and Service GmbH - Gropius-Steinweg-Strasse 10, D-3300 Brunschwitz - Tel. (05 31) 31 00 00 - Telex 952 363
Toshiba Europa (L.E.) GmbH - Hauptstrasse 115 - 4040 Neuss - Téléphone 10 21 011 15 80 - Telex 9 52 9 26

مكتبة الامم المتحدة

DU 7 AU 12 MAI 1984

6 JOURS DES 9 BHV

LES

DES 9 BHV

DES CENTAINES DE PRIX 6 JOURS

DANS TOUS LES RAYONS.



RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

Pour votre

DEMENAGEMENT

ODOUL

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

Malte

Logement en famille, appartement ou hôtel en bord de mer. Cours pour adultes, cours spéciaux pour jeunes dans des écoles agréées tous l'année.

Brochure gratuite: Club Act 508 54 55
10, rue St-Maur, 75002 Paris

DU 7 AU 12 MAI 1984

6 JOURS DES 9 BHV

LES

DES 9 BHV

C'EST AUSSI

CREDIT GRATUIT (9 MOIS)

A PARTIR DE 2000 F D'ACHATS. VERSEMENT 20% COMPTANT.
APRÈS ACCEPTATION DU CREDITIER. INTERETS A LA CHARGE DU BHV.

SUR L'ELECTROMÉNAGER,
LA TV, LA HI-FI,
LE JARDIN
(MEUBLES ET MATÉRIELS)



Dans la mesure où le rayon correspondant existe

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

DU 7 AU 12 MAI 1984

6 JOURS DES 9 BHV

LES

DES 9 BHV

C'EST AUSSI

-15% CREDIT GRATUIT (9 MOIS)

A PARTIR DE 2000 F D'ACHATS. VERSEMENT 20% COMPTANT.
APRÈS ACCEPTATION DU CREDITIER. INTERETS A LA CHARGE DU BHV.

SUR TOUS LES MEUBLES,
LITERIE, SIÈGES

meubles de cuisine, de salle de bains, kits d'ameublement
* En vente au rayon meuble

Dans la mesure où le rayon correspondant existe. Sans meubles de jardin. Livraison gratuite Paris et proche banlieue à partir de 800 F d'achat.



RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

DÉFENSE

POINT DE VUE

Les dérives d'une politique

I. - France : on donne le change

par YVES LANCIE (*)

Dans une série de deux articles, dont nous commençons ci-dessous la publication, le chargé de mission de l'EPF pour les questions de défense, M. Yves Lancia, député de Paris, croit discerner, dans la réorganisation de l'armée de terre, une « dérive » de la politique militaire actuelle qui accentuerait le fossé entre la défense nucléaire du sol national et l'engagement des seules forces classiques françaises au sein de l'alliance.

En matière de défense, la perspective doit s'inscrire dans une démarche persistante. Les années 70 furent marquées du sceau de la continuité, si elles connurent à leur début un infléchissement des crédits (c'était l'après-mai 68), et par la suite une inflexion des priorités (avec la revalorisation du corps de bataille).

La grande question qui se posait, par conséquent, au début des années 80 était de savoir dans quelle mesure les grandes options des années 60 seraient maintenues avec l'arrivée au pouvoir d'une équipe longtemps opposée à notre doctrine de dissuasion nationale.

La loi de programmation militaire 1984-1988 allait apporter trois grands éléments de réponse :

- Des engagements sur des crédits et, en parallèle, sur des programmes physiques, engagements que nous jugeons insuffisants et surtout aléatoires ;

- Une référence marquée à la doctrine dite des trois cercles (1), en retrait sur la tendance qui se dessinait en faveur d'une dissuasion plus élargie ;

- Une réorganisation du dispositif de l'armée de terre avec la création de la Force d'action rapide (FAR) et de la division Hadès (2), donnant de prime abord le sentiment d'une timide réintégration dans le dispositif de l'OTAN.

Le débat au Parlement, en 1985, sur l'actualisation de la loi de programmation permettra de vérifier les prévisions, à nos yeux bien optimistes, de la seconde partie de la loi (1986-1988), celle-là même qui vise à rétablir un équilibre général après deux premières années plutôt médiocres (1984-1985). Alors sonnera l'heure de vérité pour les principaux programmes de nos trois armées, bien sûr, mais plus encore pour le développement et la modernisation de notre force de dissuasion, qui ne peut courir le risque d'être dépassée dans la course aux technologies nouvelles.

Mais, sans attendre ce grand rendez-vous, il convient d'ores et déjà, à la lumière de données appa- rues à l'occasion d'une mission récente du Parlement auprès de la 1^{re} armée et des forces françaises en Allemagne fédérale, de s'interroger sur la signification profonde, au-delà des apparences, de la réorganisation de notre dispositif sur le théâtre européen. L'impression prévaut en effet d'une sorte de dérive par rapport à la théorie orthodoxe des trois cercles telle qu'exposée dans la loi de programmation. Dérive qui accentuerait encore le fossé entre la défense nucléaire de l'Hexagone et l'engagement strictement classique au sein de l'alliance atlantique.

Suivant en effet le tableau qui nous a été présenté il y a quelques semaines à Strasbourg, les deux premiers cercles s'inscrivent délibérément dans la stratégie de dissuasion, cependant que le troisième trouve place dans la stratégie d'action. Or, si le premier cercle est toujours circonscrit à l'Hexagone (avec sa notion de sanctuaire pro-

posé par la force nationale stratégique), le deuxième cercle a subi en un an une très sensible contraction : donné dans la loi de programmation comme recouvrant le théâtre européen hors Hexagone, il se réduit désormais aux approches de l'Hexagone, justiciable de l'intervention de notre armement nucléaire tactique en liaison avec la 1^{re} armée.

Dès lors, le troisième cercle, encore donné il y a peu comme correspondant aux interventions hors zone (extérieures à l'Europe), englobe-t-il désormais l'essentiel du territoire de nos alliés européens (« approches » de l'Hexagone saxon). En sorte que l'éventuel engagement de nos forces d'action rapide, très en avant, aux côtés des alliés, exclut formellement le recours à l'arme nucléaire tactique. Là où certains, par conséquent, préconisent une dissuasion très élargie (aux frontières de la République fédérale), là où la doctrine traditionnelle visait, quant à elle, à maintenir l'incertitude, par référence à la notion d'« intérêts vitaux », nous voici donc très discrètement ramenés à une conception de la dissuasion plus strictement hexagonale.

Il est vrai que la perspective d'un engagement précoce de la FAR, même s'il ne peut s'agir que d'une partie de cette grande unité, celle rapidement disponible, est bien reçue par nos partenaires, qui y voient un signe tangible de solidarité. Sans doute leur est-il apparu moins clairement que le gros de nos forces (la 1^{re} armée) verrait privilégiée dans le nouveau schéma sa mission dans le cadre de la stratégie de dissuasion (deuxième cercle), puisqu'il est clairement dit que son engagement sous commandement allié ne pourrait être que limité dans son objet et dans le temps, afin de lui permettre à tout moment de tenir sa place au cœur de la dissuasion, aux approches de l'Hexagone.

A bien considérer pourtant les nouvelles structures du commandement et la nouvelle répartition des moyens, on s'agit mieux cette nouvelle articulation du dispositif : d'un côté la FAR, à laquelle sont rattachés les moyens d'une grande mobilité offensive (hélicoptères notam-

ment), de l'autre la 1^{re} armée, amputée d'une bonne partie de ses hélicoptères (soixante hélicoptères antichars et quarante-quatre hélicoptères de manœuvre au moins) et de ses éléments blindés de reconnaissance (trente-six AMX-10 RC au lieu de quatre-vingt-sept), mais renforcée par contre en éléments d'infanterie et d'artillerie au détriment du nombre de ses divisions blindées, en bref davantage vouée à la défense.

Si l'on considère par ailleurs que le regroupement au sein de la division Hadès de notre armement nucléaire tactique (ANT) pourrait tout aussi bien signifier une mise en œuvre à quelque 300 kilomètres en arrière de nos frontières, on retrouve un schéma cohérent avec la nouvelle théorie des trois cercles.

La 1^{re} armée, couplée avec la division Hadès, assurerait ainsi au contact l'acquisition des objectifs, bien aléatoire en RDA ou en Tchécoslovaquie !

Deux forces pour deux batailles, tel paraît être en définitive le concept retenu qui pourrait alimenter un peu plus le sentiment réconfortant exprimé par certains responsables ouest-allemands : « Tandis que la RFA se battra pour vous en première ligne, la France se battra surtout pour elle » ; ou encore : « L'arme nucléaire tactique occidentale est déployée pour défendre l'Allemagne, tandis que l'ANT française défendrait essentiellement l'Hexagone ».

En conclusion, si un consensus demeure très fort en France sur un certain nombre de principes, les options divergent, par contre, quant à une conception trop restrictive de l'engagement de nos forces, et notamment de notre armement nucléaire tactique, qu'il convient, en toute hypothèse, de doter rapidement de l'arme neutrotrique.

Face à une menace plus précise, et afin de conjurer tout risque de découplage, l'heure nous paraît plus que jamais à la prise en compte de la communauté de destin des nations de l'Europe de l'Ouest.

Prochain article :

OTAN : ON CHANGE LA DONNE

La Force d'action rapide est un outil militaire destiné à marquer la solidarité de la France envers l'alliance

reconnait le chef d'état-major des armées

La Force d'action rapide (FAR), en cours de création dans l'armée de terre, est un outil militaire destiné à marquer, de façon plus concrète, la solidarité de la France envers l'alliance atlantique. C'est la substance des propos du chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Lacaze, devant les auditeurs du Centre des hautes études de l'armement, qui rapporte la revue officielle « Armement » dans son dernier numéro.

Fort de 47 000 hommes lorsqu'elle sera définitivement formée, la FAR est une unité interarmes, actuellement commandée par le général de corps d'armée Gilbert Foray, qui sera essentiellement vouée, en Europe, aux combats antichars grâce à ses hélicoptères et à son infanterie spécialisée, et, outre-mer, aux missions d'intervention ou d'assistance extérieure.

« La France est un partenaire fidèle et loyal dans l'alliance », a expliqué le général Lacaze, avant de constater que ses forces, « en raison de leur implantation géographique et d'un certain manque de mobilité, en particulier logistique », n'étaient pas, jusqu'à présent, en mesure d'intervenir rapidement aux côtés des alliés. Analysant le rôle de la FAR, « qui constitue l'un des éléments novateurs de la réorganisation de l'armée de terre », le chef d'état-major, qui aura cette unité sous ses ordres en temps de crise, a alors explicité la mission de la FAR.

« En vue de marquer d'une façon plus concrète notre solidarité envers l'alliance, le gouvernement a pris la décision de se doter d'un outil polyvalent, signifiant sa volonté de pouvoir engager en Europe, en temps de crise ou de conflit, des moyens classés à l'extrême du moment choisis, pour contribuer à l'éventuel rétablissement de la cohésion du dispositif de l'alliance, sans que cela signifie, en aucune manière, la prise de responsabilité d'un « cré-

neau » dès le temps de paix, ou un retour dans l'organisation intégrée de l'OTAN.

Le général Lacaze fait allusion au fait que, à la différence des forces françaises, qui sont en deuxième échelon plus en arrière, les unités ouest-allemandes, néerlandaises, belges, britanniques, américaines, canadiennes et danoises, appartenant à la structure intégrée de l'OTAN, occupent, dès le temps de paix, un « créneau » du dispositif allié en Allemagne fédérale, face à la République démocratique allemande et à la Tchécoslovaquie.

« S'il est impératif de définir avec précision le rôle de cette nouvelle composante, a ajouté le chef d'état-major des armées, il convient également de dire ce qu'elle n'est pas. La force, compte tenu de sa logistique et de ses moyens de transmissions allégés et de la nature de ses appuis, n'a pas la capacité de prendre à son compte un ennemi menaçant nos frontières sur une direction stratégique. On ne peut donc la créditer d'une capacité de combat identique à celle d'un corps d'armée ».

Le général Lacaze explique, cependant, que la capacité de la FAR « de pouvoir intervenir vite et loin aux côtés des alliés (...) montre à l'agresseur qu'il encourt désormais le risque d'affronter très tôt les forces d'un pays nucléaire qui a l'autonomie entière de ses décisions. Cet aspect élémentaire de l'affrontement ajoute un nouvel élément d'incertitude dans l'analyse stratégique adverse et renforce ainsi la dissuasion d'ensemble ».

Le général Lacaze conclut que, « pour l'agresseur éventuel, qui se trouve placé devant plusieurs décideurs, la stratégie nucléaire indépendante de la France contribue au renforcement de la dissuasion de l'alliance ».

INFORMATIONS « SERVICES »

CARNET DU Monde

VIE ASSOCIATIVE

Survivre en banlieue

Ces deux-là n'ont pas froid aux yeux. Partant d'un postulat — le centre de gravité s'est déplacé de la ville vers la périphérie — ils ont bâti leur association — Cosmopolitiques — comme on monte une société. Le temps de réunir les fonds et de mettre sur orbite un projet gigantesque : un festival international des banlieues qui doit élargir son apothéose en 1989. Le but atteint, ils se saborderont.

Leur capital-idée, ils le dévoilent dans un texte-manifeste qui chaque année drapeau au vent. Murrure, grandement, la banlieue défile : « Au-delà des murs, la zone. Au-delà des fossés, les marécages, les terres inondables... le no man's land qui n'appartient à personne... Révolte bouillonnante du prolétariat urbain. Le pavillon, le jardin, le cabanon, « Culture verte ». Territoire des migrants, des métèques... Pavillon du « rituel », « l'abri pavillonnaire ». Banlieue « dévotisme » de la pauvreté des villes, résistance, prise de conscience sociale et politique. « Ceinture-rouge ». Décharge, bidonville, désocialisation, urbanisation et nouvelles règles de socialisation... Territoire tellurique des mille cultures... où s'invente le futur... »

Il passe un courant dans cette prose-là ? Dame ! Ce n'est pas pour rien qu'ils furent l'un — M. Lev Bogdan — directeur artistique, l'autre — M. Marc Delanne — directeur technique du Festival de Nancy.

L'idée du festival leur vient, de M. Delanne, à la lecture d'une publication du Monde : vingt-quatre enquêtes réalisées par des collaborateurs du journal dans vingt-quatre métropoles et rassemblées dans un ouvrage édité chez Fayard sous le titre *Cités géantes*. Et d'une constatation : les festivals s'essouffent, les lieux dynamiques, aujourd'hui, sont situés à la périphérie des villes, dans cette zone tampon, ce « sas » de passage entre la campagne et la ville qui est la banlieue.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Pensez à partir des quelques lieux réels d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'universitaires, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète. Pour étudier les cultures parallèles, les modes de vie nouveaux, créer des films, vérifier les informations, nouer des contacts, rapporter des subventions. M. Bogdan insiste sur l'importance de la prospective qui doit relativiser et redynamiser la notion de banlieue, inventer ce qu'elle sécrète comme cultures, langages, contre-pouvoirs. Les travaux seront recensés dans une banque de données et une publication régulière, support d'un discours interzones.

DANIELLE TRAMARD.
* Cosmopolitiques, 16, rue du Faubourg-du-temple, 75011 Paris. Tél. : 700-90-97. Cosmopolitiques sera l'invité de Radio 101-Cité 96 (92,80 FM) mardi 8 et mercredi 9 mai à 19 h 30.

ANCIENS DU SCOUTISME. — Le rassemblement national de l'Association des anciens délégués et déléguées de France aura lieu, les 2 et 3 juin, au conservatoire régional de musique, chant, et danses traditionnelles de Ploemeur, près de Lorient.

* Rassemblement auprès du président national, M. Exile Guillen, 15, rue Brown-Séquard, 75015 Paris.

COURS DE FRANÇAIS ET DE MANDARIN. — L'association Sorbonne chinoise, qui vient de se créer, veut favoriser les échanges culturels entre la communauté chinoise de France et la société française. Dans ce but, elle donne des cours de français et une assistance administrative aux Chinois et des cours de mandarin aux Français peuvent également s'inscrire. Des expositions, représentations théâtrales, concerts, sont prévus.

* Association Sorbonne chinoise, 16, rue Dauphine, 75006 Paris (joindre une enveloppe timbrée pour la réponse).

EXEMPLES A SUIVRE. — La municipalité de Clamont-Ferrand et un collectif d'associations de handicapés ont réalisé, à l'intention de ces derniers, un « Guide d'accessibilité » à la plupart des services administratifs, lieux publics, médecine, spécialistes divers, etc., de cette ville. Une quarantaine de stationnements ont été réservés aux handicapés, mesure qui serait inefficace si les véhicules des usagers insouciants — il en existe — n'étaient mis en fourrière. Ces stationnements réservés et les chemins accessibles figurent sur des plans en couleur qui ont été diffusés aux handicapés. Quand on veut...

* Centre régional pour la jeunesse handicapée en Auvergne, 10, rue André-Mollet, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. : (73) 37-25-52.

Une première manifestation est prévue en 1985. L'aspect avant sera souligné par la présence de spécialistes mondiaux. Des films — fiction ou reportage — sur les banlieues seront projetés. Ces hommes de théâtre distinguent recherche, travail de réflexion et « mise en représentation ».

Une ville au-dessus de la ville

Sur ce point, on peut leur faire confiance : ils envisagent des opérations spectaculaires : faire sauter un immeuble, démolir un morceau de ville — provocation, mais aussi occasion de rêver à d'autres conditions de vie. Tout aussi déconcertant : tracer des itinéraires au laser en dégageant des lignes de force imaginaires ou réelles, dessinant, par exemple, une ville au-dessus de la ville ; envelopper un bâtiment à la manière de Christo ; retransmettre simultanément un débat par satellite entre Berlin et New York ; interroger Henri Lefebvre sur ses expériences pédagogiques dans la banlieue de Mexico. Plus classiques : organiser un concours de beauté des véhicules ; présenter des reportages sur le sport en banlieue, etc.

Ces hommes de communication — M. Bogdan est directeur des programmes à TSP 93, radio soutenue par le conseil général de Seine-Saint-Denis — ne craignent-ils pas qu'on leur vole leurs idées ? « Non : si on nous les prend, nous en aurons de meilleures encore ».

Le projet de 1985 devrait avoir une suite en 1987 et la manifestation finale, en 1989, aurait pour thème les « mutants ». Ce sont là des pistes que le travail de recherche continue ou infirme. « En tout état de cause, note M. Delanne, les banlieues sont le problème majeur des années à venir pour les politiques comme pour la société dans le monde entier ».

S'agissant des immigrés, cet architecte, ami de Julien Garguet, héros de *L'été indien*, est optimiste : « On parle de la première génération, de la seconde, il n'y aura pas de troisième. Il y aura des mutants » Banlieues multiraciales ou non, ghettoes où les rêves humanistes s'organisent pour survivre, comme à Varsovie hier, dans les camps palestiniens, les favelas, aujourd'hui : « Face au phénomène de survie, les gens font preuve d'une imagination fantastique, ils vivent avec la vie au ventre », admet M. Delanne.

DANIELLE TRAMARD.
* Cosmopolitiques, 16, rue du Faubourg-du-temple, 75011 Paris. Tél. : 700-90-97. Cosmopolitiques sera l'invité de Radio 101-Cité 96 (92,80 FM) mardi 8 et mercredi 9 mai à 19 h 30.

LE JARDINIER EST UNE FEMME. — La Centre travailler en Ile-de-France organise, pour des femmes de vingt-cinq à quarante-deux ans souhaitant travailler en plein air, un stage d'horticulture préparant au concours de jardinière de la Ville de Paris. Ce stage aura lieu du 4 juin 1984 à fin mai 1985. Epreuves de sélection les 9, 10 et 11 mai.

* Retrauvillier, 34, rue Balard, 75015 Paris. Tél. : 380-23-09.

MAISON D'ACCUEIL. — La Fédération nationale des associations familiales de maisons d'accueil (FNAFMA) étudie les conditions d'un véritable tourisme populaire lors de ses assises nationales qui auront lieu, les 12 et 13 mai, à Dourdan (Esson).

* FNAFMA, 28, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : 285-39-13/52.

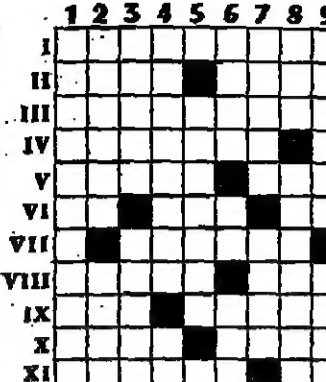
RENOVATION. — La jeune association de quartier Nantes-Pont de Flandre à Paris (le Monde du 15 janvier) développe ses initiatives. L'élargissement de la rue de Flandre étant décidé, elle vient d'interroger les habitants sur l'aménagement de leur quartier. Vendredi 11 mai à 18 h 30, au restaurant Larose, 28, rue de Nantes, elle présentera aux associations et aux élus les résultats de son référendum et en remettra les résultats au commissaire-enquêteur de la ZAC.

* Association de quartier Nantes-Pont de Flandre, 28, rue de Nantes, 75019 Paris.

PEINTURES RÉCENTES KIMURA
10 avril - 12 mai 1984
ART YOMURI
5, quai Conti, Paris (6^e)
328-15-35

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3705



HORIZONTALEMENT

I. Il voue à son prochain une passion par trop dévorante. — II. C'est la petite qui tient la plus grande place. Animal à part. — III. Son interruption paralyse le progrès quand celui-ci est en marche. — IV. Le paravent du couard. — V. Barbaud ou coupai la barbe. Sète pour Troyes. — VI. Personnel. Flotte à proximité du berceau de l'animal. — VII. Fil ou ramassage de pils. Grecque. — IX. Élément d'un cycle. Fait preuve d'énergie après avoir été pompé. — X. Vase de Chambre. Même supérieure, elle a fait vœu d'humilité. — XI. Surcharge. Préparation.

VERTICALEMENT

I. Canabière. — II. Amérique. — III. Nos. Ebène. — IV. Tu. Braser. — V. Irréel. Si. — VI. Ne. — VII. Eugénisme. — VIII. Fiole. — IX. Tiedeur. — X. Ubac. La. — XI. Musée. Set.

Solution du problème n° 3704

Horizontalement

I. Canabière. — II. Amérique. — III. Nos. Ebène. — IV. Tu. Braser. — V. Irréel. Si. — VI. Ne. — VII. Eugénisme. — VIII. Fiole. — IX. Tiedeur. — X. Ubac. La. — XI. Musée. Set.

Verticalement

I. Cantine. Hum. — 2. Amoureux. Bu. — 3. Nés. Tas. — 4. Er. Bénéfice. — 5. Bière. Nie. — 6. Igébal. Iode. — 7. Eues. Isle. — 8. Rbes. Meule. — 9. Esérine. Rut.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 MAI

« Le Marais », 12 h 15, place des Vosges, M^e Semat.
« Les orphelins apprentis », 15 heures, 40, rue la Fontaine, M^e Bacheler.
« La montagne Sainte-Genève », 15 heures, devant Saint-Etienne-du-Mont, M^e Dubecq.
« Hôtel des archéologues de Sens », 15 heures, 1, rue du Fiquier, M^e Legré.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LA JOURNÉE DU 9 MAI 1984

A Paris-Montsouris la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était de 1023,6 millibars, soit 767 millibars de mercure.
Tendance : légère hausse.
Température : 5 degrés sous abri.
Humidité : 82%.

Au sommet de la tour Eiffel, vent de nord à nord-est soufflant de 35 à 40 kilomètres/heure.
Minimum de température cette nuit : 4,3 degrés. Les températures extrêmes de la journée d'hier : minimum 5,9 degrés, maximum 13,1 degrés.
Bassin parisien et Normandie mardi après-midi : un temps frais avec du vent de nord-est assez fort, mais un temps plutôt ensoleillé malgré de forts passages nuageux en matinée. Les passages nuageux, toutefois, resteront plus abondants sur le nord de nos régions ; des averse pourront se produire en Picardie et au nord de la Champagne.

Températures maximales prévues : de 14 à 15 degrés, 12 à 13 degrés sur les côtes de la Manche.
Pour mercredi, à nouveau une nuit et une matinée fraîches avec de petites gelées dans l'intérieur. Des formations brumeuses se dissiperont en matinée ; il fera beau ensuite mais avec un ciel nuageux près de la Manche. Températures maximales en légère hausse avec du vent de nord-est.

(Le relevé des températures ne nous est pas parvenu.)

EN BREF

AUX INVALIDES

L'ARMISTICE AVEC PANACHE. — A l'occasion de l'anniversaire de l'armistice de 1945, un grand film exclusif sur la seconde guerre mondiale, d'une durée de près de quatre heures, sera projeté en permanence, mardi 8 mai de 10 heures à 18 heures, dans la salle de cinéma du Musée de l'armée, à l'Hôtel national des Invalides à Paris (7^e).

A 17 heures, le *Regroupement* pour voix d'hommes, de Cherubini, sera interprété à l'église Saint-Louis-des-Invalides par l'orchestre symphonique de la Garde républicaine et les chœurs de l'armée française.
A 22 h 30, « Ombres de Gloire », spectacle son et lumière, sera présenté comme chaque soir, dans la cour d'honneur des Invalides.

* Renseignements : 555-92-30.

UN GUIDE PRATIQUE

MONTRE UN SPECTACLE. — L'Office départemental d'action culturelle du Calvados (ODACC) vient de publier un *Guide pratique des créateurs et organisateurs de spectacles dans le département du Calvados et la région*. D'une présentation agréable et raffinée, ce guide de 262 pages se présente comme un inventaire détaillé des organisateurs de spectacles (avec description des salles), des créateurs et des organismes pouvant apporter une aide technique et financière. Sa diffusion hors de Basse-Normandie se justifie du fait de l'insertion de nombreuses pages de réflexions, d'informations et de services (conseils pour bien organiser un spectacle).

* 45 F (francs de port : 13 F) auprès de l'ODACC, 28, rue Jean-Édouard, 14300 Caen.

PHOTOCOPIE COULEUR

SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TÉL. 572.41.46+

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Lucien CLOSTRE, docteur en droit, président de tribunal honoraire, survenu à Paris, le 1^{er} mai 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées, le vendredi 11 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9 rue du Docteur-Roux (75015).

L'inhumation aura lieu le 11 mai, à 9 h 45, au cimetière de Passy, rue du Commandant-Schlossing (mètre Trocadero, 75016).

— M^{me} Françoise Contamin, son épouse, M. et M^{me} Emmanuel Contamin, Antoine, François, Bénédicte, Arnette et Laurent Contamin, ses enfants, M^{me} Louis Contamin, sa mère, M^{me} Marie Contamin, sa sœur, ont la tristesse d'annoncer le décès de

professeur François CONTAMIN, médecin de l'hôpital Saint-Antoine, survenu le samedi 5 mai 1984, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 10 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à Paris-16^e, et seront suivies de l'inhumation à Boisvau-Maugis (Orne), le même jour, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Léon Davous, M. et M^{me} Philippe Davous, et leurs enfants, M. Jean Davous, M. et M^{me} Patrick Davous, et leurs enfants, M^{me} Claude Schmidlin, Les familles Davous, Schmidlin, Duval, Truelle et Deguillaume, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Léon DAVOUS, née Anne-Marie Schmidlin, survenu le 5 mai 1984, dans sa soixante-quatorzième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre CAUTENET, ancien enseignant.

De la part de son épouse, née A. Lopez, ses filles et Jean-Marc, sa sœur, sa famille et ses amis, ainsi que de sa profonde tristesse.

Les obsèques ont eu lieu à Calumet (Hauts-de-Seine), le 16 avril 1984.

Calumet, 70000 Vesoul.

— M^{me} Jacques Chambon, son épouse, M. Frédéric Chambon, son fils, M^{me} Régine Girardeau, sa sœur, M. Jean-Christian Girardeau, son neveu, M. et M^{me} Alain Couturier et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Duval, son beau-frère et sa belle-sœur, ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CHAMBRON, artiste musicien, orchestre de Paris, professeur au conservatoire national de musique de Lyon, survenu brutalement le 4 mai 1984 dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Bruno de Bordeaux (Gironde).

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Péclet, 75015 Paris.

[Né à Bordeaux le 23 mai 1931, Jacques Chambon, après ses classes au Conservatoire, participe à de nombreux concours de musique de chambre, en particulier avec l'orchestre de Jean-François Paillard, et il est engagé à l'Orchestre de Paris, comme hautboïste soliste, dès sa constitution en 1957.]

— M^{me} Marcel Guigou, M. et M^{me} Jean-Louis Guigou, M^{me} Vincent, Paul, Bernard Guigou, et leurs épouses, font part du décès de leur époux et père,

Marcel GUIGOU.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 7 mai 1984, à Apt (Vaucluse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. le pasteur et M^{me} Philippe Morel, M. le pasteur et M^{me} Jean Seigneur, M. et M^{me} Etienne Morel, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Jacqueline Mayniel, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Elie MOREL, née Marguerite Mayniel, rappelée à Dieu, le 25 avril 1984, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Communications diverses

— Sur le thème : « la Grande-Bretagne et la Communauté européenne », la baronne Elies, membre de la Chambre des lords et du Parlement européen, animera une conférence-débat, organisée par le club Perspectives et Réalités de Neuilly-Puteaux, le 10 mai, à 20 h 30, au Petit-Chêne, 4, rue de Chézy, 92200 Neuilly-sur-Seine. (Participation aux frais : 10 F par personne).

ROBLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

مقدار من الاصل

AFFAIRES

A Clermont-Ferrand

Fin de la « monoculture Michelin » et « dégraissage en douceur »

Clermont-Ferrand. - L'annonce, le 19 avril, des mesures de réduction d'effectif, n'a pas changé l'atmosphère de la place des Carmes, cœur des usines Michelin. Le calme est apparent. Clermont-Ferrand s'inscrit en silence, alors que 100 kilomètres de là, Montluçon semble monter la garde autour de Dunlop, prêt à s'enflammer à nouveau si la saignée pratiquée par Sumitomo - 1300 ouvriers sur le tapis - ne se trouve à terme coagulée par les effets du pôle de conversion.

A dire vrai, la tiédeur clermontoise n'a rien d'étonnant. Elle est traditionnelle et domine la paysage psychosocial de la ville. Près d'un siècle de paternalisme a façonné un profond consensus entre la famille Michelin et les générations d'ouvriers-paysans, les « Biba » (1), dont on dit facilement qu'ils « sentent le caoutchouc ». François Michelin n'est sans doute plus « Dieu le père », mais ses prédécesseurs l'ont été, et il reste de cet attachement la façon de le désigner respectueusement dans les ateliers par « Monsieur François ».

Clermont-Ferrand a prospéré autour de Michelin. Comment pourrait-elle se faire subitement à l'idée de ne plus pouvoir compter uniquement sur le géant du pneumatique ?

Hors l'histoire des relations sociales, deux autres raisons expliquent cette quiétude qui recouvre en réalité de grosses interrogations, sans qu'elles s'expriment dans la rue. Premier point : les modalités, organisées ou non, de l'annonce des mesures ont réduit la portée du choc. La veille même du fameux 19 avril, on parlait avec insistance de 7 000 licenciements. Aussi constatait-on comme un sentiment de soulagement le lendemain, en apprenant que 3 520 personnes se trouvaient en fait concernées dans l'agglomération. Aujourd'hui, souligne-t-on dans les usines, l'heure est à la réflexion : chacun attend d'en savoir davantage.

De notre correspondant

Deuxième point : le contenu des mesures, qui ne prendront effet qu'en 1985. Elles ne s'avèrent pas traumatisantes (le Monde du 21 avril) et beaucoup de travailleurs de la production sont intéressés par la convention FNE que Michelin améliorerait, par ses fonds propres. Sans le formuler aussi précisément, les leaders syndicaux estiment que le coup a été finement joué. A la CGT, on parle de « casse à visage humain, si l'on peut dire ». A la CFDT, même ton : « Les départs volontaires, c'est rassurant. Michelin saine les usines de Clermont en douceur ».

Rude continuité pour l'économie locale. Le terrain du recul de l'emploi chez Michelin est labouré depuis 1980 avec rigueur, puisque les effectifs sont passés de 29 908 à 25 866 en 1983. Au train prévu, la firme aura « dégraissée » en six ans 30 % de son personnel initial, soit près de 9 000 salariés.

Au-delà de leur insistance à souligner qu'il n'y a pas de sureffectifs comme le fait valoir la direction, les syndicats interrogent : « Pourquoi les usines de Clermont-Ferrand sont-elles les plus touchées ? »

Ce sujet est rapidement venu à la surface des discussions à travers la ville, et d'aucuns s'échafaudent des hypothèses, dont la plus répandue est que Michelin pourrait transformer à terme le site clermontois en centre de recherches. Si peu d'éléments viennent étayer cette appréciation, elle témoigne des vives craintes ressenties en particulier dans le secteur du commerce et, bien sûr, dans celui de la sous-traitance au niveau des 638 fournisseurs installés dans le Puy-de-Dôme.

1 = 3

L'ampleur des effets reste à établir, mais, déjà, les interlocuteurs régionaux s'entendent pour estimer qu'un emploi productif chez Michelin induit deux à trois emplois hors de l'entreprise. « Il faut bien dire aux

pour reconstituer un trou pareil par l'action des PMI estime M. Francis Fontaine, chargé de mission au conseil régional, une instance qui a saisi au vol la proposition de Michelin d'aider à la reconversion pour plusieurs centaines de ses cadres intéressés à la création d'entreprises. « Il y aura de l'argent pour ça dans le cadre de l'agence régionale de développement en cours de création », indique M. Fontaine. C'est un pas de plus dans la collaboration feutrée établie depuis un an et demi entre le conseil régional et la manufacture dans un but de diversification industrielle (le Monde du 7 mai 1983).

Discretion propre à Michelin oblige. Il est impossible de quantifier précisément ses interventions. Une soixantaine d'entreprises auraient bénéficié de son soutien à l'exportation grâce à son réseau commercial et à l'amélioration de leur technicité et de leur gestion. Cet engagement, pour lequel M. François Michelin n'a pas altéré sa totale autonomie, est ainsi appelé à se renforcer dans le cadre des mesures annoncées.

Cette volonté du conseil régional, que préside M. Maurice Pourchon (PS), soulève des réticences syndicales. Nuancées à la CGT : « On est pour la diversification industrielle, mais elle se fera mieux autour d'un pôle puissant ». Virulentes à la CFDT : « Les pouvoirs publics sont prêts à se coucher, dit Jean-Claude Peuf, un de ses secrétaires. Ils doivent avoir des exigences sur les intentions de Michelin pour ses usines clermontoises et françaises ».

Les idées qui trottent dans les têtes clermontoises dépassent l'horizon 1985. La fin d'une « monoculture industrielle » vieille comme le siècle est-elle irrémédiablement amorcée ? Le débat est entre ceux qui réfutent l'idée de cette fatalité et ceux qui s'inscrivent d'ores et déjà dans une logique d'adaptation.

LIBERT TARRAGO.

(1) Contraction de Bibendum, le gros bonhomme illustrant les publicités de la firme.

LES PERTES D'AMREP ONT DOUBLÉ PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS

Le groupe parapétrolier AMREP, dont les déboires financiers continuent à défrayer la chronique boursière depuis plusieurs semaines, a finalement perdu 823 millions de francs en 1983, selon un audit réalisé par le groupe Arthur Andersen, soit deux fois plus que les chiffres avancés par la société au début du mois de mars. Victime de mauvais résultats imputables à sa principale filiale d'exploitation, l'Union Industrielle et d'entreprise (UIE), notamment au Brésil et au Nigeria, cette société spécialisée dans la fabrication de plates-formes pétrolières enregistre un déficit « supérieur à 1,4 milliard de francs », selon un communiqué publié lundi 7 mai à l'issue d'une réunion du conseil d'administration d'AMREP.

En effet, outre la perte de 823 millions de francs pour le dernier exercice, il faut également tenir compte, précise le communiqué, de pertes « inévitables » d'environ 300 millions pour 1984, de pertes « prévisibles » d'environ 200 millions pour 1985, de 200 millions environ pour les mesures de restructuration, enfin, de 100 millions pour les provisions destinées à la filiale du Venezuela.

Un lourd bilan pour cette entreprise, dont Bouygues s'est assuré le contrôle sous réserve d'inventaire (le Monde du 13 avril 1984) en dépit d'un non-voté par le conseil M. René Augereau, pour remplacer M. André Miller à la tête d'AMREP.

LE GROUPE VICTOIRE RACHÈTE VIA ASSURANCES

Le groupe d'assurances Victoire (Abeille et Paix) a acquis auprès de la Compagnie de navigation mixte sa filiale VIA-Assurances (Le Monde SA et VIA-Assurances (IARD), par rachat en Bourse de Paris.

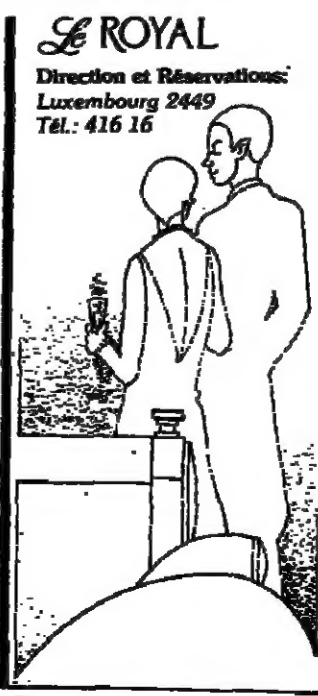
Cette opération va faire du groupe Victoire, ainsi renforcé, le premier groupe privé de l'assurance française, devant les AGP, et le second de l'assurance française, avec une quinzaine de milliards de francs de primes, après l'UAP et à égalité avec les AGF.

L'opération a été facilitée par le fait que la Compagnie de navigation mixte holding présidée par M. François Fournier, contrôlé déjà par le groupe Victoire, conjointement avec la Centrale d'investissement (MM. Dassault et Vernes), au travers de leur filiale commune la Compagnie Industrielle.

Cette dernière, on le sait, avait réussi, après le 10 mai 1981, à arracher le contrôle du groupe d'assurances Victoire, Abeille et Paix à la Financière de Suez, qui, finalement, a réussi à conserver 34 % du groupe Victoire.

L'opération qui vient d'être effectuée, constitue donc un aboutissement, et, surtout, la prise en main de VIA-Assurances, qui a connu de nombreuses difficultés dans le passé, par le groupe Victoire, en bien meilleure situation.

F. R.



Ouverture Juin 1984

La Grande Tradition Hôtelière à votre service pour mieux apprécier tous les bons moments de votre séjour à Luxembourg.

AGRICULTURE

Le premier marché à terme de la pomme de terre s'ouvre à Tourcoing

De notre correspondant

Lille. - Le mercredi 9 mai s'ouvre au centre Mercure, à Tourcoing, un marché à terme de la pomme de terre, le premier et le seul en France, le troisième en Europe, après Amsterdam et Londres (1). L'initiative en revient à la chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing, qui espère que ce nouveau marché à terme prendra en quelque sorte le relais - on verra tout au moins en complément - de celui de la laine peignée installé à Roubaix et qui subit une baisse importante d'activité. Le nouveau marché disposera du personnel et de l'infrastructure de celui de la laine.

La pomme de terre est un produit qui se prête parfaitement à ce genre d'opération. Il ne fait pas l'objet d'une réglementation au sein de la CEE et est soumis, comme toute production agricole et peut-être plus que d'autres, aux aléas climatiques. Il en résulte des variations de cours très favorables et coopératives pour la mise en place de ce nouveau marché.

La Banque centrale de compensation, créée au lendemain du scandale du sucre en 1974, apportera sa garantie, et, pour éviter toute spéculation abusive, exigera des dépôts, c'est-à-dire une garantie financière, de l'ordre de 15 % de la valeur des contrats.

Pour la première année, les responsables de ce nouveau marché espèrent y faire transiter les ordres d'achat et de vente de 350 000 tonnes de pommes de terre sur une production totale française de 4 à 4,5 millions de tonnes. Le marché de Londres couvre pratiquement toute la production britannique commercialisée (plus de 4 millions de tonnes) et celui d'Amsterdam, la moitié (1,5 million de tonnes) de la production des Pays-Bas.

Le marché de Tourcoing pourrait donc connaître un essor rapide, bénéficiant d'une situation géographique privilégiée au cœur d'un bassin de production entre les Pays-Bas et la Belgique et les cinq départements du Nord de la France, qui fournissent à eux seuls 80 % de la production française de pommes de terre de conservation (hors les primeurs).

JEAN-RENÉ LORE.

(1) Le marché sera ouvert chaque jour d'ouverture des Bourses. Les contrats porteront sur des lots de 20 tonnes de pommes de terre de calibre 40 millimètres et plus. A l'image des cotations anglaises et hollandaises, les échéances seront fixées en novembre, février, avril et mai, correspondant à la fin de la récolte au milieu de l'hiver et aux fins de campagne.

CONJONCTURE

M. CHIRAC : une réduction d'impôt ne peut être qu'illusoire

De source autorisée, tant à l'Elysée qu'à Matignon et au ministère des finances, on affirme qu'aucune décision n'est prise quant aux modalités fiscales de l'abaissement des prélèvements obligatoires promis par le président de la République. Ces modalités seront arrêtées au cours des mois de juin et de juillet.

Les orientations du budget de 1985 commenceront à être réalisées à partir des discussions au sein du gouvernement qui auront lieu au cours de l'été, a confirmé M. Lionel Jospin au micro de France-Inter, lundi 7 mai, dans l'émission « Face au public ».

Quant aux réactions que suscite une éventuelle diminution des impôts, le premier secrétaire du parti socialiste les a commentées en ces termes : « Si on se situe au niveau du sens commun, il paraît curieux de voir cette levée de boucliers. »

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● États-Unis : progression des bénéfices des sociétés. - Les bénéfices des sociétés américaines ont fortement progressé au cours du premier trimestre 1984, notamment dans les secteurs de l'automobile et de la construction. Selon des statistiques publiées le 7 mai par le Wall Street Journal, les bénéfices nets de plus de cinq cents grandes compagnies américaines ont augmenté de 58 % au cours des trois premiers mois de l'année par rapport au premier trimestre 1983.

Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans l'automobile (+ 236 %), les produits alimentaires (+ 196 %), les matériaux de construction (+ 151 %), les fabricants de pneumatiques et les chemins de fer. D'autres secteurs, comme la sidérurgie ou les métaux non ferreux, ont à nouveau gagné de l'argent après avoir subi de lourdes pertes un an auparavant, tandis que certains, comme les compagnies aériennes, réduisaient très fortement leurs pertes, tout en demeurant déficitaires. - (AFP)

● Les investissements de British Telecom. - British Telecom va dépenser plus de 100 millions de livres (1,1 milliard de francs) pour automatiser l'ensemble de ses services. La société va ainsi acheter une trentaine de très grands ordinateurs. Elle a choisi deux fournisseurs : IBM, qui confirme ainsi sa pénétration à l'intérieur des télécommunications britanniques, et la société nationale ICL.

● 54 milliards de francs pour les CODEVI. - Les CODEVI (comptes pour le développement de l'industrie) totalisaient 54 milliards de francs à la fin du mois de février, chiffre en progression de 9,3 % sur le mois précédent. Selon l'Association française de banques (AFB) bien que le rythme de collecte se ralentisse progressivement, les capitaux recueillis chaque mois restent

importants avec plus de 4,5 milliards de francs en février. La part des Caisses d'épargne dans la collecte est passée de 22,3 % à 23,5 % de janvier à février alors que celle des banques de l'AFB est revenue de 41,7 à 40 %. Les parts respectives du Crédit Agricole, des Banques populaires et du Crédit mutuel ont augmenté modérément.

Énergie

● Hausse de la consommation d'énergie en France au 1^{er} trimestre. - La consommation d'énergie en France a augmenté de 6,1 % durant les trois premiers mois de l'année, par rapport au 1^{er} trimestre de 1983, a annoncé le 2 mai le secrétaire d'État à l'énergie. Cette reprise de la consommation traduit « pour partie un relâchement dans les comportements de maîtrise de l'énergie ». La facture énergétique extérieure de la France s'est par ailleurs fortement alourdie : 53,2 milliards de francs au 1^{er} trimestre, soit 23,7 % de plus que pour la même période de 1983. La reprise de la consommation, sensible depuis plusieurs mois dans le secteur « domestique », se manifeste également depuis le début de 1984 dans l'industrie.

Social

● Option pour les médecins à honoraires libres. - Un arrêté publié au Journal officiel du 6 mai, approuve un avenant à la convention entre les syndicats médicaux et les caisses de Sécurité sociale. Celui-ci permet jusqu'au 15 mai aux médecins praticiens les « honoraires libres », de revenir aux tarifs conventionnels ou de se « déconventionner » totalement. Cette disposition répond aux demandes des syndicats médicaux (le Monde du 7 mars). Mais ceux-ci souhaitent aussi que les médecins conventionnés puissent changer de statut, ce qui n'a pas été accepté.

SNCF

EMPRUNTS MAI 1984
2,5 MILLIARDS DE FRANCS
OBLIGATIONS DE 5.000 F

Emprunt à taux variable :

Montant : 1,25 milliard de francs

Prix d'émission : Le pair soit 5.000 F par titre

Taux d'intérêt annuel : Egal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis ou assimilés, publiés par l'INSEE multipliée par :
0,9 pour les 4 premières échéances,
1 pour les 4 échéances suivantes,
1,1 pour les 4 dernières échéances.

Intérêt minimum : 7,50 %.

Amortissement en 4 tranches égales de 1983 à 1996

- soit par remboursement aux prix suivants :
106 % le 21 mai 1983
107 % le 21 mai 1984
108 % le 21 mai 1985
109 % le 21 mai 1986
- soit par rachats en Bourse

Amortissement anticipé : La SNCF se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse.

Date de jouissance et de règlement : 21 mai 1984.

Durée : 12 ans.

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel. Une note d'information (visa de la C.O.B. n° 84-112 du 2 mai 1984) est tenue à la disposition du public.

B.A.L.O. du 7 mai 1984

SOCIAL BOURSE

NEW-YORK

Irregulier

Traillé en tous sens par les diverses interprétations qui proviennent des derniers commentaires, sur la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, le marché new-yorkais a fait preuve d'irregulier, ce qui est plutôt interprété comme un élément positif dans la conjoncture financière, où l'on s'attendait à un repli plus accentué de la cote. Celle-ci a même gagné 1,25 point, à 1.665,50 points, en fin de séance, par rapport à l'indice Dow Jones des industriels, sous l'effet de quelques achats tardifs. Les échanges ont été moins actifs que lors de la précédente séance (72,92 millions d'actions, contre 98,58 millions), mais une poignée de titres (Shell Oil, Ralston Purina, Ford Motor, Bank of America International) ont encore avancé, voire dépassé, le million de titres chacun.

Dans l'ensemble, les observateurs considèrent que Wall Street a bien réagi. « Je continue à escompter une demande importante sur les actions en dépit de la baisse constatée sur le marché obligataire et des craintes que peuvent susciter les besoins de refinancement du Trésor américain », confie un analyste, faisant remarquer l'ampleur de la récente variation des fonds fédéraux, l'équivalent de notre taux de l'argent : de 9 1/4 % à près de 11 % en une seule semaine. L'accroissement de la demande privée de capitaux résultant de la reprise économique peut peser sur le marché du crédit, estime-t-on au Big Bear, mais la nouvelle dévaluation de la balance commerciale américaine (en déficit de 25,6 milliards de dollars au premier trimestre 1984) constitue un autre facteur de préoccupation pour les taux d'intérêt, ajoute-t-on.

VALEURS	Cours de 4 mai	Cours de 7 mai
Alcoa	34 1/2	34 5/8
Amstar	28 1/2	28 1/2
Boeing	38 3/4	38 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
Du Pont de Nemours	42 1/2	42 1/2
Eastman Kodak	39 1/2	39 1/2
General Electric	34 1/2	34 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	125 1/2	125 1/2
Intel	34 1/2	34 1/2
Johnson & Johnson	34 1/2	34 1/2
Merck	34 1/2	34 1/2
Rockwell	34 1/2	34 1/2
Schlumberger	34 1/2	34 1/2
Union Carbide	34 1/2	34 1/2
U.S. Steel	34 1/2	34 1/2
Westinghouse	34 1/2	34 1/2
Xerox Corp.	34 1/2	34 1/2

Les banques nationalisées procèdent à l'élection de leurs administrateurs salariés

Conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1983 et de la circulaire du 16 février 1984 sur la démocratisation du secteur public, les 643 entreprises concernées (122 sociétés-mères et 482 filiales), comprenant les sociétés nationalisées en 1982, doivent procéder avant le 30 juin prochain à l'élection des administrateurs salariés appelés à siéger aux côtés des représentants de l'Etat et des usagers dans les futurs conseils d'administration et de surveillance constitués à cette occasion.

Cette procédure, qui concerne 2,2 millions de salariés (12,5 % du total des salariés du privé et du public), a commencé récemment à être appliquée dans les entreprises industrielles, notamment à la région Renault (le Monde du 15 mars 1984). A présent, c'est au tour des

CHOMAGE PARTIEL : LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION ENCOURAGE LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Un décret publié dimanche 6 mai au Journal officiel encourage la réduction du temps de travail par les entreprises plutôt que le recours au chômage partiel. Ce texte, attendu depuis longtemps par les syndicats, apporte notamment deux innovations à la réglementation concernant le chômage partiel. Sur les indemnités versées par l'employeur aux salariés touchés par une telle mesure, la part prise en charge par l'Etat sera forfaitaire : auparavant, elle était proportionnelle au salaire antérieur, ce qui favorisait les rémunérations élevées. Surtout, la prise en charge de l'Etat s'appliquera « uniquement aux horaires inférieurs à 37 heures » (par semaine).

En effet, comme le précise le décret, le recours au chômage partiel est autorisé « lorsque les difficultés d'une entreprise n'ont pu trouver de solution, notamment par une réduction ou une modulation concertée des horaires de travail ». Cette disposition est contestée par le CNPF, qui estime que le chômage partiel est une mesure provisoire alors que la réduction du temps de travail a un caractère structurel : un ministère, ou fait valoir que la réglementation antérieure pénalisait la diminution des horaires, et qu'il s'agit en somme d'ouvrir une place de négociation.

En revanche, les discussions continuent toujours au gouvernement pour trouver un compromis sur le projet de décret concernant le « chômage partiel total » (le Monde du 8-9 avril), lui aussi attendu avec impatience par les syndicats et vivement contesté par le CNPF, qui y voit un abus des pouvoirs de l'administration.

établissements bancaires nouvellement nationalisés à procéder de même, à savoir les « trois vieilles », issues de la vague de nationalisation de l'après-guerre (Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris), les 36 banques privées englobées en février 1982 dans le secteur public élargi et les deux compagnies financières (Paribas et Suez), où l'élection sera remplacée par une désignation des nouveaux administrateurs salariés.

Ces élections ont commencé le 25 avril au Crédit commercial de France (CCF) et elles se poursuivront durant tout le mois de mai avec un taux de participation qui, de source syndicale, devrait être voisin de celui des traditionnelles consultations professionnelles (70 % en moyenne). Invitant cette année, la fédération CFDT des syndicats de banques et établissements financiers, qui présente des candidats dans 36 établissements sur les 41 concernés (où elle disposait jusqu'à présent de 54 administrateurs), a tenu à dresser un rapide bilan de ces deux années de nationalisation bancaire avant d'expliquer l'importance qu'elle attachait à ces élections.

« Dans l'ensemble, le bilan est assez critique », estime le secrétaire général, M. Régis de Béranger, formulant un certain nombre de griefs à l'égard des rapports sociaux « qui bougent trop lentement », des têtes des directions de banques « qui n'ont pas beaucoup changé », des cadres supérieurs « étouffés par des conservatismes », sans oublier « les chambres paternelles » (l'Association française des banques), accusées de n'avoir pas fondamentalement varié non plus, exception faite de « quelques modifications internes laborieuses et une plus grande attention à la communication ».

Aux yeux de la CFDT-banque, seuls trouvent grâce quelques exemples isolés, notamment dans les banques régionales où sont intervenus des changements réels dans la conception du rôle des banques, de leur relation avec la clientèle et de leur place dans l'économie. Ainsi, constate cette organisation syndicale, « le secteur bancaire et financier semble à l'abri des réformes », tandis que les responsables des banques et leur ministère de tutelle (un ministère « enfilé » depuis qu'il englobe l'économie, les finances et le budget, outre une direction du Trésor « toujours aussi omnipotente ») se retranchent derrière des « procédures de contrats de plan ».

Dans ce secteur bancaire et financier, « à l'abri des réformes », quelques points positifs ont été relevés dans le fonctionnement des conseils d'administration bimestriels, tels que la création de commissions de travail sur des sujets divers (informatique, critères d'octroi de crédits...), mais les récents projets de rapprochement entre banques natio-

nalises « n'ont pas fait l'objet d'informations suffisantes ».

Pour ce qui est des élections en cours, la CFDT-banque, qui retient trois thèmes d'action (élargir le champ de la démocratie économique et sociale, contrôler la gestion et améliorer les conditions de travail du personnel), ne cache pas qu'elles pourront être interprétées comme un test de représentativité syndicale, voire politique dans un secteur où le taux de syndicalisation reste peu élevé (20 % en moyenne dans la profession).

Etant donné que les futurs administrateurs salariés (pour cinq ans) seront élus à la fois sur des listes « paritaires » par les organisations syndicales mais également, pour la première fois, sur des listes comportant des « candidats libres ». Sans équivoque, les associations de défense du personnel bancaire qui s'étaient constituées dans certains établissements bancaires dans la perspective de la nationalisation, peuvent mettre à profit cette consultation pour acquiescer un réel droit d'existence. Mais, toujours du côté syndical, on ne semble pas craindre cette concurrence, du moins ouvertement, tant il est vrai que la quasi-totalité de ces associations sont en sommeil depuis plusieurs mois. Par contre, certains de leurs adhérents, rompus à présent aux subtilités de la tactique électorale, ont préféré pratiquer une « plus ou moins » discrète politique d'« entrisme » dans les syndicats jugés réformistes plutôt que de se présenter directement.

A l'issue de ces élections, la dernière étape importante sera la désignation des présidents de ces groupes bancaires ou financiers, nommés par décret en conseil des ministres sur simple proposition des futurs conseils d'administration. La plupart d'entre eux devraient conserver leur fauteuil, mais il n'est pas exclu que trois ou quatre « petites » banques changent de titulaire à cette occasion.

SERGE MARTI

FO va diriger un grand nombre de caisses locales de sécurité sociale

Comme pour les organismes nationaux, les présidences et vice-présidences (1) des caisses locales (caisses primaires d'assurance-maladie et caisses d'allocation familiale) et régionales de sécurité sociale ont été « monopolisées », avec l'appui ou l'alliance du CNPF, par les syndicats dits « réformistes » (FO, CGC, CFCT), vainqueurs des élections du 19 octobre 1983 aux conseils d'administration. C'est ce qui ressort d'un bilan provisoire portant sur les résultats des deux tiers des caisses. Ainsi, l'alliance de fait qui a gouverné la Sécurité sociale de 1967 à 1983 sera sans doute reconduite sur le plan local comme sur le plan national.

Forcés ouvriers, forte de son succès électoral, remporte à elle seule quarante-huit présidences de caisses primaires (sur quatre-vingt-deux), vingt-huit présidences d'allocations familiales (sur soixante-douze) et sept présidences de caisses régionales (sur douze), alors qu'elle n'en détenait auparavant que trente et une, quinze et quatre respectivement. Cette « prise de pouvoir » par des responsables locaux a suscité quelque inquiétude chez les dirigeants confédéraux, qui souhaitaient que, dans une période difficile, on ne laisse pas en dehors la CGT et la CFDT.

En fait, la CGT, arrivée pourtant en tête des élections, et la CFDT, qui était en troisième position (après FO), risquent d'être pratiquement exclues des responsabilités : la CGT n'a obtenu jusqu'à présent qu'une présidence de caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) et une vice-présidence de CAF, la seconde, deux vice-présidences (une CPAM, une CAF). En revanche, la CGC et surtout la CFCT progressent. La CFCT, en particulier, a déjà davantage de présidences (11 CPAM, 19 CAF, une caisse régionale) qu'elle n'en détenait auparavant (7 CPAM, 6 CAF). La CGC retrouve presque le nombre de présidences qu'elle détenait déjà : elle devrait donc elle aussi dépasser

ce score lorsque les élections auront eu lieu dans toutes les caisses.

Le CNPF avait annoncé son intention de ne pas briguer de présidence, sauf dans les URSSAF, chargées du recouvrement des cotisations. En fait, certains représentants des employeurs (CNPF ou CGPME) se sont laissés convaincre de prendre ou de reprendre de tels postes là où les salariés n'ont pu se mettre d'accord ou trouver un « bon » président : cinq dans les CPAM, autant dans les CAF et deux dans les caisses régionales. Parallèlement, le patronat a déjà retrouvé le même nombre de vice-présidences qu'auparavant : là où un président « salarié » a été élu, cette élection a été compensée par celle d'un vice-président « employeur ».

Cette redistribution s'est faite au détriment de l'UNAF, qui n'a jusqu'à présent obtenu que deux présidences et trois vice-présidences de caisses d'allocations familiales (contre une vingtaine de chaque, auparavant) et des travailleurs indépendants. En revanche, plusieurs représentants de la Fédération nationale de la mutualité française ont été élus à la présidence de caisses primaires.

(1) Lorsque plusieurs vice-présidents ont été élus, il s'agit de la première vice-présidence.

« M. Gattaz déplore la « baisse d'audience » de syndicalisme. — Au cours d'une conférence de presse à Montréal, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a déclaré, lundi 7 mai, que « l'audience syndicale dans le monde, et particulièrement en France, était en train de baisser ». Un phénomène encore « occulté », selon lui, dans notre pays, parce que les syndicats ont été « institutionnalisés et neutralisés par le gouvernement dans le secteur public et nationalisé ». Cependant, a-t-il ajouté, les chefs d'entreprise « ne doivent pas se réjouir » de cette baisse d'audience, mais innover davantage en matière de politique sociale pour combler le vide.

Que savez-vous du verre ?

La légèreté du verre, un argument de poids.



Deux paires de lunettes pour la même correction. A gauche, du plastique, à droite, du verre spécial à haut indice de réfraction.

Les verres de lunettes peuvent être puissants sans pour autant être épais. Grâce aux nouveaux verres à haut indice de réfraction de Schott, l'épaisseur des verres de lunettes a pu être réduite de façon sensible. Par exemple, des verres de moins de 8 dioptries n'ont plus que 7 mm d'épaisseur aux extrémités. Pour obtenir la même correction avec du plastique, l'épaisseur sera supérieure de 60 %. Autre avantage du verre à haut indice de réfraction par rapport aux verres traditionnels : il est jusqu'à 10 % plus léger. Les lunettes équipées de ce verre sont non seulement plus performantes mais aussi plus esthétiques.

Le verre spécial de SCHOTT pour lunettes, couvre plus de 50 % des demandes actuelles. Les fabricants de lunettes ont le choix entre plus de 50 types de verres dans plus

de 2000 variantes. Nous répondons de ce fait aux besoins de chacun par un verre approprié.

Nos recherches nous permettent aujourd'hui de réaliser des verres multifocaux dans lesquels nous intégrons des verres aux indices de réfraction différents sans que cela se remarque.

Dans un autre secteur, nous produisons des verres photochromiques dont la sensibilité varie en fonction de la luminosité.

Le verre spécial pour l'ophtalmologie n'est qu'un exemple des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre.

Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées : nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

Le Groupe SCHOTT :
34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Plus de 50.000 articles fabriqués pour un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de francs.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers - 92110 Clichy.



Nous perfectionnons sans cesse le verre.

ÉTRANGER

En Suède

L'investissement croît, l'inflation aussi

De notre correspondant

Stockholm. — Selon le ministre suédois des finances, M. Kjell-Olof Feldt, le redressement de l'économie suédoise est plus rapide qu'escompté. Pour l'ensemble de 1984, le gouvernement prévoit maintenant une croissance de 2,8 % du produit intérieur brut, une augmentation en volume de 7,4 % des exportations, un excédent d'environ 15 milliards de couronnes (autant de francs français) de la balance commerciale et, ce qui est plus intéressant, une progression de 15 % des investissements industriels qui avaient chuté, au total, de 30 % depuis 1980.

Toutefois, d'après le ministre, la situation, satisfaisante pour le moment, est encore « précaire ». Les bons résultats actuels peuvent vite se dégrader si le gouvernement ne réussit pas à juguler l'inflation, qui, au mois de mars, atteignait les 9 % en rythme annuel. L'objectif des sociaux-démocrates était de limiter la hausse des prix à 4 % en 1984 et à 3 % en 1985. Mais les augmentations de salaires, plus fortes que prévu, et surtout les dispositions des conventions collectives permettant par exemple à une catégorie de salariés d'exiger un supplément ou une révision des accords signés si les employés d'un autre secteur obtiennent des majorations de revenus supérieures, embarrassent sérieusement le ministre des finances.

Le blocage des prix décidé le 12 avril (le Monde du 14 avril) permettra au mieux d'enrayer une nouvelle flambée d'inflation cette année et de la limiter à environ 6 %, mais il risque aussi de provoquer une explosion des prix en 1985. M. Feldt est

apparemment conscient du danger et il n'exclut pas diverses mesures de réduction de la consommation privée et des dépenses publiques, et même une hausse des impôts, bien que les prélèvements obligatoires représentent déjà 51 % du PNB.

Enfin, malgré une légère amélioration ces deux derniers mois, les sociaux-démocrates n'ont réussi qu'à freiner tout juste l'augmentation du chômage, ce qui cadre mal avec les promesses de retour au plein emploi faites pendant la campagne électorale. En mars, 134 000 Suédois, soit 3,1 % de la main-d'œuvre active, étaient sans travail, et 150 000 autres — chiffre record — étaient en roulement ou employés à des travaux de dépannage. Près de 3 milliards de couronnes vont être prochainement dégagés pour financer la création de 30 000 nouveaux emplois artificiels. En fait, le taux de chômage est proche de 9 %.

ALAIN DEBOVE.

« Découverte de pétrole en large des côtes chinoises. — La compagnie Exxon a découvert, pour la première fois, du pétrole dans l'embouchure de la rivière des perles, l'une des zones les plus prometteuses de l'« off-shore » chinois, où de nombreuses compagnies étrangères se sont vues accorder des permis. L'agence Chine nouvelle, qui a annoncé cette découverte, n'a pas précisé son emplacement, mais la compagnie BP avait découvert des traces de pétrole, dans cette zone, mais en quantités insuffisantes pour être commercialisées. — (AFP.)

سكوا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. RÉGIONS : Les trois perceptions de la décentralisation, par Robert Schwin ; « La signification », par Gustave-Nicolas Fischer.
3. LU : Gérard Durrell, zoologiste et conteur.

ÉTRANGER

3. l'élection de M. Napoléon Duarte à la présidence de la République du Salvador.

AMÉRIQUES

4. DIPLOMATIE

- 5-6. EUROPE

ASIE

POLITIQUE

7. Au nom de la Corse française, par Danièle Rouard.

CHRONOLOGIE

8. Les mois d'avril dans le monde.

CULTURE

9. MUSIQUE : le Mariage secret, de Cimrosa, à l'Opéra-Comique.
10. THÉÂTRE : Les Lignes du temps, de Bruno Carlucci.
11. ROCK : Joe Jackson.
12. COMMUNICATION : les giscardiens préparent le désengagement de l'Etat pour libérer la communication.

SOCIÉTÉ

12. L'avenir de l'Etat Chinois.
14. DÉFENSE : point de vue : « Les déviances d'une politique (II) », par Yves Lancelin.

ÉCONOMIE

16. AFFAIRES : la réaction de Clermont-Ferrand aux suppressions d'emplois chez Michelin.
17. AGRICULTURE : le premier marché à terme de la pomme de terre.
17. SOCIAL : l'éclosion des administrateurs salariés dans les banques.

RADIO-TÉLÉVISION (11) INFORMATIONS « SERVICES » (15) :
Vie associative ; Météorologie ; Mots croisés.
Carnet (15) ; programmes des spectacles (10).

LÉGITIME DÉFENSE POLICIÈRE

Une enquête de l'inspection générale des services (IGS) a été ouverte après la mort d'un jeune Algérien, Zaoui Benmabrouck, tué par des policiers, dans la nuit du 6 au 7 mai, boulevard Suchet, à Paris (16^e). Tout avait commencé par une querelle d'automobilistes, à proximité de l'avenue George-V, entre les occupants d'une station de taxis et ceux de la 504 Peugeot conduite par Zaoui Benmabrouck, accompagné de trois amis.

Les occupants de l'estafette ayant signalé l'incident à la police, en présence de ceux de la 504, les policiers ont tenté d'arrêter le taxi. Les occupants de la 504 ont alors tenté de fuir. Les policiers ont alors tiré sur les occupants de la 504. Les occupants de la 504 ont alors tenté de fuir. Les policiers ont alors tiré sur les occupants de la 504. Les occupants de la 504 ont alors tenté de fuir. Les policiers ont alors tiré sur les occupants de la 504.

PARENTS...

En fin d'études secondaires (1^{re} ou terminale), faites préparer à vos enfants en 1 à 3 ans une carrière commerciale aux débouchés nombreux et sûrs (gestion, marketing, informatique, secrétariat).

E.P.P.A.

14, bd Gouvion-Saint-Cyr (17^e)
Tél. : 574-58-51

Le numéro du « Monde » daté 8 mai 1984 a été tiré à 412 585 exemplaires

A B C D E F G

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT LIBANAIS

M. Rachid Karamé a cédé aux exigences de M. Berri mais affronte encore celles de M. Frangié

De notre correspondant

Beyrouth. — M. Nabih Berri a obtenu ce qu'il voulait. Il a donc accepté d'intégrer le gouvernement d'union nationale qu'il voulait. Il a eu droit, à son corps défendant, à un assourdissant baroud de réjouissances de la part de ses miliciens et des soldats de sa fraction de l'armée, la sixième brigade, à écrasante majorité chiite, concentrée à Beyrouth-Ouest. Les cris de joie ont dégénéré en combats le long de la ligne de front puis en bombardements des quartiers résidentiels. Bilan : deux morts et vingt-sept blessés des deux côtés de la ville.

Le chef d'Amal exigeait d'être ministre d'Etat chargé des affaires du Liban-Sud et de la reconstruction de la « principale banlieue sud de Beyrouth », et s'était payé le luxe de tenir tête aux pressions de Damas où il avait été convoqué.

La solution était tellement évidente que l'on se demande d'ailleurs pourquoi le président Gemayel et le chef de gouvernement, M. Karamé, ont traîné une semaine avant de s'y résoudre, donnant à M. Berri l'occasion d'une nouvelle victoire. Victoire d'autant plus significative que le gouvernement avait été perçu comme une réconciliation, avec l'aval de la Syrie, de l'alliance maronite-sunnite, pour contenir la poussée chiite.

Cela étant, le chef d'Amal en obtenant la responsabilité directe des affaires du Sud a peut-être reçu un cadeau empoisonné, car il va se trouver face à l'occupation israélienne, confronté à des problèmes dépassant les pouvoirs de l'Etat qu'il représente désormais. Mais, aussi, il est probable que la mobilisation anti-israélienne des chiites du Sud, déjà vigoureuse et déterminée, s'en trouvera confortée. L'armée israélienne est quotidiennement harcelée dans ce territoire où, à titre d'exemple au cours des dernières quarante-huit heures, elle a été l'objet de trois attentats, et procède elle-même, conjointement avec l'armée du sud du Liban, à des actions de représailles. M. Berri a lancé dès lundi soir un appel au « jihad » (guerre sainte) suprême. Son entrée au gouvernement coïncide avec la fer-

meure totale, pour une durée indéterminée, du dernier passage reliant le Sud au reste du Liban.

Le règlement du cas Berri ne résout pas celui de l'ex-président Frangié, qui conteste que les maronites soient représentés au gouvernement, uniquement par le Front libanais dont il est l'adversaire acharné. D'autant qu'il a lui-même efficacement défendu les droits de la communauté à la conférence de Lausanne. Le président Amine Gemayel s'est rendu, ce mardi matin, dans le nord du Liban pour tenter de le convaincre que, dans les circonstances présentes, le cabinet constitue un tout indissociable, et que son gendre M. Abdallah Racy, ministre de l'Intérieur, bien que grec orthodoxe, représentait en fait, au sein du cabinet, plus les maronites du Nord que sa propre communauté.

Une solution difficile

Cependant, il n'est pas sûr que l'argument porte. Les objections de M. Frangié ne sont, en effet, pas sans fondement. L'exemple de M. Berri, qui a obtenu satisfaction, montre que la détermination est payante en la matière. Il est enfilé à l'important pour M. Frangié de mettre son fils Robert sur les rails du pouvoir. Mais autant dans le cas Berri la solution allait de soi, autant dans le cas Frangié elle apparaît difficile. Il est, en effet, exclu que M. Camille Chamoun ou M. Pierre Gemayel soient retirés du gouvernement. De même il est difficile d'attribuer un troisième portefeuille aux maronites, alors que les sunnites et chiites s'en ont que deux.

Cela étant, le boycottage de M. Frangié sera moins lourd que celui de M. Berri et ne devrait, en tout état de cause, pas empêcher le gouvernement de fonctionner.

Si l'équilibre global chrétien-musulman est respecté dans le cabinet Karamé, une singularité a été introduite pour ce qui est des communautés chrétiennes, avec l'attribution de deux portefeuilles aux

grecs orthodoxes, soit autant qu'aux maronites trois fois plus nombreux. Les ministères-clés, affaires étrangères et intérieur — la défense ayant perdu de son importance avec la neutralisation de l'armée, — reviennent à l'opposition, et le camp chrétien dévient avec les finances au levier important. De plus, ainsi que le souligne M. Karamé, dans ce cabinet politisé à l'extrême, chaque ministre — du moins sept d'entre eux sur dix, les trois « démunis » étant MM. Adel Ossesine (chiite), Joseph Skaff (grec catholique) et Victor Cassir (grec orthodoxe) — dispose d'un redoutable pouvoir de blocage pour toute décision importante. Cinq d'entre eux s'appuient directement sur une milice : MM. Chamoun, Gemayel, Berri, Joumblatt et Racy.

Le premier conseil des ministres, quand il se tiendra, risque de n'avoir pas la présidence de la République pour cadre, l'ex — opposition contestant ce lieu pour des raisons de sécurité. Aussi parle-t-on d'un conseil gouvernemental de trois ou quatre jours, qui se tiendrait soit au point de rencontre intersection de Beyrouth, ou à la place du Musée, soit à l'aéroport, voire à Batroun, dans le nord du Liban, pour donner satisfaction à M. Frangié, ou même... en mer.

IUCIEN GEORGE.

Sur le vif

Fausse bonne nouvelle ?

Alors, c'est vrai ou c'est pas vrai, cette histoire de réduction d'impôts, de feuille à deux chiffres qu'on a signée pendant tout le week-end sous nos yeux stupéfaits, enchantés ? Il n'était question que de ça à la radio et à la télé. Pour bien nous montrer que c'était du sérieux, du solide, qu'on n'avait pas l'intention de nous rouler, on allait tout bien nous marquer à l'autoroute. Le montant (gros) qu'on aurait dû payer et le (petit) montant qu'on aurait à payer. Pour ne pas faire de jaloux, on nous expliquait que ceux qui ne payaient pas d'impôts seraient droit à un petit cadeau : une ristourne sur leur taxe d'habitation. Quant aux entreprises, on allait leur arranger le coup, à elles aussi, on allait leur accorder une taxe professionnelle aux petits oignons.

On avait beau se dire : C'est trop beau, ce n'est pas possible, nous, on y a cru. On a plané. On était même si contents, si reconnaissants, qu'on était prêts à revoter pour le PS — finalement, ils ne sont pas si mal que ça, ces gens-là — le mois prochain.

Et puis, ce mardi matin, on salue nos transistors, et qu'est-ce qu'on apprend ? C'est du

verbiage, c'est du préambule. Il n'y a rien de fait, rien de décidé. Delors est en voyage. Mauroy est à l'hôpital. Et dans leur entourage, on s'entend, on est abasourdi : qui vous a dit ça ? Première nouvelle ! Ce ne sont que des supputations. Elles ne reflètent aucune réalité, à moins d'être le né saisi plus quel conseiller de l'Elysée.

Alors, d'où ils tiennent leur information, les confrères ? Ils ne l'ont quand même pas inventée. Quel intérêt auraient-ils à tromper la clientèle ? Ils ont dû se renseigner quand même, ce n'est pas possible. Et si, à Mardignon et Rue de Rivoli, on s'est un peu payé leur tête, et la nôtre pendant qu'on y était, en leur lâchant comme ça, pour voir, une sorte de ballon d'essai, ou plutôt de bulle d'oxygène ? Ça ne mange pas de pain, et ça euphémise l'opinion. Alors, là, excusez-moi, je suis nul en maths, mais je crois que c'est une erreur de calcul. Si ceux qui nous gouvernent ne veulent pas apprendre une vraie mauvaise nouvelle au soir du 17 juin, ils feraient bien de nous épargner les fausses bonnes nouvelles.

CLAUDE SARRAUTE.

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE A PROPOS DU FONCTIONNEMENT DE CINQ ÉTABLISSEMENTS

Des cliniques « sans but lucratif » mais... rémunératrices

Après une plainte déposée le 19 avril par le ministre des affaires sociales, le directeur d'un établissement hospitalier sans but lucratif de la haute région parisienne bénéficiant d'une concession de service public — l'hôpital à domicile de Bagnolet (Seine-Saint-Denis) —, M. Paul Nemegey, a été inculpé d'escroqueries, faux et abus de confiance par M. François Chaut, juge d'instruction à

Paris. M. Nemegey a été écroué le 20 avril après une perquisition dans son établissement.

Il est accusé d'avoir constitué avec des proches un réseau d'associations et de sociétés lui permettant d'obtenir des conventions avantageuses aux dépens de la Sécurité sociale, ainsi que des rémunérations illégales par plusieurs établissements.

La plainte faisait suite à une enquête en cours de l'inspection générale des affaires sociales. Les premières investigations ont constaté des éléments pour le moins troublants, concernant outre l'hôpital à domicile de Bagnolet, son directeur et ses responsables, ceux de quatre autres établissements sans but lucratif et bénéficiant d'une concession de service public : le foyer de la rue de Richemont, dans le treizième arrondissement, l'hôpital de La Noue, à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), et l'hôpital privé Le foyer, à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis).

Outre ses fonctions de directeur à Bagnolet, M. Nemegey avait été rémunéré aussi par l'hôpital de Passy, par celui de Pierrefitte et par la clinique de Bagnolet, sans que l'on ait pu jusqu'à présent établir les raisons précises de ces rémunérations.

Le directeur de l'hôpital à domicile de Bagnolet avait acheté plusieurs cliniques en déficit et les avait constituées en SARL, notamment avec la participation de membres de sa famille : les parts en ont ensuite été revendues à bon prix à des associations régies par la loi de 1901. Celles-ci ont pu, en invoquant le montant élevé des aménagements, obtenir des prix de journée avantageux au détriment de la Sécurité sociale.

On retrouve les mêmes personnes, proches ou parents de M. Nemegey, dans les différentes associations propriétaires ou gestionnaires des établissements.

Passey, elle avait constaté que cet établissement, qui emploie une centaine de personnes, ne possédait pas de comité d'entreprise : les sommes destinées aux œuvres sociales servaient en fait à payer des réceptions. Elle avait aussi découvert des imbrications entre les associations, gestionnaires et les différents sociétés.

GUY HERZLICH.

DEUX NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS DANS PARIS

Le nouvel hôpital de la Croix-Saint-Simon, dans le vingtième arrondissement de Paris, vient d'être inauguré par M. Michel Girard, président (RPR) du Conseil régional d'Ile-de-France. La construction de cet établissement, fonctionnel et ultramoderne, complète les réalisations de la Fondation de la Croix-Saint-Simon, association sans but lucratif, qui constitue un important ensemble médico-social dans l'un des arrondissements les plus déshérités de la capitale.

Une nouvelle maternité vient d'ouvrir ses portes à l'hôpital Lariboisière (Assistance publique), dans le dixième arrondissement, pour remplacer une structure vétuste. Elle comporte cinq niveaux d'hospitalisation, de consultation, d'obstétrique et de chirurgie, ainsi qu'une banque de sang.

Aux Etats-Unis

M. GARY HART REMPORTE L'ÉLECTION PRIMAIRE DU COLORADO

Denver (AFP). — Selon des résultats partiels, M. Gary Hart a remporté, lundi 7 mai, les petites assemblées (« caucuses ») du Colorado. Hart, dont il est sénateur, avec plus de 75 points d'avance sur l'ancien vice-président Walter Mondale, grand favori dans la course à l'investiture démocrate pour les présidentielles américaines. L'Etat du Colorado sera représenté par 43 députés à la convention démocrate de San Francisco, en juillet prochain.

LANCÉMENT

D'UN VAISSEAU SPATIAL SOVIÉTIQUE

Un nouveau vaisseau spatial du modèle Progress a été lancé, le lundi 7 mai, par l'Union soviétique en direction de la station orbitale Saliout-7, à bord de laquelle trois cosmonautes vivent depuis le début de février.

Ce vaisseau automatique, le Progress-21, doit permettre de ravitailler en matériel, vivres et combustible, l'équipage de la station qui, à plusieurs reprises ces dernières semaines, a effectué des sorties dans l'espace de plusieurs heures pour réparer certains éléments du système de propulsion de la station.

E. R.

MENACÉE DE LIQUIDATION

L'imprimerie Montsours

est toujours à la recherche d'une solution

Plus de trois cent mille exemplaires de l'hebdomadaire *Télérama*, sur un total de cinq cent vingt mille fabriqués à l'imprimerie Montsours de Massy (Essonne), ainsi qu'une partie du tirage de *PSD* étaient retenus lundi soir, à la veille du 8 mai, jour chômé dans l'entreprise. Les ouvriers de cette imprimerie, en difficulté depuis dix mois, entendent ainsi « maintenir la pression » au moment où se déroulent les ultimes négociations pour la survie de l'entreprise.

La situation apparaît cependant toujours bloquée, depuis que le tribunal de commerce de Corbeil a ordonné l'arrêt de l'exploitation fin avril. Le syndic chargé de l'administration de Montsours a toutefois décidé de surseoir à l'envoi des lettres de licenciement, mesure dont l'annonce était prévue lors d'une réunion du comité d'entreprise, mercredi 9 mai, finalement reportée d'une huitaine de jours.

Une solution financière et industrielle est en effet toujours recherchée par les pouvoirs publics (*Le Monde* du 17 mars), le syndicat du Livre CGT, majoritaire à Montsours, et les différents candidats à

MARCEL SCOTTO.